

vier consacré à l'écologie
e un appel
tion des ressources

Les Corées à leur tour ?

La Corée du Sud a rejeté, après un premier accueil enthousiaste, le message de Nouvel An du maréchal Kim Il-sung proposant de démanteler le mur séparant les deux Corées depuis 1953. Séoul s'apprête à proposer un accord de libre passage au travers du 38^e parallèle, sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Timide frisson de détente dans ce dernier bastion de la guerre froide tant l'hostilité et la méfiance sont profondes entre les deux Corées, qui savent chacune manipuler avec maestria l'arme de la propagande. Mais le fait même qu'en ce début de 1990 on se réfère encore à des accords datant de l'ère brejnévienne montre le retard que conserve la péninsule coréenne en ces temps de bouleversements tous azimuts.

Si, depuis les manifestations étudiantes de 1987, la Corée du Sud, enfin démocratisée, a lancé une offensive de charme en direction de la Chine, de l'URSS et de l'Europe de l'Est, la Corée du Nord est restée pour sa part l'un des derniers dinosaures du communisme. Le vieux maréchal Kim Il-sung, grand adepte du népotisme comme son vieil ami Ceausescu, dont il vient de faire publier les œuvres en coréen, fait désormais figure d'ancêtre, de statue du Commandeur du stalinisme.

De plus en plus isolé, il ne lui reste guère comme soutien que M. Deng Xiaoping et la Chine normalisée. C'est peut-être ce qui explique, outre la tradition des tonitruants messages de Nouvel An, ses nouvelles propositions. Encore faut-il relativiser la dernière en date, puisqu'il affirme que le mur de béton se trouve du côté sud de la ligne de démarcation et que de notre côté, il n'y a aucune muraille...

Le retard de la Corée du Nord par rapport au Sud dans tous les domaines - démocratique, économique, diplomatique, voire militaire - au moment où se prépare la lutte pour la succession du vieux dictateur, dont le fils aîné et héritier présomptif, le schérif dirigeant Kim Jong-il, est contesté, pourrait la contraindre à des concessions. Face à un Sud de plus en plus conscient de sa réussite, Pyongyang aurait en effet du mal à recourir à une solution militaire parfaitement inacceptable aujourd'hui par Moscou comme par Pékin.

Cette ouverture serait, pour la Corée du Nord, une chance d'éviter de devenir une sorte de Disneyland d'un communisme pur et dur ailleurs disparu, l'ultime réserve d'indigènes du stalinisme avec l'Albanie. Ce serait aussi, là encore plus qu'ailleurs, la reconnaissance du constat de faillite d'un système fondé sur la répression, l'autocratie et le culte du chef - et l'admission de la primauté d'un Sud capitaliste, longtemps honni mais plus peuplé et tellement plus riche. M. Kim Il-sung est-il prêt à accepter ce harakiri politique après quarante-cinq ans de pouvoir sans partage ?

M0147 - 103 0 - 4,50 F



Les conséquences de la chute du régime Ceausescu

Les Moldaves d'URSS affirment leur solidarité avec ceux de Roumanie

Deux semaines après le début de la révolution, les partis politiques renaissant en Roumanie commencent déjà à s'organiser en vue des premières élections libres depuis quarante-cinq ans, prévues pour le mois d'avril, tandis que les milieux diplomatiques révisent à la baisse le bilan des victimes. En province, à Iasi, non loin de la frontière de l'Union soviétique, les manifestations populaires sont l'occasion d'exprimer la solidarité entre Moldaves de Roumanie et d'URSS.

IASI (Roumanie)
de notre envoyé spécial

« Ré-u-ni-fi-ca-tion ! » Le mot tabou, le slogan le plus dangereux peut-être de ces heures révolutionnaires, quand tout un peuple se cherche un avenir, a été prononcé, hurlé, dans un microphone le 24 décembre 1989, au balcon du conseil provincial de Iasi, capitale de la Moldavie.

Réunification, union, unité de tous les Moldaves. A 20 kilomètres de la frontière soviétique, le mot a fait mouche et certains jeunes, parmi les milliers de citadins en liesse venus acclamer leurs nouveaux dirigeants municipaux, ont à leur tour entonné le

slogan. Qui a osé ? « Pas moi », affirme plus tard M. Iuri Rosca, vice-président du Front populaire moldave d'Union soviétique. « Nous non plus », se défendent Vasile Nastase et Anatol Salariu, deux des membres de la délégation de Bessarabie (Moldavie soviétique) envoyée à Iasi « avec 48 wagons d'aide d'urgence médicale et alimentaire pour les frères roumains ». Peu importe au fond l'identité du coupable.

Le « pacte scélérat » Molotov-Ribbentrop signé en 1939 a coupé en deux le peuple moldave et c'est là tout le problème. « Nous étions tous au travail », raconte Dan Petrescu, l'écrivain

dissident de Iasi, qui fut brièvement membre du conseil provisoire local et qui devrait être nommé vice-ministre de la culture dans le gouvernement provisoire de Bucarest (le Monde du 2 janvier). « Des orateurs divers se succédaient depuis des heures sur le balcon du conseil, quand, de l'intérieur, héberlués, nous avons entendu ce slogan. Comme électrisé, le président du Conseil [le professeur Doru Tzigu] s'est levé d'un bond et il a hurlé : « Qui crie cela ? Ils sont fous ! Ils vont se faire fusiller ! Il faut les arrêter tout de suite ! »

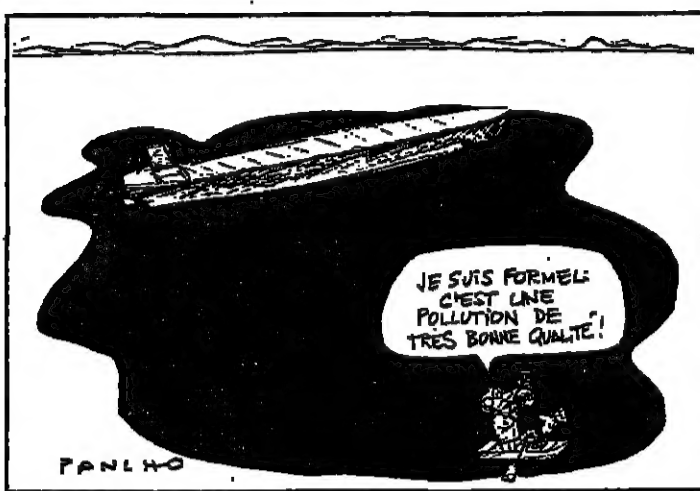
PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

70 000 tonnes de pétrole dans l'Atlantique

La France va aider le Maroc à endiguer la marée noire

M. Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, étudie, depuis le 1^{er} janvier, à Marrakech, avec les autorités marocaines, les moyens de faire face à la marée noire de 70 000 tonnes de brut échappées du pétrolier iranien « Khark » depuis le 19 décembre. Une nappe était signalée, mardi, à 30 kilomètres de la côte.



Lire page 10 le reportage de MARC AMBROISE-RENDU

Année des foules et des foulards

1989 aura vu la passion de la liberté renverser murs et dictatures

par André Fontaine

Le « planificateur » zippo-américain Francis Fukuyama se doutait-il, en remettant au goût du jour les prophéties de Hegel et de Kojève, que l'Histoire allait s'emballer au moment même où il en annonçait la fin ? Il faut remonter loin dans le temps pour retrouver une année aussi riche en événements de première grandeur que celle où l'on a célébré le bicentenaire de la Révolution française.

A bien des égards, 1989 répète 1789 : de Pékin à Santiago, un même amour de la liberté a jeté dans les rues des millions d'hommes et de femmes dont on avait trop vite admis qu'ils avaient pris à jamais leur parti de leur servitude. Le résultat n'était pas pour autant acquis d'avance : le massacre de Tiananmen a montré qu'en Chine au moins le mouvement d'émancipation n'était malheureusement pas irréversible.

L'espoir assassiné au printemps a réjailli, à l'automne, là où on l'attendait le moins : dans cette Allemagne de l'Est à la discipline proverbiale, où l'économie passait pour se porter mieux que dans le reste du monde socialiste. Mais le régime de Honecker, non content de maintenir la population enfermée derrière le mur, était resté parfaitement sourd au grand vent de la perestroïka. Or ses sujets avaient tout loisir de contempler les images d'abondance et de démocratie diffusées chaque jour par la télévision de l'Ouest et de les comparer à la grisaille dont il leur fallait se contenter.

Il a suffi, du coup, que la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche pour que des dizaines de milliers de citoyens de la RDA empruntent ce sas pour s'enfuir en République fédérale. Le choc psychologique a été

énorme. Prenant appui sur l'Eglise réformée et sur l'intelligentsia où couvait depuis longtemps l'opposition à l'Etat policier, d'immenses manifestations, au calme et à la détermination impressionnantes, lui ont signifié qu'il avait assez duré.

Le premier réflexe du pouvoir ainsi assiégré a été de recourir à la méthode qui avait si bien réussi à Deng Xiaoping. C'est alors que Gorbatchev a pris la décision peut-être la plus importante de sa vie : il a fait savoir qu'en aucun cas les troupes soviétiques stationnées en RDA ne participeraient à des opérations de répression.

Sans doute pouvait-il difficilement faire autrement. N'avait-il pas déclaré *urbi et orbi* qu'il ne se prévalait plus désormais de la « doctrine » en vertu de laquelle Brejnev s'était arrogé le droit d'intervenir dans tout pays allié où les « conquêtes du socia-

lisme » seraient menacées ? En se déjouant, il aurait durablement détérioré ses relations avec l'Occident, dont le concours lui est plus que jamais indispensable pour remédier au marasme de l'économie soviétique. Il aurait relancé une course aux armements qui n'a pas peu contribué à ce marasme. Last but not least, l'homme qu'il aurait ainsi remis en selle figurait, il le savait bien, au rang de ses adversaires les plus déterminés.

Avait-il mesuré pour autant la portée de sa décision ? En quelques jours un pouvoir qui ne tenait que par la crainte du génie darme soviétique s'est trouvé totalement désarmé. Honecker a dû céder la place à son lieutenant Egon Krenz. Celui-ci, pour

désarmer la méfiance de l'opinion, s'est empressé de partager le pouvoir avec des contestataires et de promettre des élections libres. Il s'est même résigné à ouvrir le mur de Berlin, par lequel se sont engouffrés, dans de folles journées, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, littéralement ivres de liberté. Mais ce n'était pas assez pour une population qui, après deux décennies de patience forcée, découvrait soudain que l'impossible était devenu possible. Bientôt Krenz devait se retirer à son tour, au profit d'un jeune avocat spécialisé dans la défense des contestataires tandis que les députés effaçaient sans tarder de la Constitution le rôle dirigeant reconnu au Parti communiste.

Lire la suite page 7

La chronologie annuelle de « Monde », qui rassemble sur quatre pages les événements de 1989, sera publiée demain (numéro daté du 4 janvier)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel.

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professional experience.
Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (métro Miro), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PHD.

Compromis en Israël

M. Ezer Weizman reste au gouvernement
page 5

Le sort du général Noriega

Un nonce rabélaïen et machiavélique
page 6

La stratégie de la Société générale de Belgique

Regroupement de toutes les filiales du secteur non-ferreux
page 32

Amélioration de l'emploi

420 000 postes supplémentaires créés en un an, selon l'UNEDIC
page 31

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers
en 1989
pages 17 à 20

Les jeunes et la scolarité

Un rapport de l'INSEE souligne la prolongation spectaculaire de la scolarité « spontanée »
page 10

Les panels du « showbiz »

Les méthodes du marketing appliquées à la programmation des radios FM
page 12

Vois de Matisse

Le cambriolage de Nice : des œuvres mineures mais difficiles à négocier
page 10

Remous à FR 3

Quelques semaines après sa nomination, M. Jean-Marie Cavada est écarté du poste de directeur d'antenne
page 11

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Les « vrais-faux diplômes » d'Elena Ceausescu
pages 21 à 23

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 395 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,80 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Révolutions à l'Est

Dracula ou le communisme impensable

par Claude Fischler

Il y a quelques années, on racontait à Bucarest l'histoire suivante : la maîtresse d'école grande d'un élève parce que ses vêtements sont froissés. L'écotier, en guise d'excuse, explique que sa mère est rentrée du travail fatiguée. Elle a ouvert le journal : Ceasecescu recevait un camarade étranger. Elle a ouvert la radio : il y avait un discours de Ceasecescu. Elle a ouvert la télévision : Ceasecescu visitait une usine. « Alors, dit-il, elle n'a pas voulu ouvrir le fer à repasser. »

Cette histoire illustre le phénomène constant dans le totalitarisme communiste du « culte de la personnalité ». Staline, Mao, Enver Hodja, Kim Il-Sung et d'autres : autant de « grands leaders » frappés par le syndrome de l'idolâtrie rouge autogénérée. Les quinze volumes de l'autobiographie du « génie des Carpates » ne sont pas par nature fondamentalement différents de la production littéraire du grand théoricien Staline, du général Brejnev, ni même du Petit Livre rouge du penseur cosmique Mao.

Et pourtant nous avons un penchant naturel à considérer l'effondrement sanglant du communisme en Roumanie moins comme la chute d'un régime totalitaire que comme la

fin d'un tyran, d'un dictateur sanguinaire, d'un Dracula du vingtième siècle. Dans les récits de la presse, ce qui frappe nos esprits, ce sont les fantasmes de dictateur dément, l'architecture délirante du palais présidentiel, les caprices maniaques du président, la collection de manteaux de fourrure de son épouse (sorte de version « rouge » d'Imelda Marcos) et de sa collection de chaussures et de sa prétention tragique à être une grande scientifique.

La fin ignominieuse de Ceasecescu, elle-même, renvoie aux tragédies habituelles des fins de règnes. Bref, nous nous accrochons à une mythologie, à des stéréotypes familiers : ceux du tyran dévorateur. La dérive est d'autant plus tentante que le pays lui-même traîne des casseroles mythologiques : Vlad l'empaleur, Dracula, la Transylvanie de Braza Stoker, etc.

Un corollaire de cette tentation, c'est de faire commencer le martyre de la Roumanie avec le règne de Ceasecescu. Dans plusieurs émissions de radio ou de télévision, des Roumains présents sur le plateau ont repris les journalistes qui parlaient des « vingt-quatre années de dictature » subies par le pays. C'est que, en effet, Ceasecescu était bien au

pouvoir depuis vingt-quatre ans ; mais il y avait quarante-deux ans que le régime était communiste. Il y avait quarante-deux ans que, avec ou sans Ceasecescu, le pays était pris dans le réseau serré du parti unique, de la police politique, de la dénonciation et de la langue de bois, des manifestations « spontanées » et des slogans enthousiastes, de la méfiance généralisée et du marché noir, de la corruption et du conformisme forcé.

Les stéréotypes de la tyrannie

Bref, il y avait sans doute une différence de degré entre la Roumanie de Ceasecescu et celle de Dej, entre la Roumanie et les autres « démocraties populaires », mais pas une différence de nature. Ceasecescu n'était pas seulement un Dracula paranoïaque, un tyranneau des Balkans, un despote prolétarien. La mégalomanie des dirigeants, le népotisme outrancier et même les épouses féroces (qu'on songe à M^{me} Mao) sont des traits courants des « démocraties populaires ».

Nous avons eu, nous avons encore, une sorte d'incapacité à saisir, à comprendre, à penser le totalitarisme, et le totalitarisme commu-

niste en particulier. Tout se passe comme si nous ne pouvions l'appréhender qu'en l'assimilant à des modèles connus ou supposés tels, en le renvoyant aux stéréotypes de la tyrannie et du despotisme « ordinaires ».

La « draculisation » du défunt régime communiste roumain a sans doute une double fonction. Elle permet de chercher un peu pathétiquement à sauver quelques meubles dans la débauche du socialisme réel : plus Ceasecescu est un tyran, moins il est un communiste. Au pire, on fera de lui une « perversion » du communisme. Elle permet aussi de retarder encore un moment la prise de conscience de quarante ans d'ambiguïtés, d'aveuglements et de malaises politiques en continuant de nier mollement qu'il existe une unité irréductible du totalitarisme communiste.

Claude Cheysson procède à une autocritique rétrospective, affirmant que, avec le régime de Ceasecescu, il aurait fallu refuser de servir la morale au communisme (la Chine d'aujourd'hui lui paraît également condamnable). Dans les jours qui suivent, on assiste à un assaut d'accusations et de protestations dans les milieux politiques de la gauche à la droite, PCF en tête : c'est à qui

accuse l'autre de compromission avec le grand Dracula. Or, entrer dans cette querelle revient à postuler que le « Danube de la pensée » est un cas unique, différent par nature. Sinon, pourquoi aurait-il fallu boycotter la Roumanie de Ceasecescu et non l'URSS de Brejnev ou la Tchécoslovaquie de la « normalisation » ? Pourquoi Bucarest et pas Timiso, Sofia ou Berlin-Est ?

Rideau d'ignorance

Pendant quarante ans, le rideau de fer a été pour l'Occident un rideau d'ignorance. Il permettait d'entasser indistinctement tous les pays communistes sous la même étiquette de « pays de l'Est », même quand ils appartenaient à l'Europe centrale, c'est-à-dire au centre de l'Europe. Quant à la Roumanie, qui savait seulement si sa capitale était Budapest ou Bucarest ? Une posture de Grasse, il y a quelques années, s'interrogeait : « C'est en Europe ? »

Les grands débats politiques qui ont passionné les opinions occidentales n'ont guère porté que sur des boycottages sportifs, dirigés bien plus souvent contre les dictatures militaires d'Amérique latine ou contre l'Afrique du Sud que contre l'URSS brejnevienne. Les gymnastes

roumains portaient à l'indulgence ; les nageuses est-allemandes, moutonnées et gonflées aux anabolisants, prétaient à sourire. Sur l'Est, on établissait des bilans bien équilibrés, que certains allaient même jusqu'à qualifier de « globalement positifs ». Et même Claude Cheysson, à propos de l'état de guerre en Pologne, prononçait sa fameuse phrase : « Bien entendu, nous ne ferons rien. »

Ceasecescu était davantage et autre chose qu'un Bokassa moldo-valaque, un Gilles de Rais moderne ou même un Fiaschetti de gauche. Le tyran est mort, mais les Roumains ont plus que jamais leur haine du communisme. La grande débauche de la banque stalinienne est un phénomène littéralement inouï : au moment où ce système se produit, il nous fait plus que jamais chercher à penser et le communisme et son effondrement dans leur spécificité irréductible, et non les renvoyer à des stéréotypes mythologiques.

L'Albanie, Cuba, le Nicaragua, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Corée du Nord, la Chine, d'autres encore attendent toujours. Il faut attendre la perestroïka dans nos îles d'Occident.

► Claude Fischler, sociologue, est chercheur au CNRS.

Ombres et lumières

par Denis Buican

La nuit enténébrée du néo-stalinisme des Carpates et du Danube que fut Ceasecescu a pris fin. Pour autant faut-il crier victoire ? Rien n'est moins sûr, même si l'on peut penser — et non sans raisons — que le pire appartient, désormais, au passé. Quant à l'avenir, il ne faut point céder à l'illusion d'une aurore resplendissante car la route peut s'avérer encore parsemée non seulement de difficultés mais d'embûches graves. Les heures de l'après-midi apparaissent quelque peu obscures par des nuages incertains.

Apprenti cordonnier, devenu dangereux apprenti sorcier du communisme issu du marxisme-léninisme-stalinisme, Ceasecescu fut son propre bourreau : ses crimes ont attiré le châtiment. Si le procès bicé de l'ancien dictateur et de sa femme a pu décevoir — et c'est le moins que l'on puisse dire — ce n'est guère à cause de la sentence, bien méritée, elle, mais parce que beaucoup ont la perception nette que, derrière ces boues émissaires, tout archi-coupables qu'ils soient, l'on pourrait essayer d'écouter d'autres responsabilités et d'autres culpabilités et complicités.

Cette ombre sur la révolution déclenchée le 21 décembre 1989 par le peuple roumain, au moins en partie, effacée par des procès véritables pour la famille et la camarilla qui doit sa carrière et ses mérites à l'oligarchie communiste. Car le peuple roumain et l'opinion internationale ont le droit et le devoir de connaître — mieux vaut tard que jamais — la vérité véritable... et non, comme d'habitude on essaye,

Quelques heures peuvent préfigurer l'aube de la liberté. Il faut souligner d'abord que l'on a renoué au mythe dangereux de l'origine prétendument prolétarienne exigée pour les dirigeants : l'immense majorité des membres du Front de salut national, dont le président Ion Iliescu, sont des intellectuels, tenus en suspicion par les partis communistes orthodoxes. De surcroît, le comité au peuple roumain des élections libres — qui ne pourraient guère être qualifiées telles sans une pluralité des partis politiques — et une rupture avec le totalitarisme. Ion Iliescu a dû reconnaître que la « grande particularité de la révolution roumaine, par rapport aux autres pays de l'Est, c'est que ce processus se déroule en dehors du parti communiste ». Une telle formulation implique que de jeter aux orties les dogmes usés du marxisme-léninisme.

On peut trouver, malgré quelques pronostics sombres, des raisons d'espérer dans une amélioration future de la vie et d'une conquête progressive de la liberté : des élections libres sont annoncées pour le printemps prochain. On peut supposer que le nouveau régime sorti de telles élections, débarrassé du carcan communiste et marxiste-léniniste, pourrait assurer une véritable légitimité de la hiérarchie sociale en fonction du mérite véritable de chaque citoyen en bannissant ainsi le despotisme, l'arbitraire et enfin le népotisme caractérisant les régimes communistes en général et l'époque de Ceasecescu en particulier.

Connaissant personnellement l'homme fort du nouveau régime, Ion

Iliescu, depuis les années 60 quand il était chef de la section d'enseignement qui couvrait le ministère de l'éducation nationale de Bucarest, je pense que — sans accident de parcours — il est parfaitement capable de mener la transition nécessaire mais difficile vers un autre système social, politique et économique plus équitable et plus libre.

Un tel système fondé sur l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle et politique, reste en grande partie à découvrir. Car ce que l'on appelle — non sans un certain abus de langage — les « démocraties occidentales » ne sont, trop souvent en réalité, que des États démocratiques où la dépravation des pouvoirs dont parlait Montesquieu et le contrôle démocratique des rouages de l'administration de l'État et des différents services spéciaux et de police s'est qu'un leurre et où la société de consommation est dominée par le « vent d'or ».

Peut-on espérer que le mal terrible du communisme dont souffrent les pays où il a sévi pourrait servir à quelque chose dans la recherche d'une voie nouvelle ?

► Denis Buican, scientifique roumain, vit à Paris.

Quelles constitutions ?

par Didier Maus

Tous les pays de l'Europe de l'Est se trouvent désormais confrontés au même problème : quelle nouvelle Constitution adopter ? Certes, la plupart d'entre eux conservent, pour l'instant, la Constitution héritée du modèle stalinien en l'adaptant aux nécessités de la vie démocratique, mais à terme ils devront réviser leur Charte fondamentale. Son adoption marquera le passage définitif d'un type de régime à un autre. Cet immense exercice connaît peu de précédents. On se prend à rêver. D'un seul coup, une demi-douzaine de pays devront définir le nouveau code de leurs institutions politiques et mettre en place un système de protection des libertés fondamentales.

Sur le premier aspect, chaque État doit tenir compte de ses réalités nationales, en particulier historiques et sociales. Certes, le modèle parlementaire présente des avantages incontestables grâce à ses souples mécanismes de liaison entre les différentes autorités, mais d'autres solutions plus inspirées d'un pouvoir présidentiel effectif sont concevables.

L'instauration d'un véritable État de droit relève, elle, du fonds commun des démocraties pluralistes occidentales. Deux séries de dispositions ont largement fait leurs preuves dans la plupart des pays ayant adopté une Constitution « libérale » à la fin de la seconde guerre mondiale (RFA, Italie) ou après la disparition d'une dictature (Espagne, Portugal, Grèce). Il

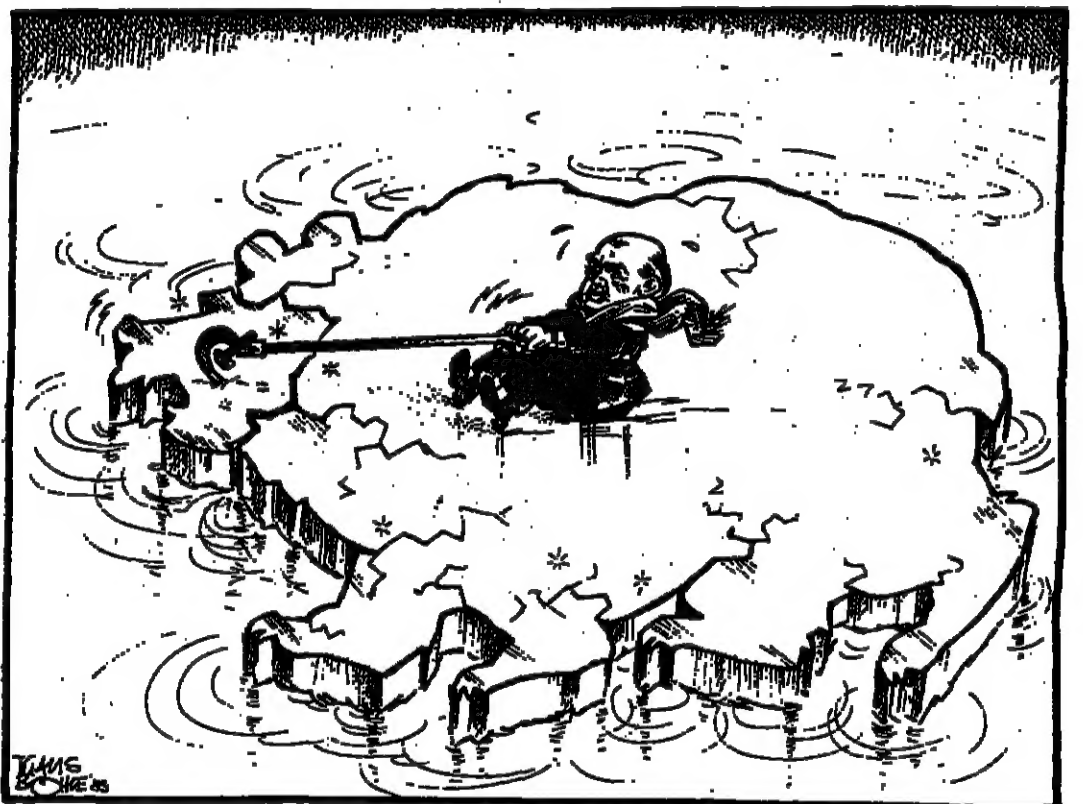
convient en même temps de définir des normes constitutionnelles intangibles, remparts infranchissables contre les empiétements aussi bien du gouvernement que du Parlement et de confier à une juridiction constitutionnelle le soin d'en assurer la préservation.

En réalité, il y a une autre solution. Depuis le 4 novembre 1950, existe en Europe une Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En trente ans, elle a acquis ses lettres de noblesse tant par le nombre des pays signataires, que par ses extensions et, surtout, son mécanisme de contrôle, la Cour européenne des droits de l'homme. Comme la pensée est encore loin, il s'agit du système le plus efficace pour promouvoir les libertés fondamentales, individuelles et collectives.

Rien n'interdit aux pays de l'Est européen, devenus pluralistes, d'adhérer à cette convention. D'un seul coup, ils incorporeraient dans leur droit positif le contenu de la Convention et la jurisprudence de la Cour, c'est-à-dire leur inclusion dans cette grande famille des vraies démocraties. Ainsi, il n'y aurait plus deux conceptions de la démocratie, mais une seule, celle issue de la Déclaration du 26 août 1789. On se prend à rêver : une seule Europe des libertés.

► Didier Maus est professeur associé à Paris-I et vice-président de l'Association française des constitutionnalistes.

TRAIT LIBRE



Extrait de Die Welt, 27 décembre 1989.

AU COURRIER DU MONDE

Pétain, Laval, Ceasecescu...

Ce n'est pas par hasard que ces trois noms se trouvent rassemblés : ces trois hommes ont suivi le même destin — celui d'une politique à qui les événements ont donné tort et dont leurs contemporains leur ont fait payer très cher l'erreur, indépendamment du temps de son accomplissement. Et pour leur « défense », ils ont dit la même chose.

Pétain avait récité la compétence de la Haute Cour et refusé de répondre aux questions de ses juges à ses yeux, seule l'Assemblée nationale (Chambre des députés et Sénat) qui lui avait confié, le 10 juillet 1940, la régence de la France était habilitée à juger sa politique. Ceau-

scu a présenté le même argument : il ne devait des comptes qu'à l'Assemblée qui l'avait élu.

Quant au déroulement de ces procès politiques, même scénario : la sentence était acquise d'avance. En regardant les images télévisées du procès du dictateur roumain, je pensais aux « débats » de celui de Pierre Laval et à cette constatation élémentaire que, lorsqu'un homme a accumulé autour de son nom, sinon de sa personne, autant de haine ou de mépris, rien ne peut l'arracher à la vengeance de ses adversaires : quand on choisit de devenir un homme politique, on sait qu'on peut terminer sa vie au Panthéon ou devant les fusils d'un peloton d'exécution. Au gré des péripéties de l'Histoire.

PIERRE BOURGET (Paris)

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

CERRUTI 1881
PARIS

SOLDES
ET VENTES
SPECIALES

du 3 au 6 janvier

BOUTIQUE HOMME
27, RUE ROYALE

Une from

Les festivités des fêtes inter-émancipées du Nouvel An à Paris de Brandebourg n'ont pas été un défilé de la mode — fait rare en Allemagne — pendant les fêtes de fin d'année concernant la capitale allemande.

SONN

C'est un défilé de mode qui a été organisé à Paris de Brandebourg n'ont pas été un défilé de la mode — fait rare en Allemagne — pendant les fêtes de fin d'année concernant la capitale allemande.

Europe

Après la Hongrie, qui a signalé en 1989 la chute du régime communiste, la Bulgarie et enfin la Roumanie ont renoncé à leur régime communiste et ont ouvert la voie à la démocratie.

Les jours des pays d'Europe de l'Est, à la fin de l'année 1989, ont été marqués par la chute du régime communiste et l'ouverture de la voie à la démocratie.

Pour comprendre cette situation, il faut se rappeler qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les systèmes communistes ont été imposés dans les pays d'Europe de l'Est.

Après la chute du régime communiste, les pays d'Europe de l'Est ont commencé à se tourner vers la démocratie et à ouvrir la voie à la liberté.

RFA : nouveau débat sur la ligne Oder-Neisse

Une frontière « intangible » mais pas « définitive » ?

Les festivités des retrouvailles interallemandes, les excès du Nouvel An sous la porte de Brandebourg n'ont pas totalement éclipsé un débat qui s'est poursuivi — fait rarissime en Allemagne — pendant la trêve des fêtes de fin d'année : celui concernant le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne.

BONN

de notre correspondant

C'est un débat « superflu », affirme le chancelier Kohl. Il s'agit d'une « querelle de mots motivée par des considérations de politique intérieure », estime de son côté M. Roman Herzog, président du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. A gauche, et dans une partie de la coalition gouvernementale, on juge en revanche que l'absence d'une déclaration claire et sans équivoque du chancelier sur ce problème est de nature à susciter la méfiance des partenaires et voisins de la République fédérale. C'est le cas notamment en Pologne, où de nombreuses voix, dont celle du ministre des affaires étrangères, M. Krzysztof Skubiszewski, qui accuse le conseiller du chancelier Kohl Horst Teltschik d'avoir obsti-

nément refusé d'inclure ce point dans la déclaration commune germano-polonaise publiée à l'issue de sa visite en Pologne, au début du mois de novembre.

Des personnalités du Parti chrétien-démocrate, comme le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, et la présidente du Bundestag, M^{me} Rita Süssmuth, ont profité de leur message au pays à l'occasion de Noël ou du Nouvel An pour prendre sur cette question une position notablement différente de celle du chancelier : « Sur une vieille terre allemande vivent depuis des décennies des citoyens polonais. Si aucun d'entre nous ne peut aujourd'hui s'exprimer au nom d'une entité souveraine allemande, nous pouvons et nous devons parler pour nous-mêmes clairement et sans équivoque : cela signifie que nous, Allemands, n'avons aucune intention, aujourd'hui et dans l'avenir, de modifier la frontière occidentale de la Pologne », a déclaré M. Richard von Weizsäcker.

M^{me} Rita Süssmuth a pour sa part suggéré que les deux États allemands fassent, après les élections de mai en RDA, une déclaration commune reconnaissant le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse. Ces déclarations ont provoqué de vives réactions du président de la Ligue des réfugiés de l'Est,

M. Herbert Czaja, député CDU au Bundestag : « Est-il compatible avec le serment fait à la Constitution de brader 104 000 kilomètres carrés de territoire allemand ? », s'est écrié M. Czaja, qui accuse par ailleurs le président fédéral de « trancher de manière arrogante la question de l'avenir et de la patrie des Allemands originaires de l'Est ». Le chancelier a répondu à la suggestion de M^{me} Süssmuth, qui n'est, à son avis, « pas acceptable » : « Personne ne doit craindre que nous ajoutions à l'injustice d'une expulsion (celle des allemands des territoires de l'Est, NDLR) celle d'une nouvelle expulsion », a-t-il ajouté.

Calculs politiques

La querelle a un fondement juridique : à plusieurs reprises, le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe, qui fait office de Cour suprême en RFA, a affirmé la permanence de l'existence, en termes de droit international, du Reich allemand dans les frontières de 1937, c'est-à-dire avec les territoires aujourd'hui polonais ou soviétiques de Silésie, Poméranie et Prusse orientale. Le dernier arrêt date de 1975 : le tribunal avait été saisi de cette question par l'opposition CDU-CSU, qui n'était pas satisfaite des traités à l'Est signés par le gouvernement

du chancelier Brandt. Aujourd'hui, l'ancien chancelier Schmidt estime que cet arrêt est « stupide », ce qui a motivé la réaction du président du Tribunal constitutionnel.

L'opiniâtreté du chancelier Kohl, qui se refuse à faire un pas supplémentaire pour rassurer les voisins et alliés de l'Allemagne, a des motifs politiques très concrets : sur le plan intérieur, l'appoint des suffrages influencés par les associations de réfugiés lui est absolument nécessaire pour ne pas donner libre champ à l'extrême droite. Un calcul quelque peu cynique motive également son attitude, qui doit beaucoup à l'influence de M. Teltschik, lui-même originaire des territoires perdus en 1945 : dans un règlement définitif de la question des frontières et de la conclusion du traité de paix qui manque à l'Allemagne depuis 1945, la reconnaissance du caractère définitif de la ligne Oder-Neisse servirait de monnaie d'échange avec une Pologne qui réclame toujours des réparations pour les victimes du nazisme. Pour l'instant, donc, la frontière occidentale de la Pologne reste « intangible », sans être définitive dans l'esprit d'une minorité de la classe politique allemande qui, rassemblée autour du chancelier, repousse tous les appels à la raison, même formulés dans son propre camp.

LUC ROSENZWEIG

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. Vaclav Havel en visite en RDA et en RFA

Le nouveau président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a entamé mardi 2 janvier à Berlin-Est son premier voyage officiel à l'étranger. Pour cette visite de vingt-quatre heures dans les deux États allemands, il était aussi attendu mardi après-midi à Munich, où il devait rencontrer le président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker et le chancelier Helmut Kohl.

Ancien détenu politique et premier président tchécoslovaque non communiste depuis 1948, M. Havel a été accueilli à l'aéroport Schönefeld de Berlin-Est par le chef de l'Etat est-allemand par intérim, M. Manfred Grottel. Il devait ensuite s'entretenir avec le premier ministre, M. Hans Modrow.

Amnistie

Dans son message du Nouvel An à la nation tchécoslovaque, M. Vaclav Havel a déclaré qu'il « aimerait contribuer à la paix » par ses entretiens avec les dirigeants des deux États allemands, avant d'ajouter qu'il n'oublierait pas ses autres voisins, comme la Pologne, la Hongrie et l'Autriche.

Le chef de l'Etat tchécoslovaque a annoncé dans ses vœux de Nouvel An une large amnistie qui pourrait concerner, selon l'ancien dissident Petr Uhl, devenu membre

d'une commission officielle sur la situation pénitentiaire, près des trois quarts des prisonniers du pays. Le décret d'amnistie s'applique pratiquement, de manière différenciée, à tous les délits, à l'exception de ceux liés à « l'abus de pouvoir commis par un agent public », pour lesquels sont poursuivis plusieurs policiers et anciens responsables communistes. L'un d'eux, M. Miroslav Stepan, ex-chef du parti pour Prague, est emprisonné depuis le 23 décembre.

L'amnistie, qui doit être mise en application d'ici au 21 janvier, prévoit notamment la libération d'une grande majorité des détenus condamnés à des peines inférieures à deux ans d'emprisonnement pour des délits intentionnels et trois ans pour des délits commis par négligence. La plupart des autres peines seront réduites d'un tiers ou de moitié, selon la nature des délits, et les peines de moins d'un an purement et simplement annulées. La situation dans les prisons tchécoslovaques paraît actuellement tendue, et quelques mutineries ont déjà éclaté.

Des dizaines de prisonniers politiques ont déjà été libérés en vertu d'une amnistie décrétée par le président de M. Havel, M. Gustav Husak, sous la pression des manifestants de novembre. — (AFP, Reuters.)

ALBANIE

Le chef de l'Etat réaffirme sa foi dans le socialisme

Le chef de l'Etat et du Parti communiste albanais, M. Ramiz Alia, a promis lundi 1^{er} janvier, à l'occasion de ses vœux du Nouvel An à la nation, que son pays continuerait à suivre la voie du socialisme, en dépit des bouleversements en Europe de l'Est.

« Les événements récents en Europe de l'Est ont encouragé certaines forces anti-socialistes à reprendre leur campagne de calomnies contre notre pays », a déclaré M. Alia, cité par l'agence de presse officielle albanaise ATA. Mais elles n'arriveront pas à nous faire du tort. Nous n'avons jamais permis et nous ne permettrons jamais à personne de nous dicter nos lois et nos normes.

De son côté, le fils du roi, Zog, Leka I^{er}, qui vit en Afrique du Sud, a appelé son peuple au soulèvement dans une interview publiée par le *Sunday Times* de Londres : « Soulevez-vous, agissez dans l'unité et la cohésion contre le régime tyrannique et athée qui depuis si longtemps dirige si mal notre pays bien-aimé. » — (Reuters, AP.)

Europe de l'Est : l'apprentissage du multipartisme

par François Fejtó

Après la Hongrie, qui a donné le signal en été 1989, la Pologne, la tchécoslovaquie, la RDA, la Bulgarie et enfin la Roumanie ont renoncé avec plus ou moins de sincérité au monopole du pouvoir politique par le Parti communiste et opté pour le multipartisme. Cette option pour la démocratie pluraliste, recouvre des contenus différents, déterminés par des traditions et des conditions divergentes.

Dans aucun des pays d'Europe centrale et de l'Est, il ne peut s'agir d'un retour pur et simple à la situation préexistante à la conquête du pouvoir absolu par les PC en 1948-1949. Si un peu partout, on assiste à la tentative de renouer avec le passé et à l'émergence de partis « historiques », peu de cadres de ceux-ci ont survécu à quarante années de dictature. Ceux qui réapparaissent à l'intérieur ou reviennent de l'exil ont des difficultés à trouver un langage commun avec les représentants des forces politiques nouvelles qui, après avoir sapé le système totalitaire dans la clandestinité, occupent l'avant-scène.

Pour comprendre cette situation, il convient de rappeler qu'à la suite de la seconde guerre mondiale des systèmes quasi multipartis coalitionnaires avaient été mis en place dans les pays libérés. Ce « quasi » est vrai, même pour le pays le plus démocratique, la Tchécoslovaquie, car parmi les partis politiques d'avant guerre, seuls avaient été admis à se réorganiser ceux qui acceptaient la discipline d'un front national et d'un programme commun inspiré par les communistes. C'est d'ailleurs en 1948 la tentation des éléments non-communistes de se libérer de ce contrôle qui avait conduit au « coup de Prague ».

Paradoxalement, en Hongrie, ancien satellite de l'Allemagne occupée par les Soviétiques (la Tchécoslovaquie avait été libérée par l'armée rouge en 1945, mais aussitôt évacuée par elle), les partis démocratiques non communistes ont bénéficié d'une autonomie plus grande pendant les deux premières années de l'après-guerre, bien que les postes-clés du gouvernement aient été aussitôt occupés par les communistes, qui soutenaient la puissance occupante. Un large éventail politique s'y déploya sur la base des élections « quasi libres » de novembre 1945 : petits propriétaires (57 %), sociaux-démocrates (17,4 %), commu-

nistes (17 %), nationaux-paysans (7 %), démocrates (1,7 %) et radicaux (7 %). Les uns après les autres ils ont été démantelés au moyen de la « politique du salami ».

En Pologne, sans doute en raison de l'anticommunisme, voire de l'anti-russisme plus vigoureux de la population, la situation était plus compliquée. Certes, le chef du parti paysan, Mikolajczyk, de retour de son exil londonien, avait pour lui les masses paysannes, le clergé, une bonne partie de l'intelligentsia. Mais les communistes réussirent à susciter contre lui un autre parti paysan, tout en doublant le parti démocrate et en novant le parti socialiste (POS). Ainsi, dès le premier gouvernement formé après Yalta, cinq sièges seulement furent attribués au Parti paysan authentique et deux au Parti paysan pro-communiste. Et les élections de 1946 furent déjà truquées.

En Roumanie, le pluralisme promis à Yalta fut bafoué dès le début. Les chefs des anciens Partis agrarien et libéral furent exclus, les communistes ne partageant le pouvoir qu'avec des libéraux (Tatarescu) et paysans dissidents (le Front des travailleurs de Groza). En Bulgarie, le Parti agrarien fut brisé — non sans violence ; son chef Petkov, qui avait pourtant donné des gages de son provocation, fut pendu en 1947 ; en même temps, les Partis socialistes et démocrate furent supprimés.

Les résurrections de 1956 en Hongrie

La création du Kominform en septembre 1947 donna le signal de la liquidation rapide des derniers vestiges du pluralisme. On peut se demander pourquoi dans deux pays — la Hongrie et la Roumanie — on a fait totalement disparaître les partis non communistes, alors que, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en RDA, les anciens partis, à l'exception des sociaux-démocrates, absorbés par les PC, ont pu nominalement subsister jusqu'à présent, encore que subordonnés au parti au pouvoir. Peut-être parce que c'est en Hongrie et en Roumanie que les communistes étaient les plus faibles.

Toujours est-il qu'en 1956, durant les huit jours de liberté dont a bénéficié la Hongrie, on a assisté à une résurrection inattendue des partis historiques, avec quelques uns de leurs dirigeants prestigieux : les petits propriétaires Bela Kovacs (déporté en URSS en

1948) et Zoltan Tildy, le social démocrate Anna Kéthly, les nationaux-paysans Istvan Bibó et Ferenc Erdei étaient encore vivants. Le gouvernement auquel ils participèrent sous la présidence du communiste Imre Nagy ne dura que cinq jours.

Lors du « printemps de Prague » de 1968 un autre miracle se produisit : les membres des Partis socialiste-national (parti de Benes) agrarien, populiste, démocrate slovaque, satellisés en 1948, se réveillèrent, chassèrent leurs dirigeants collabos et se reconstruisirent comme partis autonomes. Seuls les sociaux-démocrates ne purent se réorganiser, sous prétexte que le PC de Dubcek se proposait de se démocratiser. C'est à ce moment qu'on a pu voir pour la première fois un comité central, un Parlement et une presse communistes se transformer en un tournalement en démocrates libéraux — un phénomène de transformation dont nous venons de voir la répétition à Budapest, à Varsovie, à Berlin-Est, à Prague et à Sofia. Aujourd'hui, le multipartisme ne signifie nulle part une résurrection. C'est une création quasi ex nihilo. En Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, tout comme en Bulgarie et en Roumanie, les anciens chefs et cadres ont presque tous disparu. L'opposition qui surgit au grand jour s'est formée soit au sein des PC, soit en marge de la société politique. Elle n'était point articulée en partis, mais en mouvements informels : Charte 77, comité Helsinki, groupements écologiques, jazz Nouveaux Forums, etc.

Le cas de la Hongrie est significatif. La première organisation indépendante, née en 1988 sous la protection du communiste réformateur Imre Pozsgay, le Forum démocratique, a hérité longtemps entre la vocation d'organe de dialogue avec le pouvoir et celle de « parti d'opposition ». Rassemblant hétéroclite, avec des chefs héritiers des populistes des années 30, ce forum comprend des éléments idéologiquement proches des Partis chrétiens-démocrates et petits propriétaires, ressuscités en 1989 seulement. Le mouvement d'opposition plus radical, l'Union des démocrates libres, qui a un fort état-major intellectuel mais est peu implantée en province, est sorti de groupuscules dissidents. Comme elle a préexisté à l'apparition sur la scène des Partis social-démocrate et radical, ces derniers manquent de cadres, déjà engagés ailleurs. On compte à présent en Hongrie une trentaine

de partis, y compris ces deux formations et les groupes qui ont pris la suite du PC.

Encore qu'il soit difficile de faire un pronostic sur le résultat des élections libres fixées au mois de mars prochain, la victoire des partis non communistes — dont certains ont leur financement assuré par leurs camarades de l'Occident — paraît probable. Partis et mouvements concurrents accusent des divergences idéologiques différents, les uns étant plus nationalistes et populistes, les autres plus démocrates de gauche, socialistes et européens. Mais leurs programmes économiques ne diffèrent que par des nuances de formulation, tant leurs marges d'action sont restées étroites par une situation économique proche de la faillite.

Les anciens souverains

En Pologne, le mastodonte de l'opposition socio-politique qu'est Solidarnosc, occupé tout le terrain, mais on se rend compte dès les élections de juin que deux des partis historiques, notamment le Parti paysan, sont capables de se renouveler ; ils ont réservé aux communistes qui comptaient sur leur soutien la désagréable surprise d'affirmer leur indépendance. On signale aussi la renaissance des démocrates nationaux, l'Encelje, celle de la social-démocratie paraissant encore problématique. En Tchécoslovaquie et en RDA, les Nouveaux Forums sont des rassemblements qui se veulent au-dessus des partis. En Tchécoslovaquie, les cadres et militants des partis historiques semblent s'interroger encore sur leur avenir, tandis qu'en RDA les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates, les libéraux et les arts, soutenus par leurs camarades de la République fédérale, se réorganisent à toute vitesse.

En Bulgarie, le passage au multipartisme reconduira sans doute au pouvoir l'ancien Parti paysan ; les sociaux-démocrates auraient également quelques chances. Enfin, en Roumanie, le Conseil du Front de salut national, produit de la révolution, composé de communistes gorbatchéviens, de généraux et de quelques intellectuels dissidents, a annoncé, en même temps que le multipartisme, son intention de présenter ses candidats aux prochaines élections et de partager les terres collectivisées, vieilles revendications des agrariens. Cependant, dès que les armes se sont tues, on a signalé la répartition à Brasov des trois

Bibliothèque des HISTOIRES

JEAN BOTTERO
GRAND PRIX NATIONAL D'HISTOIRE

NAISSANCE DE DIEU
La Bible et l'histoire

MÉSOPOTAMIE
L'écriture, la raison et les dieux

LORSQUE LES DIEUX FAISAIENT L'HOMME
Mythologie mésopotamienne
en collaboration avec Samuel Noah Kramer

nrf

GALLIMARD

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Le nouveau secrétaire d'Etat roumain aux affaires étrangères, M. Corneliu Bogdan, est décédé lundi 1^{er} janvier à Bucarest. Agé de soixante-huit ans, il serait mort d'une rupture d'anévrisme dans son bureau, à l'indiquée sa belle-fille, M^{me} Svetlana Hodge, qui réside à Washington. Elle précise avoir été avertie officiellement de ce décès par téléphone de Bucarest.

M. Bogdan avait été ambassadeur aux Etats-Unis de 1969 à 1977. Après son retour à Bucarest, il fut chargé des relations avec l'Amérique du Nord au ministère des affaires étrangères. Mais en raison de désaccords avec le gouvernement de Nicolae Ceausescu, le diplomate avait quitté l'administration centrale. Il avait ensuite été assigné à résidences par les autorités, selon M^{me} Hodge. Autorisé à se rendre à Washington

en 1988, il était resté aux Etats-Unis, puis avait regagné son pays il y a un mois.

Sur le plan politique, les partis qui renaissent en Roumanie se préparent en vue des élections du mois d'avril, le premier scrutin libre depuis quarante-cinq ans. Ils mettent au point leurs programmes en soulignant leurs divergences avec le Front de salut national au pouvoir. L'une des formations les plus organisées, le Parti paysan, s'est plaint, lundi, du peu de temps laissé à ces groupes si longtemps bannis pour s'organiser en vue des élections. En insistant dans leur programme provisoire sur les valeurs traditionnelles du christianisme et l'abolition du système des formes collectives, les dirigeants du Parti paysan espèrent obtenir le soutien des agriculteurs et de l'Eglise orthodoxe. Celle-ci a publié, mardi, le

premier numéro d'un périodique religieux et un calendrier 1990 dans lequel la référence à l'anniversaire de la naissance de l'ancien dictateur, exécuté le jour de Noël, a disparu. Dans la nouvelle revue, le patriarche Teoctist annonce « la véritable renaissance de l'Eglise orthodoxe roumaine (...) et le vrai retour à la vie religieuse dans notre pays bien-aimé ».

Une autre formation politique, le Parti de la résurrection roumaine, a affirmé que les nouvelles autorités ne lui offraient pas suffisamment de temps d'antenne à la télévision et accusé d'anciens membres du Parti communiste de détériorer des postes importants dans la nouvelle administration.

L'incertitude continue de planer sur le nombre exact de personnes qui ont été tuées au cours de l'insurrection. Officiellement, les com-

bats auraient fait quelque 60 000 morts. L'agence yougoslave Tanjug a même parlé de 78 000 victimes. En fait, le bilan serait beaucoup moins lourd. Selon des diplomates occidentaux en poste à Bucarest, il y aurait eu au total environ 7 000 tués. Les mêmes sources estiment que les autorités roumaines ont à présent suffisamment d'équipements médicaux et de produits pharmaceutiques pour soigner les milliers de blessés toujours hospitalisés.

Par ailleurs, à l'occasion du Nouvel An, M. François Mitterrand s'est entretenu par téléphone, lundi, avec M. Ion Iliescu, président du Conseil du front de salut national roumain, et le premier ministre, M. Petre Roman. Le ministre français des affaires étrangères a, par ailleurs, annoncé, mardi, qu'à l'invitation du chef de la diplomatie roumaine M. Sergiu Celac, M. Roland Dumas se rendra à Bucarest le 10 janvier.

Dispute entre le premier ministre M. Petre Roman et la rédaction de FR 3

Les Roumains ont vécu lundi soir 1^{er} janvier, en direct, un intense moment de télévision. Eux qui sous Ceausescu n'avaient droit qu'à des discours insipides et stéréotypés se sont régals d'une petite friandise tonique : leur jeune premier ministre, M. Petre Roman, a pris vivement à partie la télévision française et ses procédés « incorporels » au cours du journal télévisé de FR 3.

BUCAREST

La chaîne avait invité M. Roman à venir une heure

durant pour ce que le premier ministre croyait être un débat en direct avec M. Michel Rocard ou, par impossible, avec M. Lionel Jospin. Peu ferré dans les arcanes du monde télévisé, et surtout n'ayant avec lui aucun conseiller capable de suivre l'affaire, M. Roman s'était contenté d'accepter. Lundi soir, lorsque, un quart d'heure avant le début de l'émission, il est arrivé sur le plateau, entouré de M. Gelu Voicam, vice-premier ministre, et de M. Aurel Dragos Munteanu, nouveau directeur de la télévision, l'émission n'était pas ce qu'il croyait. Le premier ministre roumain devait intervenir parmi

d'autres, dont M. Arafat, dans le « 19-20 » de FR 3 consacré à une rétrospective de l'année 1989.

L'échange avec le journaliste de FR 3 qui assurait à Bucarest l'organisation de l'émission a alors été vif : « Qui se trouve en face de moi ? a demandé M. Roman. Combien de temps vais-je être interviewé ? Je ne veux pas être interviewé en direct durant une heure par un journaliste. Ce n'est pas ce qui était prévu. Ces procédés ne sont pas gentils gentils... »

« Je suis navré, tentait d'expliquer le journaliste.

« Cela ne suffit pas ! »

Un instant, M. Roman envisagea de claquer la porte. Ayant finalement choisi de rester, il prenait fermement à partie le présentateur parisien de FR 3, signalant qu'on l'avait quasiment attiré dans un piège.

« Spécifications ! »

Mais il devait littéralement exploser quelques instants plus tard après la présentation, de Paris, d'un reportage amateur commenté sur la journée du 22 décembre et, présent, selon lui, sous un jour tendancieux : « Ce n'est pas correct. Vous ne dites pas quand ces images ont été prises, et où... »

A Paris, le présentateur essayait de modérer son invité. M. Roman, exubant, n'entendait plus cette fois

se laisser prendre la parole : « Attendez ! lançait-il, maintenant vous attendez, hein ! Ce que vous dites, ce sont des spéculations que vous ne pouvez prouver. Ce n'est pas à votre honneur ! » Puis, quelques instants après, il quittait sèchement l'antenne, refusant de répondre plus avant.

En regagnant sa voiture, sa colère n'était toujours pas tombée : « Ce sont des procédés que je ne connais pas. Ils ne sont pas à l'honneur de la télévision française. C'est la dernière fois que je leur accorde un entretien. »

Les téléspectateurs roumains n'ont pas perdu une seconde de toute l'affaire. L'émission avait été annoncée comme un débat entre la France et la Roumanie. La télévision de Bucarest, pas peu fière de réaliser sa première retransmission en direct avec Paris, avait prévu un interprète qui devait intervenir en voix off. Le crédit exceptionnel dont bénéficie la presse française auprès de l'opinion publique roumaine risque en tout cas d'en avoir pris un sérieux coup. Quant aux autorités roumaines de Bucarest, elles prennent l'affaire fort au sérieux ; le directeur de la télévision roumaine devait, mardi matin, réunir une conférence de presse pour expliquer la version roumaine de l'incident.

G.M.

Le Front de salut national a-t-il été créé il y a six mois ?

La direction de FR 3 proteste de sa bonne foi dans cet incident. Lorsque M. Roman fut contacté pour cette émission, jeudi 28 décembre, explique-t-on, il demanda en effet à être mis en présence d'interlocuteurs officiels français et mentionna alors MM. Fabius ou Jospin (le nom de M. Rocard n'est apparu que plus tard). Il lui fut répondu que cela n'était pas possible, le format de l'émission n'étant d'ailleurs pas celui d'un débat, mais de recours à deux « grands témoins » de l'actualité en 1989 (le second était M. Arafat, qui parlait en direct de Bagdad). En revanche, l'autre condition que posait M. Roman, la présence de son ancien professeur à Toulouse, M. Matheron, fut acceptée.

Malheureusement, explique-t-on à FR 3, le coordinateur de la chaîne à Bucarest ne put contacter M. Roman qu'un quart d'heure avant son arrivée sur le plateau. Et c'est à ce moment-là aussi que l'on apprit que les autorités roumaines avaient décidé de diffuser l'émission dans leur programme national, avec traduction du français en roumain.

Un autre malentendu a trait au reportage « exclusif » filmé par un journaliste roumain pendant les premiers débats des nouvelles instances dirigeantes

à Bucarest et présenté au cours de la même émission. M. Roman recevait le son et l'image de ce reportage, mais pas les « incrustations » ou bandes-annonces précisant certaines scènes, et c'est donc à tort qu'il a cru pouvoir reprocher aux auteurs de l'avoir daté du 18 décembre. En réalité, le montage précisait que le film avait été tourné le 22 décembre, jour où Nicolae Ceausescu fut chassé du pouvoir.

Sans contester ces débats auxquels il participait lui-même il s'est contenté de préciser que le film avait été tourné en deux endroits différents, M. Roman n'a pas commenté la scène la plus importante de ce film. Celle dans laquelle le général Militaru, futur ministre de la défense, objecte à l'appellation « Front de salut national » proposée pour la nouvelle instance dirigeante : « Mais le front national fonctionnait depuis six mois ! » Autrement dit, le CFN mis en place le 22 décembre ne serait que l'émulation d'un organisme conspiratif créé auparavant, probablement avec les mêmes personnalités, et qui préparait... l'après-Ceausescu. Une précision qu'il n'était pas inutile de connaître mais qui appelle sans doute d'autres mises au point.

Echangerais culture contre béquilles

A Bucarest, la culture a pris subitement l'importance secondaire d'un luxe qui peut attendre.

Les services culturels de l'ambassade de France servent de postes de secours. Les messages de première urgence recouvrent les habituelles affiches de tourisme ou de spectacles français. Des bureaux ont été poussés le long des murs pour faire place à des lits de fortune qu'occupent des dizaines de pompiers, de sauveteurs ou de cheminots venus

de France. La cour est envahie de canions, d'ambulances.

Dernière des matelas, contre les balles perdues, l'assistante roumaine qui tient la permanence du Jour de l'an, ne s'occupe plus d'expositions ou de récépissés mais de demandes sanitaires, d'arrivages variés.

On s'attend à ce qu'il soit question de besoins en médicaments ou en concertistes, et on entend la voix chantante annoncer : « Des béquilles, qui peut fournir des béquilles ? » B. P.-D.

DIPLOMATIE

L'union politique des Douze doit passer avant la « confédération », affirme M. Delors

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a estimé lundi 1^{er} janvier sur TF1 que la confédération européenne évoquée dans ses vœux aux Français par le président de la République « ne pourra voir le jour que si la communauté des Douze a largement fait le pas qui doit la conduire à l'union politique ». « Si les Douze ne sont pas davantage unis, alors le projet de confédération demeurera très vague, a-t-il déclaré. Il est possible de faire coexister une fédération des Douze, une union politique des Douze, avec une grande Europe. »

M. Delors a rappelé qu'il n'y avait pas seulement les Douze et les sept pays de l'Europe de l'Est (Union soviétique incluse) mais également toutes les autres démocraties politiques dont les économies sont regroupées au sein de l'Association européenne de libre-échange (Suède, Norvège, Autriche, etc.). « C'est à ces pays que j'ai déjà proposé de faire une petite confédération économique et un peu politique, et nous sommes en négociation », a-t-il précisé, avant d'ajouter que les onze partenaires européens de la France « surtout depuis les événements survenus à l'Est, seront d'accord pour tracer cette perspective d'une large confédération de toute l'Europe ».

Le président de la commission européenne a estimé d'autre part que la confédération était « une idée qui est analogue, mais qui n'est pas semblable à celle de la maison commune émise par M. Mikhail Gorbatchev ». « C'est un projet très important qui aura

une grande répercussion [dans les pays de l'Est], car cela trace pour eux une perspective », a-t-il conclu.

M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Valéry Giscard d'Estaing, a estimé lundi que la proposition de M. Mitterrand « a toutes les chances de faire l'unanimité pas seulement en France, mais aussi dans le reste de l'Europe ».

« Ce que le président semble avoir dans la tête, c'est une structure à deux étages, a-t-il déclaré sur RMC. Au rez-de-chaussée, la Communauté ; au premier étage, la confédération regroupant les pays de l'Europe centrale et orientale et probablement les Etats-Unis. »

« Le rôle de la confédération serait de développer les échanges commerciaux et de garantir la sécurité », a-t-il ajouté.

« Ces propositions restent très générales, mais elles répondent à l'interrogation que chacun se pose sur la façon dont l'espace européen de l'Atlantique à l'Oural sera organisé », a-t-il conclu.

■ JAPON : tournée européenne du premier ministre. — M. Toshiki Kaifu effectuera au cours du mois de janvier une tournée dans plusieurs pays d'Europe. Accompagné de son ministre des affaires étrangères, M. Taro Nakayama, il se rendra en RFA le 9 janvier, à Bruxelles — où il s'entretiendra avec les responsables de la CEE — le 10 janvier, puis à Paris, Londres, Rome, Varsovie et Budapest (le Monde du 14 novembre). M. Kaifu sera de retour à Tokyo le 18 janvier. — (AFP.)

Les vœux communs de MM. Bush et Gorbatchev

MM. Bush et Gorbatchev ont adressé en commun aux Américains et aux Soviétiques leurs vœux télévisés pour la nouvelle année, dans des messages diffusés lundi 1^{er} janvier. Le président soviétique a souhaité que les années 90 soient « celles du rapprochement entre les Etats-Unis et l'URSS » et que les deux pays ouvrent ensemble à supprimer « la peur et la méfiance, les armements superflus, les conceptions politiques et doctrines militaires périmées, les barrières artificielles entre les gens et les Etats ».

M. Bush, pour sa part, soulignant les progrès accomplis ces dernières années, a insisté sur « le respect des droits de l'homme et la propagation des principes démocratiques », qui sont, selon lui, « la nature même de l'esprit humain » et les fondements de la paix.

Le président américain a reçu, lundi, un appel téléphonique de M. Mitterrand à l'occasion du Nouvel An. Le président de la République s'est également entretenu avec le chancelier Kohl, le général Jaruzelski et les dirigeants roumains, MM. Ion Iliescu et Petre Roman.

M^{me} Thatcher, de son côté, a adressé un message spécial d'amitié au peuple soviétique et fait l'éloge du « courage » de M. Gorbatchev, qu'elle attend « avec impatience » de rencontrer. — (AFP.)

Dans un grand ensemble industriel

D'abord réviser les horaires de travail

BUCAREST

de notre envoyé spécial

A 10 kilomètres au sud de la ville, IMGB est le nom du terminus de la ligne de métro. Il suffit ensuite de marcher une centaine de mètres et l'on pénètre dans l'usine qui lui a donné son nom, l'une des plus importantes entreprises industrielles du pays. IMGB est un trust qui fabrique des équipements énergétiques sophistiqués. Il compte quatorze usines disséminées dans toute la Roumanie et plusieurs instituts de recherche. En tout, quelque cent mille personnes y travaillent.

Comme toutes les entreprises du pays, IMGB s'est rangé du côté de la révolution, calmement. L'institut de coordination et de planification qui, à Bucarest, en dépend, a, comme toutes les autres unités du groupe, élu son conseil local du Front de salut national, qui vient de désigner son chef, M. Stephan Barsanescu, un ingénieur spécialiste en équipements nucléaires.

Le nouveau « leader » — c'est le nom qu'il s'est donné, car il goûte peu le titre de secrétaire, qui sent trop son ancienne terminologie — n'a rien à cacher aux journalistes mais il préfère recevoir dans le hall, debout, entouré d'une garde armée. Depuis la chute de Ceausescu, il assure avoir constaté une baisse sensible de l'absentéisme et espère que cela durera. Les travailleurs, dit-il encore, voulaient se débarrasser de leur directeur, mais on leur a expliqué que ce dernier était le seul à avoir la signature bancaire et qu'il fallait signer les ordres de virement des salaires. Les travailleurs ont alors accepté un compromis : le directeur est maintenant confiné dans son bureau où

il ne s'occupe plus que des questions administratives.

Quant au personnel de l'institut, il espère que ses horaires seront rapidement revus. Officiellement de quarante-huit heures, en six jours par semaine, la durée de travail pouvait dans les faits dépasser dix heures par jour, et l'on travaillait souvent le dimanche pour rattraper les innombrables retards.

La garde patriotique

L'institut a eu plusieurs morts lors des manifestations qui ont chassé Ceausescu. Dans le couloir derrière l'entrée a été déposée la photo de Nicolae Stegarn, bordée de crêpe noir, entourée de fleurs. Il vaît trente-cinq ans. Une petite pancarte indique qu'il était « un des nombreux jeunes qui ont payé de leur vie qu'on puisse aujourd'hui parler de liberté ».

A quelques centaines de mètres de là se trouve l'une des usines du groupe où l'on fabrique des pièces en acier spéciaux. Son directeur, M. Constantin Dicu, est nettement plus affable et reçoit dans l'ancien bureau du secrétaire du Parti communiste, occupé désormais par la garde patriotique, milice ouvrière

armée qui protège l'usine des menaces « terroristes ». Bien que directeur, M. Dicu a été élu au comité local du FSN, où il est entouré de quarante-quatre autres représentants élus par les divers ateliers. « C'est comme un conseil d'administration », dit-il satisfait. Le président n'en a pas encore été désigné, mais quel qu'il soit, M. Dicu est convaincu de pouvoir maintenant exercer totalement ses responsabilités.

« Avant, explique-t-il, le secrétaire du parti me donnait des ordres, s'occupait de la répartition de la main-d'œuvre, gisait le fonds de logements de l'usine, décidait des « départs inférieurs ». Depuis le 23 décembre, le secrétaire du parti a disparu et les syndicats officiels ont été dissous. Des élections syndicales libres auront lieu dans le courant du mois prochain. Quant à M. Dicu, il est confiant : il ne fait pas partie de ceux dont les ouvriers, au demeurant fort calmes, ont demandé le remplacement. Il collabore étroitement avec le Front. « Son rôle est d'assurer la discipline, de mobiliser les travailleurs et de prendre les décisions importantes », estime-t-il. Aucun travailleur n'aura été visible, à cause des fêtes de fin d'année.

GEORGES MARION

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F

30, rue Madame - 75006 Paris

Les Moldaves d' leur solidarité a

Suite de la première page

Des Roumains...
L'agence yougoslave Tanjug a même parlé de 78 000 victimes. En fait, le bilan serait beaucoup moins lourd. Selon des diplomates occidentaux en poste à Bucarest, il y aurait eu au total environ 7 000 tués. Les mêmes sources estiment que les autorités roumaines ont à présent suffisamment d'équipements médicaux et de produits pharmaceutiques pour soigner les milliers de blessés toujours hospitalisés.

Tentative de récupération

Les Roumains ont vécu lundi soir 1^{er} janvier, en direct, un intense moment de télévision. Eux qui sous Ceausescu n'avaient droit qu'à des discours insipides et stéréotypés se sont régals d'une petite friandise tonique : leur jeune premier ministre, M. Petre Roman, a pris vivement à partie la télévision française et ses procédés « incorporels » au cours du journal télévisé de FR 3.

BUCAREST

La chaîne avait invité M. Roman à venir une heure

durant pour ce que le premier ministre croyait être un débat en direct avec M. Michel Rocard ou, par impossible, avec M. Lionel Jospin. Peu ferré dans les arcanes du monde télévisé, et surtout n'ayant avec lui aucun conseiller capable de suivre l'affaire, M. Roman s'était contenté d'accepter.

Lundi soir, lorsque, un quart d'heure avant le début de l'émission, il est arrivé sur le plateau, entouré de M. Gelu Voicam, vice-premier ministre, et de M. Aurel Dragos Munteanu, nouveau directeur de la télévision, l'émission n'était pas ce qu'il croyait. Le premier ministre roumain devait intervenir parmi

d'autres, dont M. Arafat, dans le « 19-20 » de FR 3 consacré à une rétrospective de l'année 1989.

L'échange avec le journaliste de FR 3 qui assurait à Bucarest l'organisation de l'émission a alors été vif : « Qui se trouve en face de moi ? a demandé M. Roman. Combien de temps vais-je être interviewé ? Je ne veux pas être interviewé en direct durant une heure par un journaliste. Ce n'est pas ce qui était prévu. Ces procédés ne sont pas gentils gentils... »

« Je suis navré, tentait d'expliquer le journaliste.

« Cela ne suffit pas ! »

Un instant, M. Roman envisagea de claquer la porte. Ayant finalement choisi de rester, il prenait fermement à partie le présentateur parisien de FR 3, signalant qu'on l'avait quasiment attiré dans un piège.

Mais il devait littéralement exploser quelques instants plus tard après la présentation, de Paris, d'un reportage amateur commenté sur la journée du 22 décembre et, présent, selon lui, sous un jour tendancieux : « Ce n'est pas correct. Vous ne dites pas quand ces images ont été prises, et où... »

A Paris, le présentateur essayait de modérer son invité. M. Roman, exubant, n'entendait plus cette fois

se laisser prendre la parole : « Attendez ! lançait-il, maintenant vous attendez, hein ! Ce que vous dites, ce sont des spéculations que vous ne pouvez prouver. Ce n'est pas à votre honneur ! » Puis, quelques instants après, il quittait sèchement l'antenne, refusant de répondre plus avant.

En regagnant sa voiture, sa colère n'était toujours pas tombée : « Ce sont des procédés que je ne connais pas. Ils ne sont pas à l'honneur de la télévision française. C'est la dernière fois que je leur accorde un entretien. »

Les téléspectateurs roumains n'ont pas perdu une seconde de toute l'affaire. L'émission avait été annoncée comme un débat entre la France et la Roumanie. La télévision de Bucarest, pas peu fière de réaliser sa première retransmission en direct avec Paris, avait prévu un interprète qui devait intervenir en voix off. Le crédit exceptionnel dont bénéficie la presse française auprès de l'opinion publique roumaine risque en tout cas d'en avoir pris un sérieux coup. Quant aux autorités roumaines de Bucarest, elles prennent l'affaire fort au sérieux ; le directeur de la télévision roumaine devait, mardi matin, réunir une conférence de presse pour expliquer la version roumaine de l'incident.

G.M.

Le Front de salut national a-t-il été créé il y a six mois ?

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les Moldaves d'URSS affirment leur solidarité avec ceux de Roumanie

Suite de la première page

Dan Petrescu poursuit : « Alors je suis sorti et j'ai découvert que la délégation moldave soviétique diffusait dans les haut-parleurs un enregistrement d'une de leurs grandes manifestations, avec slogans et tout et tout. On a arrêté cela. Je leur ai expliqué que ce n'était vraiment pas le moment de réclamer la réunification des Moldaves. Qu'il fallait être patient, qu'on avait d'autres problèmes urgents à régler. Que cela pouvait être très dangereux car on ne sait pas comment Moscou pourrait réagir à pareille provocation. »

Tentative de réconciliation

Retour en arrière. Le 27 août, à Kichinev, capitale de Moldavie soviétique, au cours d'une manifestation "monstre" — 500 000 personnes — selon Vassile Nastase, journaliste à la Jeunesse moldave de Kichinev, — les Moldaves de Bessarabie, qui représentent environ les trois quarts des 4,2 millions d'habitants de cette République (1) auraient pour la première fois réclamé publiquement qu'on leur rende leur culture, leur alphabet — latin et non cyrillique, comme on le leur impose — et leur langue, c'est-à-dire le roumain.

Le Front populaire de Moldavie, officiellement enregistré en tant qu'association culturelle le 20 mai précédent et qui comptait déjà une cinquantaine de sympathisants.

élus au Congrès du peuple à Moscou, venait ainsi de réussir sa première démonstration de force.

« Depuis, les choses ont d'ailleurs commencé à bouger dans la bonne direction », reconnaît Vassile. Mais le 22 décembre, quelques heures après la chute de Ceausescu, le Front soviétique réunit une nouvelle manifestation de solidarité avec les « frères roumains » place de la Victoire à Kichinev, « deuxième ville roumaine après Bucarest », affirme sérieusement Anatol Salaru. Là, selon lui, les premiers slogans pour « l'unification de tous les Roumains » partent de la foule, évaluée à vingt mille personnes.

Réunion immédiate du conseil des ministres de la République socialiste soviétique de Moldavie. Une aide gouvernementale d'urgence est décidée. Tant pis si la Moldavie roumaine, où l'on n'a pas recensé le moindre coup de feu ni le moindre blessé, n'a, comme le reste de la Roumanie, que des besoins structurels. L'aide est décidée, elle sera acheminée par train le dimanche 24 et accompagnée, entre autres, par une délégation du Front populaire moldave. Le jour dit, les autorités locales de Kichinev, au cours d'un nouveau meeting de solidarité, tentent encore de récupérer le mouvement, et le premier secrétaire du parti, M. Lucian, affirme publiquement qu'il « soutient la révolution roumaine ».

Lundi 1^{er} janvier, les députés moldaves soviétiques sont encore à

Iasi. Ils distribuent des badges ornés d'une tête de bison — emblème national moldave — rougis « à cause du sang versé » et entourés d'une étoile rouge. « Pour dénoncer le pacte Molotov-Ribbentrop qui nous a séparés de nos frères », explique Anatol. Le mouvement est lancé.

« Les frontières sont des fictions »

« A Bucarest, ajoute-t-il, une association se forme pour maintenir le contact entre tous les Roumains de la planète ». A Iasi, des poèmes militant en faveur de l'unification attendent l'autorisation d'être imprimés dans les gazettes révolutionnaires locales.

Si la Bessarabie soviétique devait être intégrée à la Roumanie, celle-ci verrait sa superficie augmenter d'environ un cinquième. Est-ce bien raisonnable ? « Je leur ai rappelé l'existence des accords d'Helsinki qui garantissent l'intangibilité des frontières », reprend Dan Petrescu ; « J'espère qu'ils ont compris. »

« Non, nous déclareront les deux envoyés spéciaux de Kichinev, les frontières sont aujourd'hui des fictions. Nous n'avons pas l'intention de nous armer et d'obtenir leur disparition par la violence. Mais si l'URSS persiste à vouloir les conserver en l'état, il y aura sûrement un bain de sang en Moldavie... »

PATRICE CLAUDE

(1) Mais il y aurait aussi 800 000 autres Moldaves dispersés en Ukraine.

Aide humanitaire et ambiguïté politique

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le Parc des expositions de Bucarest est à l'image du régime déchu : d'une somptuosité de parade sans rapport avec les moyens et les nécessités réelles. Des halls vastes se succèdent dans un paysage désolé. Depuis dix jours, ces installations sont la providence des sauveteurs. Toute l'aide humanitaire y converge aux fins de stockage et de distribution. Les camions-remorques venus de l'Europe entière déversent leurs tonnes de vêtements, de conserves, de denrées périssables.

L'acheminement du matériel médical ou pharmaceutique et l'évaluation des besoins dans ce domaine sont assurés essentiellement par la Croix-Rouge et Médecins sans frontières. Cette organisation dispose d'une vingtaine de volontaires sur place, dont cinq médecins. Ils sont arrivés dès le 24 décembre. Leurs équipes sont rodées. De Lusignan, près de Narbonne, où elles disposent d'un stock, elles ont apporté 30 tonnes de produits d'urgence, leurs véhicules, leur savoir-faire efficaces et souple. Dans les talkies-walkies propres à MSF s'échangent, à travers la ville, des ordres bruts, d'une voix enrouée par la fatigue, le froid glacial des entrepôts et bientôt quinze jours sans sommeil.

Dans l'ensemble, les hôpitaux roumains ont fait face à

l'arrivée des blessés. Le pays dispose d'une grande tradition d'enseignement médical. Beaucoup de praticiens parlent français. Des professeurs et des particuliers ont fait spontanément office d'interprètes. Le principal handicap est venu d'un déficit chronique en appareils chirurgicaux. Bien des matériels d'anesthésie ou de réanimation qui, en France, ne servent qu'une fois étaient usés, rafistolés. Toute une infrastructure lourde datait de 1977, lors des envois internationaux qui ont suivi le tremblement de terre. Les livres et revues de médecins datent, eux aussi, à cause d'une certaine censure et faute de devises.

L'armée servie la première

Paradoxalement, la gestion des aides va se compliquer avec la seconde vague d'envois sanitaires, moins adaptés aux besoins. On commence à voir arriver, en vagues, des échantillons pharmaceutiques entamés ou périmés. La bonne volonté, pour être efficace, demande à être canalisée, dès le départ, vers les vrais besoins, évalués par les gens de terrain, sous peine d'ajouter aux éprouvés un véritable casse-tête de gestion.

Pour l'alimentation et les vêtements, cette gestion n'appelle pas les mêmes prudenances, et l'administration roumaine, formée aux méthodes autoritaires d'hier, fait merveille. Presque trop. Sur une injonction d'en haut, des

équipes de tri et de manutention entrent en action. Dans le hall de stockage, où les colis ont déjà pris l'aspect informe et ternes des paquets militaires, des décideurs musclés, en qui on reconnaît sans peine des apparatchiks d'hier, ont déjà arrêté la liste des bénéficiaires. Les dons iront en priorité à l'armée, à la police et, seulement ensuite, aux populations. Comme avant.

Les jeunes gardes ou milices qui assurent en civil certaines surveillances comme celle du métro sont également issus du régime théoriquement disparu. Ces centaines de jeunes gens, souvent d'origine paysanne, se seraient ralliés subitement, comme l'armée, à la cause du peuple.

Toute l'ambiguïté de la situation roumaine se résume dans la concomitance de deux phénomènes. D'un côté, des citoyens qui pleurent de joie devant les signes réels de liberté, qui fleurissent les tombes et entendent ne pas laisser trahir leurs martyrs. De l'autre, un appareil d'Etat largement reconduit dans ses fonctions fautes de relève, des maires et des cadres, prétendument convertis en quelques heures à la démocratie et à la haine du quadrillage policier qu'ils servaient eux-mêmes.

Les vœux du Nouvel An qui s'échangent le plus fréquemment à Bucarest portent là-dessus. Comment sortir dans la clarté de certains fantasmes gros de toutes les dupes ?

BERTRAND POIROT-DELPECH

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

La crise politique évitée de justesse

La crise déclenchée ce week-end par le limogeage de M. Ezer Weizman, ministre de la science, accusé de contacts avec l'OLP (le Monde du 2 janvier), a été évitée, mardi 2 janvier, à la suite d'un compromis intervenu entre M. Weizman et le premier ministre et bien que M. Shamir, également chef du Likoud, ait maintenu ses accusations. Aux termes de ce compromis, M. Weizman restera membre du gouvernement mais ne fera plus partie du cabinet restreint. Le secrétaire du gouvernement, M. Eliyahu Rubinstein, a annoncé l'accord à la suite d'une rencontre entre M. Weizman et M. Shamir.

Ezer Weizman : l'homme par qui le scandale arrive

JERUSALEM

de notre correspondant

Si un ministre israélien devait un jour mettre les pieds dans le plat, en somme dire tout haut ce que beaucoup de ses collègues pensent à propos de l'OLP, voire agir en conséquence, ce devait être Ezer Weizman. Car, dans une classe politique que les contraintes de l'union nationale entre le Likoud et les travaillistes rendent bien timorée, il y a longtemps qu'il assure, presque seul, le rôle essentiel de l'iconoclaste, celui du baroudeur peu soucieux de son maroquin parce qu'il n'a plus grand-chose à prouver. Weizman n'a guère de hiérarchie à ménager et, semble-t-il, plus de carrière à préserver ; en politique, il est aujourd'hui plus grand seigneur qu'appareilleur prudent et sans doute ne lui déplait-il pas tout à fait d'être l'homme par qui le scandale arrive.

Un passé militaire qui compte

C'est l'aboutissement d'une évolution originale, peut-être plus douteuse qu'on ne l'imagine, qui l'a mené de la droite à la gauche, après un long et brillant passage dans l'armée. Né à Haïfa en 1924, il est le neveu de Chaim Weizman, chimiste de renommée internationale, qui deviendra le premier président de l'Etat d'Israël, en 1948. Son milieu familial, c'est l'aristocratie sioniste. A l'époque, Weizman sert dans la Royal Air Force, comme commandant d'un Spitfire. D'une certaine manière, il est déjà un peu rebelle : à l'opposé des traditions familiales — libérales, — il pencherait, lui, plutôt du côté de

Ce dernier a assuré avoir un compte-rendu d'une conversation téléphonique, datant de quelques semaines, entre M. Weizman, à Jérusalem, et un intermédiaire palestinien, M. Ahmed Tibi, à Tunis, qui lui demandait comment l'OLP devait répondre aux propositions américaines pour faire avancer le projet israélien d'élections dans les territoires occupés. Selon le Jerusalem Post, M. Shamir aurait aussi accusé M. Weizman d'avoir rencontré à Genève, il y a six mois, un responsable de l'OLP, M. Nabil Ramlawi. A ses collègues travaillistes plutôt embarrassés, M. Weiz-

man aurait expliqué n'avoir fait qu'œuvrer à la réalisation du plan de paix israélien. Il a assuré que le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, était au courant de ses démarches.

M. Yasser Arafat, qui a affirmé lundi n'avoir eu « aucun contact, de près ou de loin », avec M. Weizman, a, pour sa part, admis l'existence de « messages » entre l'OLP et les responsables israéliens. « Il y a des contacts, y compris avec Shamir, qui m'a envoyé plusieurs lettres, mais pas de contacts directs », a-t-il déclaré dans un entretien avec FR 3.

d'un homme dont il allait devenir l'ami : Anwar el Sadate. Le nom d'Ezer Weizman reste étroitement associé à la signature de ce premier — et jusqu'à présent unique — traité de paix jamais conclu entre l'Etat hébreu et l'un de ses voisins arabes (lors du vote à la Knesset, on l'oublie souvent, M. Shamir a voté contre). Sans doute n'est-il pas indifférent de noter qu'un fils d'Ezer Weizman a été très grièvement blessé lors de la guerre d'usure sur le canal de Suez.

Désaccord avec Begin

En désaccord avec Begin, qu'il trouve timoré, sur la manière de négocier la deuxième partie des accords de Camp David, celle qui concerne les Palestiniens et restera lettre morte, il démissionne du gouvernement en 1980. Le maintien de la dynamique du processus de paix lui paraît plus important que l'attachement à l'intégrité territoriale du Grand Israël. C'est un geste où transparaît déjà le Weizman convaincu que la paix ne se fera pas sans une négociation avec les Palestiniens et sans concession territoriale. « Ezer l'Egyptien » passe insensiblement dans le camp dit des « colombes » — même si on lui reproche, dans ce camp-là, d'avoir été étonnamment silencieux durant les deux premières années de la guerre du Liban.

Il dit souvent : « Il y a trop de méfiance à l'égard de la paix ; il faut se débarrasser de ce manque de confiance en nous-mêmes et de ce sentiment que le monde entier nous en veut. » Il dit encore : « Les territoires ont à présent beaucoup moins d'importance que les

accords politiques, la stabilité économique, le soutien politique international, la solidarité psychologique du peuple, la puissance de dissuasion de l'armée » (2). Il exaspère la droite. Un peu comme Abba Eban, mais en moins « universitaire ». Weizman argumente à contre-courant — ou en avance — du sentiment dominant. Sans doute plus favori des commentateurs politiques que de l'électorat populaire ; sûrement trop « fort en gueule » pour patiemment cultiver l'appareil d'un des deux grands partis.

Parce qu'il a rallié Shimon Peres, le chef travailliste, en 1984, il va participer aux deux gouvernements d'union nationale Likoud-Travaillistes. Mais ces derniers temps, toujours rebelle, il ne cessait de dénoncer l'impuissance politique de cette formule de gouvernement.

ALAIN FRACHON

(1) Le Likoud deviendra plus tard le Likoud (après absorption des Libéraux).

(2) Entretien à la revue française *Passepartout*.

Arrivée d'immigrants juifs soviétiques par un vol direct exceptionnel. — Un groupe de cent vingt immigrants juifs soviétiques est arrivé, lundi 1^{er} janvier, en Israël pour la première fois par vol direct Moscou-Tel-Aviv. Des représentants de l'Agence juive, la branche exécutive de l'Organisation sioniste mondiale, venus accueillir les immigrants, ont souligné que ce vol avait un caractère exceptionnel, la question des vols directs Moscou-Tel-Aviv n'ayant pas encore été réglée. — (AFP.)

JORDANIE

Le gouvernement obtient la confiance du Parlement

La Chambre des députés jordanienne — élue en novembre — a voté, lundi 1^{er} janvier, la confiance au gouvernement de M. Moubar Badran par soixante-cinq voix sur quatre-vingts. Dix-neuf des vingt députés des Frères musulmans ont accordé leur confiance au cabinet formé le 6 décembre.

En votant favorablement, les Frères musulmans ont voulu « donner sa chance » à M. Badran, qui, selon eux, a répondu à la plupart de leurs revendications, ont affirmé la majorité d'entre eux. Ils avaient lié leur confiance à « l'application par étapes de la charia (loi islamique) » et à la suppression de la loi martiale « dans un délai n'excédant pas six mois ».

Dans son discours avant le scrutin, le premier ministre avait donné un début d'application à leur demande en annonçant que les licences de vente d'alcool seraient interdites aux musulmans et le service de l'alcool interdit dans les réceptions officielles. Il a, en outre, annoncé la création d'une faculté de la charia et souligné que les lois en vigueur dans le pays « s'en inspirent ». — (AFP.)

SOLDES CHEZ TUNMER

— 40 % sur tous vos achats de vêtements

— 30 % sur le matériel

Golf • Chasse
Yachting • Ski
Equitation
Tennis
Tunmer

5, place Saint-Augustin, 75008 — Paris. Tél. : 45-22-75-80

60 000 morts. a même parlé de lan serait beaucoup matus occidentaux it eu au total envi- urces estimant que à présent suffisam- ux et de produits ver les milliers de

n du Nouvel An, entretenu par télé- ascu, président du ional roumain, et le oman. Le ministère res a, par ailleurs, tion du chef de la u Celac. M. Roland 10 janvier.

il été créé

et présenté au même émission, soyait le son et reportage, mais crustations, ou nces précisant nes, et c'est donc ru pouvoir repro- reurs de l'aver- lécembre. En réa- sge précisait que s jour tourné le t jour où Nicolas t chassé du pou-

ester ces débats rticipant lui-même tenté de préciser ait été tourné en itte différents), a pas commenté lus importante de dans laquelle le au, futur ministre nne, objecte à « Front de salut roposée pour la tence dirigeante ont national fonc- uis six mois ! » it, le CFSN mis en écombra ne serait ation d'un orga- uratif créé aupa- ablement avec les sonnalités, et qui l'e après- Une précision pas inutile de naia qui appelle d'autres mises au

ravail

protège l'usine des rroristes ». Bien que f. Dica a été élu du PSN, il est le quarante-quatre autres élus par les divers es élus comme un com- ition », dit-il satisfait. n'en a pas encore été as quel qu'il soit, convaincu de pouvoir exercer totalement ses

expliquent-ils, le secr- artit me donnant des apait de la répartition l'œuvre, géral le Gndis de l'usine, d'indat on des « Sons d'it- itait infernal ». Depuis ntre, le secrétaire of- ru et les syndicats off- d'écus. Des élections bres auront lieu dans le mois prochain. Quant à est confiant : il ne fait de ceux dont les au demeurant fort demandé le remplace- abore étroitement avec on rôle est d'assurer le mobiliser les trava- prendre les décisions », estime-t-il. Aucun n'aura été visible, à us de fin d'année.

GEORGES MARION

Collection • Acte...
165 p. - 100 F

AMÉRIQUES

PANAMA : dans l'attente d'une solution pour le général Noriega

Un premier contingent américain rentre aux Etats-Unis

Alors qu'un premier contingent de 141 soldats des forces américaines a quitté Panama, le lundi 1^{er} janvier, pour retourner aux Etats-Unis, les tractations sur le sort du général Manuel Antonio Noriega se poursuivaient dans la capitale. Selon une rumeur persistante, tant dans les milieux gouvernementaux que diplomatiques ou ecclésiastiques, une solution aurait pu être mise en œuvre dès mardi.

Les autorités panaméennes sont une nouvelle fois intervenues à la télévision. Le président Guillermo Endara ayant réaffirmé que son pays n'avait pas actuellement la capacité de garder et de juger le général, le ministre des affaires étrangères, M. Julio Linarez, a évoqué la possibilité d'une détention confiée aux forces américaines sur le territoire panaméen.

Le procureur général, M. Rogelio Cruz, devait pour sa part présenter, mardi, les actes d'accusation à l'encontre de Manuel Antonio Noriega. Par ailleurs, les vingt diplomates américains expulsés par le Nicaragua, à la suite de la « perquisition » américaine à la résidence de l'ambassadeur nicaraguayen au Panama, vendredi dernier, ont quitté Managua lundi.

Mgr Laboa, un nonce rabelaisien pour une situation machiavélique

PANAMA

de notre envoyé spécial

Face à la multiplication des déclarations, souvent contradictoires, des différents acteurs de la crise panaméenne, il est le seul à rester silencieux. Et pourtant, si quel'un d'eux tient la solution de l'imbroglio diplomatique-judiciaire concernant le sort du général, c'est bien le nonce apostolique. Curieux personnage que ce Basque de soixante-sept ans, qui se fit une spécialité pendant de nombreuses années à Rome de jouer souvent les avocats du Diable, avant de révolutionner la nonciature panaméenne, jusqu'à en faire un ministère consacré au travail pastoral.

Faire plaisir aux Américains ?

Depuis le début des tensions à Panama entre le gouvernement contrôlé par les militaires et l'opposition, l'Eglise catholique n'a cessé - sous son impulsion - de s'engager pour réclamer davantage de justice et condamner la corruption du régime. La conférence épiscopale a ainsi, selon son porte-parole le Père Fernando Guardia, « publié plus de quarante documents, en l'espace de deux ans ». Au-delà des déclarations d'intention, la nonciature a été pour beaucoup de dirigeants de l'opposition un opportun refuge. Et la chambre actuellement occupée dans l'ambassade vaticane par le général Noriega a même abrité le nouveau président Guillermo Endara au moment du coup d'Etat manqué du mois d'octobre dernier. Des syndicalistes, comme l'ancien président de la chambre de commerce Aurelio Barria, et des journalistes, y ont également fait des séjours plus ou moins longs. Malgré cet engagement Mgr José Sebastian Laboa a toujours su maintenir d'excellentes relations avec l'ancien régime et ses militaires.

Certains rappellent un peu perfidement que lors de son arrivée à Panama, en 1982, il avait

envoyé une lettre élogieuse au général à propos d'un de ses livres. Ce dernier s'était empressé de la faire figurer en préface à l'ouvrage.



Le canal pour la première fois sous administration panaméenne

Pour la première fois depuis l'inauguration du canal en 1914, et même si c'est encore sous la protection des troupes américaines, le Panama assure depuis le 1^{er} janvier la gestion de la voie d'eau interocéanique. Pour l'instant, le président américain George Bush a désigné M. Manfredo, soixante-deux ans, ancien ministre du commerce du général Torrijos (prédécesseur du général Noriega), comme administrateur « intérimaire ».

Le nouveau gouvernement panaméen examine en effet la possibilité d'annuler le décret adopté par M. Noriega et désignant au poste d'administra-

teur du canal un candidat à lui, M. Altamirano Duque, que le gouvernement Endara voudrait remplacer par M. Guillermo Quijano, chef du Mouvement libéral républicain nationaliste.

Selon les termes des accords Torrijos-Carter de 1979 sur l'avenir du canal interocéanique, un Panaméen devait être nommé le 1^{er} janvier 1990 administrateur du canal, avec l'approbation du président des Etats-Unis. Les accords prévoient en outre que les Américains retirent leurs troupes du Panama le 31 décembre 1999 et remettent définitivement le canal aux Panaméens. — (AFP.)

Non sans humour, le nonce affirmait il y a peu qu'il avait alors agi ainsi « pour faire plaisir aux Américains ». Florentin jusqu'à être parfois taxé de machiavélisme, rabelaisien par sa corpulence et son amour de la vie, cet homme si haut en couleur n'est pas du genre à se démonter pour si peu. Doté d'une force de travail qui inspire le respect, Mgr Laboa conserve en toutes circonstances son hygiène de vie. Malgré la situation actuelle, il continue ses exercices physiques, auxquels il consacre dès l'aube les deux premières heures de la journée. L'un de ses proches le recteur de l'université catholique de Santa Maria (USMA) Jose Lacunza, dit qu'il « garde en permanence le contrôle de lui-même, même si le Basque ressort de temps en temps et qu'alors le Laboa surpasse le diplomate ».

Les difficultés présentes ne semblent pas l'affecter outre mesure. A peine ses proches soulignent-ils qu'il a été quelque peu peiné d'être critiqué par ceux qu'il a tant défendus dans le passé, en soulignant qu'en accueillant le général Noriega, son plus profond désir avait été d'éviter la naissance d'une guérilla.

L'Eglise panaméenne, propulsée sous les feux des projecteurs, a eu quelque mal à adopter une attitude commune, déconcentrée qu'elle était aussi par l'importante présence de l'homme du Vatican. Comme l'explique le Père Guardia, il a fallu « clarifier » certains points. « Le général Noriega ne peut être un réfugié politique, c'est un délinquant de droit commun qui est entré à la nonciature pour trouver une protection ». En ces temps de passion, l'Eglise panaméenne a reçu beaucoup « de protestations » de la part de la communauté catholique, qui représente 80 % de la population du pays. Pratiquement confiné dans sa résidence depuis maintenant plus d'une semaine, Mgr Laboa ne se départit pas de « tempérament d'acier » qu'on lui prête, et continue, pour l'instant, de garder le silence.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

CHILI : troisième formation politique du pays

Le Parti socialiste se réunifie en s'éloignant du marxisme

SANTIAGO

de notre correspondant

Les deux principales organisations issues de l'éclosion du Parti socialiste après le coup d'Etat de 1973 se sont réunifiées vendredi 29 décembre. Les « marxistes-léninistes » qui suivent M. Claudio Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du régime de l'Unité populaire, et les « socialistes renoués », proches de la social-démocratie européenne, dirigés par M. Jorge Arrate, ont fondé leurs directions en un seul comité central, chargé d'organiser dans quelques mois un « congrès d'unité Salvador-Allende ». En attendant que ce congrès entérine la réunification, M. Almeyda fera office de président du parti et M. Arrate de secrétaire général.

Mais si les deux tendances sont représentées équitablement au sein de la nouvelle direction, les renoués sont sans conteste les grands vainqueurs de la fusion. Du léninisme revendiqué par les « almejdistes », il ne reste plus rien dans le protocole d'accord signé vendredi. Le marxisme est présenté comme une source d'inspiration politique aussi valable que le christianisme ou « tout courant de pensée contemporain s'exprimant en faveur du progrès ». D'autre part, nulle référence n'est faite à l'Union entre socialistes et communistes, à laquelle les premiers avaient longtemps attribué une portée stratégique.

Il est vrai que l'écroulement des régimes d'Europe de l'Est a laissé sans voix les « almejdistes » les plus récalcitrants dont les années d'exil se sont écoulées en RDA. Mais plus déterminante encore est l'évolution politique du Chili, qui n'a pas emprunté la voie de « rupture », voire insurrectionnelle, dont rêvait la gauche radicale au début des années 80. Alors allié aux communistes et aux MIR (gauche révolutionnaire), le PS-Almeyda s'est ensuite progressivement éloigné de l'extrême gauche pour opter résolument avant le plébiscite de 1988 pour la lutte électorale et l'alliance avec l'opposition modérée.

Le PS réunifié est désormais, à en juger par sa représentation parlementaire, la troisième formation politique du pays, après la démocratie chrétienne et les conservateurs modérés de Rénovation nationale. Il est de plus appelé à occuper plusieurs ministères dans le gouvernement que désignera prochainement M. Patricio Aylwin.

Le nouveau parti est par ailleurs assuré de connaître une croissance rapide. Le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), une petite formation de gauche née à mal ces dernières années par des scissions successives, l'a rejoint. Des militants communistes, critiques à l'égard de leur direction ou ayant rompu avec le PC, sont aussi sur le point de le faire.

GILLES BAUDIN

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Les affrontements entre factions noires se multiplient dans la province du Natal

Quinze Noirs ont été tués au cours d'une fusillade entre membres du Front démocratique uni (UDF) et du mouvement sould Inkatha, lundi 1^{er} janvier à Wartburg, près de Durban, dans la province du Natal.

La flambée de violence entre factions noires rivales dans la province du Natal provoque désormais un exode massif des habitants des ghettos, selon des responsables d'organisations humanitaires. Alors que le nombre des victimes s'élève déjà à cent quarante-cinq depuis le début du mois de décembre, celui des « réfugiés » doit être de plusieurs milliers, a déclaré M. Paddy Kearney, directeur de Diakona, une organisation humanitaire. Ces heurts inter-raciaux ont entraîné la mort de deux mille cinq cents personnes depuis 1986.

« La plupart des réfugiés quittent avec leur famille les lieux des affrontements pour déminer vers d'autres villes. Il est difficile d'estimer le nombre, lequel doit atteindre plusieurs milliers », a dit M. Kearney. Des renforts de police ont été acheminés vers les zones affectées par les violences,

principalement dans les ghettos noirs près de Durban. Le ministre de la loi et l'ordre, M. Adrian Vlok, a promis que la police protégerait les résidents. Mais, selon des membres d'organisations humanitaires, les forces de sécurité ont peur de pénétrer dans les ghettos pendant la nuit.

L'ancien secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Walter Sisulu, a lancé un appel au peuple sud-africain pour qu'il s'emploie à réduire « sinon à éliminer » la violence politique dans la province du Natal. — (AFP.)

□ NIGERIA : amnistie générale. — Le président Ibrahim Babangida a annoncé, lundi 1^{er} janvier, une amnistie générale qui devrait se traduire par la libération immédiate de plusieurs milliers de prisonniers. — (AP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

OCÉAN INDIEN

L'île Maurice : un fleuron francophone

PORT-LOUIS

De notre envoyé spécial

Il y a le souvenir du jeune Baudelaire qui vécut ici quelques semaines, et les fantômes de Paul et Virginie. Il y a la plus ancienne Alliance française au monde, ouverte en 1884, et la télévision - égarément française - relayée par la Réunion toute proche. Il y a aussi le mythe - puissant - de la « France, seconde patrie », que chacun, dans la petite communauté franc-mauricienne, eut, à des époques diverses, de bonnes raisons de glorifier : politiciens encourageant l'émigration massive, « barons » du sucre rattachés à la culture anglaise, écrivains rêvant de conquérir Paris.

Attachement sentimental

Mais tout cela ne suffit pas à expliquer la vitalité de notre langue à Maurice, son étonnante survie à travers un siècle et demi de domination anglaise (1). Si cette île est sans doute le plus beau fleuron de la francophonie, on y parle plus et parfois mieux le français que dans nos anciennes colonies - c'est surtout grâce au créole, devenue la langue quotidienne de toutes les communautés. Dérivé du français, le créole y reconstruit.

L'anglais avait pour lui de ne s'identifier à aucun groupe ethnique. Il fut, à l'époque britannique, tout naturellement promu langue officielle, de l'administration puis de l'enseignement. Le français, langue du « grand blanc », de l'ancien maître sucrier, ne pouvait prétendre à une telle neu-

traité. A l'école, les enfants étudient donc en anglais, apprennent le français comme matière obligatoire et, une fois sortis de classe, retrouvent le créole.

Hier, la francophonie était un combat, livré par ceux qui la croyaient menacée. Aujourd'hui, c'est une évidence. Le premier ministre lui-même en prit acte il y a quelques années. Le jour anniversaire de l'indépendance, il adressa pour la première fois en français son message rituel aux enfants des écoles. Les militants du français, notamment les créoles, ont vu dans notre langue un outil de promotion sociale et le signe d'appartenance à l'élite culturelle. Tout en étant populaire, le français reste la langue de prestige dans laquelle s'expriment la presse et la littérature. Et en abandonnant le latin dans leurs messes au profit du français, les curés ont involontairement rendu à ce dernier un service supplémentaire.

Ce qu'on a appelé la « francophonie » de Maurice traduit un attachement sentimental à notre culture. Pour le comprendre, il faut voir, dans le hall du beau théâtre de Rose-Hill, avec quel soin religieux on a effiché les programmes, ornés de photos dédiées, des spectacles donnés par plusieurs générations d'acteurs de la Comédie-Française en tournée dans l'océan Indien. Décidément, il est difficile d'oublier que Maurice s'appela jadis l'île de France.

J.-P.-L.

(1) Maurice fut française de 1715 à 1810, puis britannique jusqu'à son indépendance, proclamée le 12 mars 1968.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN Offensive contre Jalalabad

Les moudjahidins ont lancé, lundi 1^{er} janvier, une offensive contre la ville de Jalalabad (est du pays), se heurtant à une contre-offensive des forces gouvernementales, a annoncé le jour même la télévision de Kaboul. La télévision a affirmé que les moudjahidins avaient bombardé à la roquette des zones civiles et que les forces gouvernementales avaient tué plus de cent quarante combattants rebelles lors de la contre-offensive, appuyée par des bombardements aériens et d'artillerie. Selon des sources bien informées, les moudjahidins ont également bombardé l'aéroport de Jalalabad, seul lien reliant la ville à Kaboul durant l'hiver.

D'autre part, M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-Isлами, a interdit de séjour, dans les zones contrôlées par son mouvement de résistance, les partisans du Jamiat-Isلامي, un groupe rival. Cette décision, communiquée lundi, est intervenue à la suite de la persécution, par un tribunal islamique du Jamiat-Isلامي, de quatre commandants du Hezb-Isلامي jugés coupables de meurtres (le Monde du 2 janvier). — (AFP, Reuters.)

HONGKONG Manifestation en faveur de la démocratie

Environ dix mille personnes ont manifesté devant les bâtiments de l'agence Xinhua - représentation officielle de Pékin dans la colonie britannique - lundi 1^{er} janvier, en faveur des partisans de la démocratie en Chine. Les manifestants brandissaient des banderoles réclamant le limogeage des « Caeusescu chinois », ou proclamaient « Aujourd'hui le Roumain, demain la Chine ! » et « Nous aimons la Chine, mais pas le communisme ! ». Cette manifestation, la plus importante depuis des mois à Hongkong, a eu lieu à l'appel de l'Alliance de Hongkong pour le soutien en Chine. L'Alliance avait déjà organisé le soir de la Saint-Sylvestre une veillée aux chandelles pour soutenir la révolution

roumaine et les démocrates chinois (le Monde du 2 janvier). Au même moment à Pékin, le secrétaire général du PC, M. Jiang Zemin, affirmait au cours d'une réception donnée à l'occasion du Nouvel An que la paix sociale et l'unité nationale seront les priorités pour surmonter les « difficultés passagères » des années à venir. — (Reuters, AP, UPI.)

ETHIOPIE Les maquisards érythréens vont libérer 10 000 prisonniers

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) a annoncé, lundi 1^{er} janvier, la libération prochaine de plus de 10 000 prisonniers de guerre érythréens qu'il détient. Le FPL explique cette mesure par le fait que le Tigré et la plupart des provinces du nord de l'Ethiopie (Vollo, Gojam, Gondar, Shoa, Wolega) « étant actuellement contrôlées par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) et d'autres mouvements d'opposition, les possibilités de représailles contre ces prisonniers de guerre par le régime d'Addis Abeba sont exclues ou réduites ». — (AFP.)

MOSCOU

Privée de pontons tentaculaires, réfugiée au lieu de passage d'une population hétéroclite, Moscou agresse, fatiguée, l'Asie.

Un portrait composite, le premier de genre, dirigé par Anne Coldefy-Faucard et Lina Jurgenson.

Revue H.S. 40 - Série Monde, 264 pages, 39 F.

EN LIBRAIRIE

autrement

1989, année et des fou

Sous le signe de la prospérité

Pour l'année 1989, les prévisions de croissance sont optimistes. Les économistes s'attendent à ce que l'économie mondiale continue de progresser, malgré les tensions géopolitiques. Les prévisions de croissance pour 1989 sont généralement comprises entre 2,5% et 3,5%.

Les prévisions de croissance pour 1989 sont généralement comprises entre 2,5% et 3,5%. Les économistes s'attendent à ce que l'économie mondiale continue de progresser, malgré les tensions géopolitiques.

Les prévisions de croissance pour 1989 sont généralement comprises entre 2,5% et 3,5%. Les économistes s'attendent à ce que l'économie mondiale continue de progresser, malgré les tensions géopolitiques.

Les prévisions de croissance pour 1989 sont généralement comprises entre 2,5% et 3,5%. Les économistes s'attendent à ce que l'économie mondiale continue de progresser, malgré les tensions géopolitiques.

L'agitation révolutionnaire en Roumanie

Enfin, une révolution en Roumanie. Les révolutionnaires ont pris le pouvoir à Bucarest, mettant fin à la dictature de Ceausescu. Les révolutionnaires ont pris le pouvoir à Bucarest, mettant fin à la dictature de Ceausescu.

ÉTRANGER

1989, année des foules et des foulards

Suite de la première page

Pareille tempête ne pouvait évidemment demeurer confinée à la RDA. L'onde de choc a rapidement gagné la Tchécoslovaquie. En quelques jours de démonstrations massives, sans la moindre violence, les citoyens ont chassé les complices de l'occupation soviétique. Ils ont fait fête à Alexandre Dubcek, l'informel héros du « printemps de Prague », et porté à la présidence de la République l'auteur dramatique Vaclav Havel : celui-ci avait été condamné à neuf mois de prison en début d'année pour avoir osé porter des fleurs sur la tombe de Jan Palach, qui s'était immolé par le feu, en 1969, pour protester contre l'intervention soviétique.

A Prague aussi, le PC a renoncé à exercer son rôle dirigeant. En fait, en attendant de le faire en droit, le parti frère polonais l'avait précédé en concluant dès le 5 avril avec l'opposition, à l'issue d'une interminable table ronde, un accord qu'on peut sans exagération qualifier d'historique : pour la première fois un pays du pacte de Varsovie retournait au pluralisme politique et syndical et organisait des élections relativement libres. Celles-ci allaient être dévastatrices pour le pouvoir. Jaruzelski, qui n'a dû de demeurer président de la République qu'à la bonne volonté de Walesa, s'est vu obligé de confier la direction du gouvernement à l'un des chefs de Solidarité, Tadeusz Mazowiecki, qu'il avait fait arrêter au moment de l'état de guerre.

La Hongrie est allée plus loin encore, puisque son PC n'a pas hésité à se débaptiser, comme l'a fait, un peu plus tard, le parti frère italien. A l'heure actuelle, elle a pratiquement réalisé tous les objectifs qu'elle avait poursuivis en 1956 l'intervention soviétique : élections libres, retour à l'économie de marché, établissement de liens étroits avec l'Europe occidentale. Il ne lui reste plus qu'à se retirer du pacte de Varsovie. Il semble que cette éventualité ne fasse pas trop peur à Moscou.

Il n'est pas jusqu'à la Bulgarie qui ne se soit débarrassée d'une vieille garde passablement corrompue avant de s'engager elle aussi sur la voie du pluralisme. L'Albanie elle-même présente quelques timides signes de dégel. Tirailleur entre les Serbes, dont le populaire — et plus encore populiste — héros Milosevic se pose en nouveau Tito, et les nationalistes croates ou slovènes, pour ne pas parler des Albanais du Kosovo, la Yougoslavie est de plus en plus menacée d'éclatement.

Sanglante révolution en Roumanie

Enfermé dans une mégamancie séculaire, sourd à la colère d'un peuple qu'il avait réduit à la misère pour mettre fin à l'endettement du pays et détruire ses structures traditionnelles, Ceausescu a cru qu'il pourrait se tenir à l'écart d'un mouvement aussi général. Triomphalement réélu, quelques semaines plus tôt, à la tête de l'Etat et du parti, le « génie des Carpates » a dû sentir le sol se dérober sous ses pieds lorsqu'il a couru d'un meeting de soutien convoqué à Bucarest, à la suite de manifestations de protestation survenues en Transylvanie, il a entendu tout à coup la foule l'invectiver. Malgré une répression atroce, il s'est vite retrouvé avec sa femme, après un simulacre de procès, devant le poteau d'exécution, tandis que les hommes de sa garde prétoirienne, la Securitate, affolés à l'idée de ce qui les attendait, multipliaient les actes de pure sauvagerie. Cette émancipation réalisée sans coup d'Etat, de Berlin à Sofia, et de Varsovie à Prague, c'était trop beau. Le sang roumain n'en continuait pas moins de se tacher la joie du premier Noël de la liberté retrouvée.

Fidel Castro, qui avait fait fusiller, au début de l'été, des chefs de l'armée accusés d'avoir

trem্পé dans un trafic de drogue, est visiblement consterné de l'effondrement de ces régimes. Pour lui, a-t-il déclaré, il n'y a plus de camp socialiste.

De son côté, l'*International Herald Tribune* n'a pas hésité à écrire que les Américains considéraient que Gorbatchev avait passé par pertes et profits (*written off*) ses alliés d'Europe. N'en est-il pas maintenant à parler d'un retrait, pour peu qu'il obtienne des contreparties de l'Ouest, la totalité de ses troupes ? Disons qu'il a manifestement voulu faire la part du feu, comme il l'avait déjà fait hors d'Europe en retirant le corps expéditionnaire d'Afghanistan à la date prévue du 15 février, en laissant Vietnamiens et Cubains à en faire autant au Cambodge et en Angola, en se prêtant à un règlement en Namibie, en laissant Ethiopiens et séparatistes érythréens négocier sous les auspices... de Jimmy Carter, en acceptant enfin, à la demande de George Bush, de préconiser publiquement l'arrêt de l'aide étrangère aux guérilleros d'Amérique centrale.

L'empire soviétique en question

Reste à savoir s'il parviendra à empêcher les flammes de gagner l'URSS elle-même. François Mitterrand l'a dit au sommet européen qui a suivi, au début de décembre, la rencontre soviéto-américaine de Malte, et l'a répété au cours d'une interview radiotélévisée : « A mon avis, la révolution qui a commencé à Moscou grâce à M. Gorbatchev, qui a libéralisé le système, va faire de l'Europe de l'Est et va retourner à Moscou ».

Nous y sommes : dans les Républiques baltes, où se sont développées des mouvements indépendantistes puissants, les gouvernements proclament les uns après les autres la nullité des textes les rattachant à l'Union soviétique et adoptent des textes portant renonciation du PC à son rôle dirigeant.

Un autre débat s'est engagé à Moscou devant les 2 250 députés du Congrès du peuple, dont l'élection au printemps avait été marquée par la défaite d'une série de bureaucrates de premier plan, sur le point de savoir si le PC soviétique lui-même ne devrait pas en faire autant.

Gorbatchev a réussi à renvoyer la discussion sur le fond à plus tard, mais il a eu besoin, pour ce faire, de l'appui des conservateurs, auxquels il a fait des concessions qui rendent de plus en plus aléatoire le succès de la réforme économique. Or c'est là que le bât blesse le plus : les grèves de mineurs et de cheminots se sont en effet ajoutées à la désorganisation du système et au véritable sabotage auquel se livrent d'innombrables bureaucrates pour généraliser, à l'orée de l'hiver, la pénurie de combustible et de nourriture.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le mécontentement gagne, que le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh tourne à la guerre civile, que la Géorgie, la Moldavie et maintenant l'Ukraine, principal grenier et réserve de minerai de l'Union, soient à leur tour touchées par la vague séparatiste ? Que se développent des mouvements nationalistes russes à connotation antisémite ?

Gorbatchev cherche à canaliser comme il peut tous ces facteurs de désintégration, notamment en rouvrant massivement les églises. Il est allé jusqu'à rendre visite au pape pour obtenir qu'en échange de la reconnaissance du catholicisme uniate, jadis supprimé d'un trait de plume par Staline, il modère les velléités indépendantistes de ses fidèles d'Ukraine. Le terrain n'en continue pas moins de se dérober sous ses pieds.

Le développement de la criminalité, le ton de plus en plus critique adopté par certains journaux, le nihilisme qui se répand

chez les jeunes et dans l'intelligentsia, sont les signes indubitables d'une détérioration de la situation. La mort de Sakharov, en décembre, en a apporté un autre. L'inventeur de la bombe H soviétique, devenu l'héroïque défenseur des droits de l'homme, venait tout juste de ferrailleur avec Gorbatchev, à la tribune du Congrès du peuple, à propos du rôle dirigeant du PC, lorsqu'une crise cardiaque l'a emporté. L'émotion qui s'est emparée du pays a été telle qu'après une réaction manifeste d'embarras le régime n'a eu d'autre choix que de porter lui aussi le deuil de celui qui lui avait assené de si rudes coups.

Gorbatchev, qui a su jusqu'à présent manœuvrer habilement pour renforcer son contrôle sur l'appareil, n'est donc pas au bout de ses peines. Le congrès extraordinaire du parti, prévu pour octobre 1990, constitue sans doute pour lui un test. Du moins peut-il compter sur la soutien des dirigeants occidentaux, inquiets de ce qui pourrait se

des Douze comptent d'abord sur la CEE et sur l'avènement, désormais très proche, du grand marché unique. En revanche, malgré un coup de chapeau à la construction communautaire qui a fait avaler de travers une Magie Thatcher en perte de vitesse, George Bush mise avant tout sur sa part sur l'OTAN. Le moindre paradoxe de l'Europe de 1989 n'était pas d'avoir vu le président des Etats-Unis et son homologue soviétique s'entendre à Malte pour consolider, une fois la guerre froide terminée, des alliances dont elle était jusqu'alors la seule raison d'être.

La démocratie en Amérique

Reste que — François Mitterrand l'a fait remarquer à Strasbourg — la volonté des peuples, par les temps qui courent, détermine beaucoup plus que celle des gouvernements les grands mouvements de l'Histoire. En



« C'est le moment d'avoir le moral, mon bon monsieur ! Nous avons gagné ! Vous voyez ça ? La capitale triomphe. Le communisme est en ruine. Notre système l'emporte ! Nous avons gagné ! Souriez ! »

— En bien je n'ai rien gagné... (International Herald Tribune du 22 décembre 1989.)

1989, l'Europe de l'Est n'a pas été seule à être riche, de ce point de vue, d'événements significatifs. Encouragé par le décalage soviétique dans la région, et par le règlement de l'affaire namibienne, le nouveau président sud-africain, Frederik De Klerk, a pu se permettre non seulement de recevoir Nelson Mandela, comme l'avait déjà fait son prédécesseur, mais de libérer la plupart des chefs de l'ANC, d'annoncer un plan de liquidation en trois ans de l'apartheid et de rencontrer une série de dirigeants de l'Afrique noire.

Retour de la question allemande

Ce risque est d'autant plus sérieux que se pose désormais avec une force accrue, sortie du placard où l'on avait cru l'enfermer à jamais, l'antique « question allemande ». Jusqu'à l'ouverture du mur de Berlin, l'Europe signifiait Communauté des Douze, avec pour centre la France. Depuis le mot s'entend, conformément à la définition gaullienne, « de l'Atlantique à l'Oural ». De notoriété publique, c'est l'Allemagne qui est au centre de cette Europe-là.

Peut-être sa réunification politique prendra-t-elle quelque temps encore. C'est le vœu massif des Soviétiques et des Polonais, paradoxalement rapprochés, en l'occurrence, par leurs mauvais souvenirs. C'est aussi celui des Occidentaux : ils redoutent qu'une Allemagne unie n'ait que trop tendance à voler de ses propres ailes et à peser sur le continent d'un poids excessif. Mais que peuvent-ils faire ? Helmut Kohl n'a demandé la permission à personne pour sortir de son chapeau un plan de réunification en dix points qui ne l'a pas empêché de se faire acclamer quelques jours plus tard à Dresde. Or est le temps où l'on parlait de la RFA comme d'un « géant économique » mais d'un « nain politique » ?

De toute façon, les accords économiques que le chancelier a conclus avec son nouveau collègue est-allemand sont d'une ampleur telle que la question de la réunification en devient presque théorique : dès à présent on peut considérer que les deux Républiques extérieures ne font qu'un tout. Or c'est essentiellement de la force de son économie que tire sa puissance une Allemagne à nouveau confortablement installée sur ses marchés traditionnels de l'Est. D'où l'idée de mettre rapidement sur pied des structures capables d'encadrer suffisamment les nations d'Europe pour qu'aucune d'elles n'éprouve la tentation de retourner aux mortelles ambitions du passé. Pour ce faire, la plupart

L'isthme méso-américain n'est pas, bien entendu, la seule partie du monde où les armes continuent de parler. Les combats ont recommencé de plus belle au Cambodge après le départ des Vietnamiens. Ils font toujours rage en Afghanistan, en Erythrée, au Tigré. Si l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeweine Yeweine n'a pas conduit, contrairement à ce que l'on avait pu craindre, à une reprise des affrontements en Nouvelle-Calédonie, la réconciliation maghrébienne n'a pas encore débouché sur l'arrêt de la guerre du Sahara occidental.

Nulle part cependant la situation n'est plus tendue qu'au Proche-Orient. La mort, au milieu des larmes de son peuple, du terrible Khomeiny et son remplacement par Rafsanjani, réputé plus modéré, n'y ont rien changé. Non plus que l'offre d'élections pour les territoires occupés, arrachée à Itzhak Shamir par les Américains. Malgré les efforts de la réconciliation maghrébienne, la poursuite de la « guerre des pierres », qui tue maintenant pratiquement chaque jour, le chef du gouvernement hébreu ne croit toujours qu'aux vertus de l'obstination.

Toujours la guerre au Proche-Orient

Même jeu au Liban, où le drame succède au drame. L'année s'était ouverte sur les combats entre les deux milices chiites pro-iraniennes et pro-iraniennes : elle s'est achevée de même. Entre-temps, on avait assisté à d'autres combats fratricides, ceux-là entre l'armée dirigée par le général chrétien Michel Aoun, qui se considère toujours comme le seul détenteur du pouvoir légal, et les Phalanges, également chrétiennes, de Samir Geagea.

En mars, Aoun décide de jouer son va-tout en déclenchant une « guerre de libération », destinée selon ses propres termes à « mettre fin à l'hégémonie et à l'occupation syriennes ». Ainsi défié, Hafez El Assad répond à sa manière habituelle : il écrase sous les bombes les quartiers maronites de Beyrouth. Aoun espérait ébranler l'opinion mondiale. Il n'y parvient qu'à moitié, et les Etats-Unis, notamment, ne cachent pas leur irritation devant son initiative.

La France comprend tout de même qu'elle ne peut laisser Damas annexer purement et simplement le réduit chrétien. Elle fait appareiller des navires de guerre, quitte à limiter leur mission, par la suite, à une assistance humanitaire à tous les Libanais. Mais cette agitation n'a pas été inutile, puisqu'elle aboutit sous les auspices de la Ligue arabe à un cessez-le-feu et à la convocation, pour être un président, de ce qui reste du Parlement de l'Etat du cédre.

Finalement, un candidat est élu en la personne de René Moawad, chrétien qui bénéficie de la confiance des Syriens. Les 11 sera assassiné dix-sept jours plus tard. Sans doute lui a-t-on fait payer sa volonté, clairement affichée, de réconciliation. Toujours est-il qu'un successeur lui est vite désigné en la personne de René Hraoui, dont les liens avec Damas sont de notoriété publique. Il menace de faire appel à l'armée syrienne pour déloger Aoun du palais présidentiel où il s'est retranché. Mais on lui fait valoir de divers côtés qu'il serait indécent de devoir ainsi son pouvoir à une intervention étrangère, et sans le dire il renonce à son projet.

On en était là à la fin de l'année. Bien malin qui pouvait prendre un pari sur l'évolution de cet interminable conflit, nourri de l'extérieur par les interventions, plus ou moins ouvertes, non seulement de la Syrie et d'Israël, mais de l'Iran et de l'Irak, qui poursuivent ainsi par personnes interposées la guerre arrêtée sur le champ de bataille. De toute façon, l'horizon reste passablement inquiétant, comme le montrent la construction par Bagdad d'une fusée stratégique manifestement destinée à être munie d'une tête nucléaire ou, plus simplement, le succès

obtenus par les fondamentalistes aux premières élections libres organisées depuis vingt ans en Jordanie.

En Algérie aussi, où le régime s'est démocratisé, au point d'autoriser le multipartisme et le retour d'un certain nombre d'opposants exilés, l'intégrisme fait plus que montrer son nez. Qu'il soit lourd de menaces, on l'avait déjà vu lorsque Khomeiny avait invité tous les musulmans du monde à abattre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*. Mais la question allait soudain s'interposer directement la société française et apporter du coup une consécration au moulin, qu'on avait cru prématurément asséchée, de Jean-Marie Le Pen.

La France et l'immigration

Il a suffi qu'un principal de collège interdise à ses élèves musulmanes de dissimuler leurs cheveux sous un foulard pour que la France du consensus saute sur cette occasion de s'entre-déchirer. Sans doute ne l'aurait-elle pas fait si la polémique n'avait pas mis en lumière le retard non seulement des gouvernements successifs, mais de la classe politique tout entière, à prendre enfin à bras-le-corps le problème de l'immigration, et notamment de l'immigration clandestine.

Il faut dire que la classe politique en question avait d'autres chats à fouetter. De l'enquête sur les délits d'inités commis autour de Pechiney et de la Société générale à la découverte du système de fausses factures grâce auquel la plupart des partis financiers leurs campagnes, elle avait fort à faire pour redresser une image passablement ternie.

On avait pu croire un moment, après les municipales de mars, qui avaient vu le succès de beaucoup de leurs candidats, que les « rénovateurs » soudain apparus sur le devant de la scène allaient effectivement rénover à tout le moins la droite et le centre. Faute sans doute de s'entendre sur le nom d'un chef, ils ont vite battu en retraite. Même jeu du côté du PS, où rien d'autre ne paraît compter, à cinq ans et demi de l'expiration du mandat de François Mitterrand, que le nom du candidat du parti à sa succession. Quant au PC, dont le chef s'obstine au milieu des quotidiens à juger « globalement positif » le bilan du communisme, il est charitable de n'en pas trop parler.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, qu'un nombre croissant de Français, aux prises avec les difficultés grandissantes de la vie quotidienne en matière d'emploi, de logement, de transport, de bruit ou plus simplement de niveau de vie, se laissent de plus en plus persuader qu'il existe à leurs ennemis une cause principale, et qu'elle s'appelle immigration. Après tout, le même état d'esprit existe en Grande-Bretagne et dans les pays nordiques. En Allemagne fédérale, l'essor du Parti républicain, dirigé par un ancien de la Waffen SS, fait peser sur Helmut Kohl la menace d'un échec aux législatives de 1990.

En tout cas, la très forte poussée du Front national aux élections partielles de novembre a fait passer comme un frisson dans le dos des hommes politiques. Plus dominatrice que jamais, Jean-Marie Le Pen tonne à la télévision, s'en prend ouvertement à ceux qu'il appelle les « extrémistes juifs » et joue les martyrs lorsque le Parlement européen lève son immunité parlementaire pour lui permettre de répondre en justice de son fâcheux calembour sur « Durfour... crématoire ».

S'imaginer qu'on va, en le faisant condamner, affaiblir sa position relève de l'aberration pure et simple. Le seul moyen d'arrêter la progression du FN, c'est de s'attaquer aux carences et aux désordres qui constituent son terrain. Sinon Georges Pompidou aura eu raison d'écrire dans son *Nord gérien*, à une époque où tout un chacun était obsédé par le péril rouge, que la plus grande menace pesant sur la démocratie pourrait bien venir de l'extrême droite, plutôt que du communisme.

ANDRÉ FONTAINE

phone

l'école, les enfants donc en anglais, et le français comme obligatoire et une fois classe, retrouvent le

a francophonie était, livré par ceux qui la menacée. Il est, c'est un évènement, premier ministre lui-même. Le jour même de l'indépendance pour la France son message aux enfants des Français, les créoles, amment les créoles, ans notre langue un roman social et le roman social et le roman social. Tout en étant populaire, anais reste la langue dans laquelle la presse et la littérature en abandonnant le leurs messages au français, les créoles ont, le service supplé-

on a appelé le « français » de Maurice traite-t-on sentimentalement la culture. Pour le dire, il faut voir, dans le beau théâtre de la quel soin relié, ornés de photos, es, des spectacles, plusieurs généraux de la Comédie-Française en tournée dans le monde. Décidément, il faut douter que Maurice jadis l'île de

J.P.L.

MONDE

le et les démocrates du monde du 2 janvier. Au moment à Pékin, le secrétaire du PC, M. Jiang affirmait au cours d'une conférence de presse, à l'occasion de la paix sociale et nationale seront les progrès des années 1989.

IPTE

laquisards

éens

ibérer

10 prisonniers

nt populaire de libération (FPLP) a annoncé, en janvier, la libération de plus de 10 000 prisonniers ethniques du Le FPLP explique que le fait que le Tigré et les provinces du nord de (Wollo, Gogjam, Gondar, Wollega) « étant actuellement contrôlées par le Front pour la libération du Tigré (FPLT) », les mouvements d'opposition des prisonniers de guerre du Front de libération d'Addis Abeba sont réduites » — (AFP)

OSCOU

de centre, laire, refuge ou passage d'une lion hiérolatite, agresse, fatigué.

fran composite, nier du genre.

Coldey-Faucard à Jurgenson.

U.S. 40 - Série Monde.

RAINE.

ment



SAINT-GOBAIN





Résultat net du premier semestre 1989 :
2 milliards de francs (+ 15 %)



Net income for the first half year 1989 :
2 billion French Francs (+ 15 %)



Nettoergebnis des ersten Halbjahres 1989 :
2 Milliarden FF (+ 15 %)



Netto resultaat van het eerste halfjaar 1989 :
2 miljard Franse frank (+ 15 %)



Nettovinst under första halvåret 1989 :
2 miljarder francs (+ 15 %)



1989年上半期純利益:
15%増の20億フラン。

Service des Relations
avec les Actionnaires
Tel. (1) 4762.33.33

Corporate Finance
and Investor Relations Department
Tel. (33) (1) 4762.33.33

Verbindungsabteilung
zu den Aktionären
Tel. (0033) (1) 4762.33.33

Dienst Relaties
met de Aandeelhouders
Tel. (33) (1) 4762.33.33

MUSIQUES

La création entre panels et tops

L'industrie du disque est confrontée à l'irruption du marketing sur la bande FM

En bon anglais commercial, échantillon se dit « panel ». Depuis la rentrée dernière, les professionnels du disque adaptent le terme à tous les cas et le déclinent : « Je n'arrive pas à paneliser ce titre : j'ai un très bon (très mauvais) panel sur cette chanson : c'est bien mais ce n'est pas panelisable... » Le panel en question est un groupe d'auditeurs — de taille et de composition variables selon les commanditaires — à qui les réseaux et stations FM soumettent les titres qu'ils se proposent de programmer.

Le recours systématique à cette technique provoque des ajustements douloureux pour les fournisseurs de bandes FM que sont les maisons de disques. Parce que les auditeurs réagissent toujours plus favorablement à une chanson qu'ils connaissent déjà, de moins en moins de titres nouveaux passent l'examen et ce à un moment où le recours à la publicité télévisée, la réduction en CD des anciens catalogues et le poids croissant des compilations d'anciens titres concourent à fermer un peu plus le marché aux nouveautés.

Jusqu'ici, les réseaux FM et les grandes stations régionales établissaient leur programmation de manière plus ou moins empirique, en utilisant plusieurs paramètres : les ventes, telles qu'on les connaît à travers le « Top 50 » et le « Top Album », les résultats des enquêtes de Media Control, qui établit la fréquence de passage des titres sur un échantillon de radios, têtes de réseau ou leaders sur leur région.

Vient enfin la part du programmeur. De la collecte et du traitement de ces informations sortait une playlist, comportant les titres joués régulièrement sur l'antenne. La playlist d'un réseau FM comptait alors une centaine de titres dont les rotations (nombre de passages par jour) allaient de un à sept. Pour qu'un titre commence à se vendre, il lui fallait passer progressivement en rotation rapide, se glisser dans le Media Control puis au bas du « Top 50 ».

Trente secondes au téléphone

Ce processus était déjà extrêmement long. Récemment, Sharon Spiteri, la chanteuse de Texas, remarquait : « Pendant longtemps, nous avons cru que les Français ne nous aimaient pas. I Don't Want a Lover (l'un des tubes de l'été) avait été numéro un partout en Europe avant même de commencer à grimper en France. Aujourd'hui c'est le pays où nous avons le plus vendu. » Mais Texas n'en est qu'à son deuxième 45-tours en France, alors qu'en Grande-Bretagne le groupe a déjà extrait quatre titres de son album. Avant même l'arrivée des panels, la France qui chante et qui danse bougeait au ralenti avec chaque année, en moyenne, huit titres « numéro un » contre une vingtaine aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

C'est alors que les programmeurs FM ont eu une révélation.

Pierre Bellanger, PDG de Skyrock, troisième réseau national destiné aux quinze à trente-cinq ans, après Fun et NRJ, la résume ainsi : « Nous nous sommes aperçus, grâce à des enquêtes qualitatives, que le tableau de bord que nous utilisions jusqu'ici n'était pas fiable. Que le « Top 50 » était en fait une dictature des minorités et que certains titres commerciaux provoquaient des réactions de haine de la part des auditeurs. » La réponse à ce décalage est venue toute seule : il fallait demander leur avis aux auditeurs, dans les conditions de n'importe quel sondage commercial. On a donc adopté la technique en usage aux États-Unis. Les membres de l'échantillon doivent se prononcer sur la base d'un extrait de trente secondes de chaque titre, passé généralement par téléphone.

La première conséquence de l'usage des panels a été l'adoption du format « Top 40 » par certains réseaux, dont Skyrock. Ce format de programmation, depuis longtemps en usage aux États-Unis, se limite au passage de quarante titres récents (auxquels on adjoint, selon les stations, une proportion variable de titres anciens dits « standards » ou « gold »), afin de pouvoir satisfaire l'attente moyenne de n'importe quel auditeur à n'importe quel moment. Une playlist de cent titres sous-entend un nombre de rotations faible. Les auditeurs ne pouvaient donc les reconnaître immédiatement. Comme le fait remarquer Pierre Bellanger : « Depuis que nous avons adopté le format Top 40, nos auditeurs ont

l'impression que nous passons plus de nouveautés alors qu'il y a moins de titres, simplement nous les passons plus souvent et ils les reconnaissent en tant que nouveautés. »

La foi des convertis

Les réseaux qui s'adressent à un public plus âgé et dont l'essentiel de la programmation est constitué de titres anciens fonctionnent selon le même principe. Sur RFM/La radio FM, le nouveau format adulte a été adopté après enquête, et aujourd'hui, selon l'expression de Jean-Bruno Michau, « la recherche coûte trop cher pour qu'un disc-jockey puisse prendre la décision de se lancer dans une telle aventure ». RFM consacre chaque mois 400 000 francs à cette recherche et travaille avec un échantillon de 320 personnes dont 250 sont interrogées chaque semaine. Le questionnaire énumère les mêmes questions que sur les autres stations : « Connaissez-vous ? Aimez-vous ? En avez-vous assez ? Est-ce l'un de vos favoris ? »

Il ne suffit pas qu'un titre soit aimé par une forte minorité, voire la majorité, il faut encore qu'il n'indispose personne. Dans le cas des titres anciens, il doit être présent dans toutes les mémoires. Jean-Bruno Michau décrit le travail de recherche de sa station comme une investigation de l'inconscient collectif musical, et il ajoute : « Si les gens ont plus envie d'entendre Yesterday que Blackbird, ce serait de l'éli-

mine de ma part que de leur imposer mon choix. » Mais le résultat est également un appauvrissement de la mémoire. Il y a peu de temps, Pete Townshend justifiait ainsi sa décision de remettre les Who sur la route : « En très peu de temps, le groupe a été réduit à cinq ou six chansons, pas forcément les meilleures », et il mettait en cause le rôle des programmeurs radio américains.

En France, les adeptes du marketing scientifique affinent la foi des convertis. A l'idée de plages de programmation dégagees des contraintes imposées par les panels, Pierre Bellanger, ancien des radio libres, répond simplement : « Il faut savoir ce que l'on veut : ou l'on s'engage à fond dans une logique et on en fait une dynamique pagaille, ou on signe un chèque de 25 millions de francs par an (le budget de Skyrock) et on fait la radio qu'on a envie d'écouter. »

Dans les maisons de disques, on essaie de contourner l'obstacle ou d'en faire un appui. CBS participe au financement des enquêtes de Skyrock (réalisées par un département interne au réseau) en achetant des questions sur la liste proposée aux auditeurs. D'autres labels s'intéressent à des stations régionales par le passé, sortant de l'échantillon de Media Control, essayant de faire passer les disques par les quelques canaux qui restent ouverts. Du coup, les radios périphériques se retrouvent à l'avant-garde, ce qui est dans la programmation de titres français (en chute libre sur la bande

FM) ou même de titres rock (grâce à leurs émissions de fin de soirée). Même NRJ, en la personne de son directeur Max Guazzini, responsable de la programmation, apparaît comme un modèle d'audace dans la mesure où elle programme un titre parce qu'il y croit. C'est sans doute son privilège de numéro un.

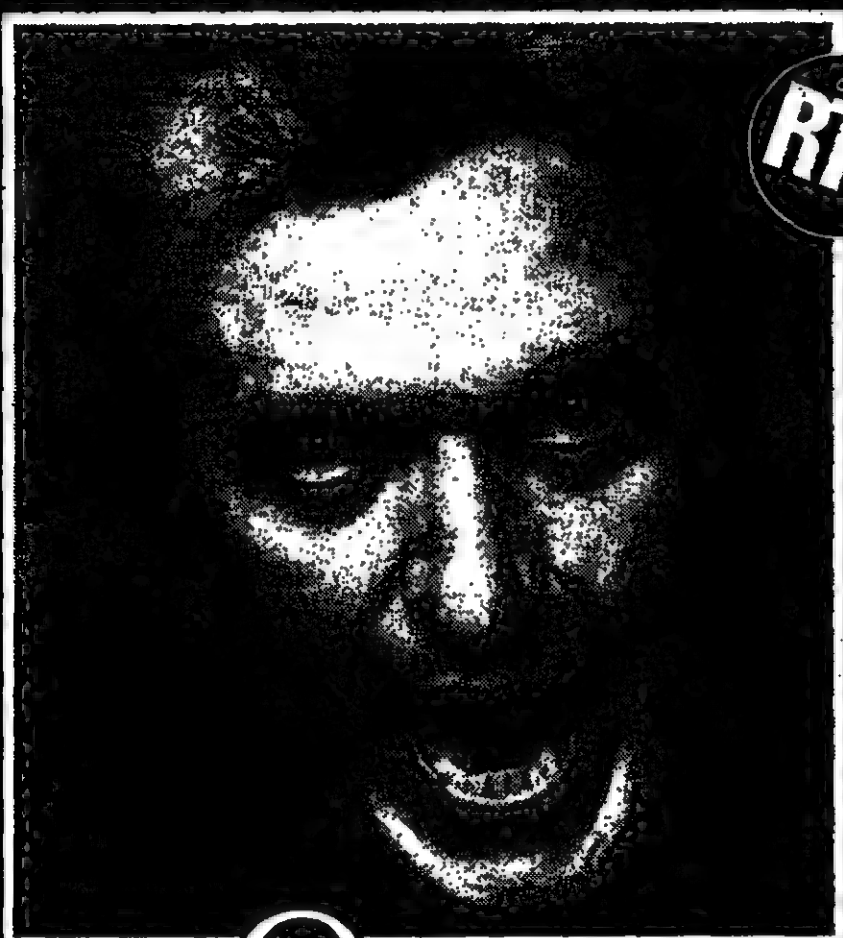
Mais les créneaux visés par les grands réseaux (15-35 ans pour NRJ, Fun et Skyrock, 25-40 ans pour Europe 2 et RFM) ne sont pas extensibles à l'infini. Manque encore au paysage radiophonique l'aire extrême de la chaîne, des radios s'adressant à des auditeurs plus restreints et plus aptes à absorber des titres nouveaux. A Paris, Outo-FM, avec sa programmation rock exhaustive et aventureuse (trois cent titres en playlist) est sans doute la préfiguration de l'équivalent français des college radios américaines. Et quand RTL a décidé de lancer sa station FM avec Maximilien, la station a retenu un projet qui, sous une définition neutre (la nouvelle musique actuelle), fait la part belle à la dance music, c'est-à-dire à un genre spécifique et à son public.

Pour l'instant les panels, qui devaient être l'expression des désirs du public, ont contribué à restreindre ses choix, mais quelques signes avant-coureurs permettent d'espérer que la FM française, après avoir été chercher sa matité économique outre-Atlantique, trouvera sur place son équilibre créatif.

THOMAS SOTINEL

RUGGERO RAIMONDI

avec l'ORCHESTRE du CONSERVATOIRE TCHAIKOVSKI DE MOSCOU sous la direction de LEONID NIKOLAEV



OPERA
DE PARIS
BASTILLE

10 JANVIER 1990

Concert exceptionnel au profit de la Fondation Pasteur-Weizmann, avec Ruggero Raimondi.

Au programme : Grands airs d'Operas russes et italiens (Moussorgski, Glinka, Borodine, Rimski Korsakov et Verdi).

11 JANVIER 1990

Concert de l'Orchestre du Conservatoire Tchaïkovski de Moscou dans des œuvres de Tchaïkovski et de Prokofiev.

12 JANVIER 1990

Ruggero Raimondi. Même programme que le 10 janvier.

RESERVATIONS : 40.01.16.16

Lettres intimes

Des milliers de « confidences », recueillies dans un « Guide de la musique de chambre ». Indispensable

Alors qu'il avait soixante-troize ans, Leo Janacek écrivit au comte de la plume, en vingt jours à peine, un quatuor à cordes où il avait mis toute sa passion et ses chants d'amour pour une jeune Tzigane, et où il « racontait » sentiments et événements au point d'appeler son œuvre *Lettres intimes*.

Tel est le trésor que nous offre la musique de chambre : la douceur, la chaleur, les confidences de l'intimité, la « conversation » entre des personnes, transmettant les confidences, les « lettres intimes » des compositeurs.

Pour bien les percevoir, vient de paraître un merveilleux *Guide de la musique de chambre*, succédant aux indispensables ouvrages sur la musique symphonique et la musique de piano. Cent soixante-quinze compositeurs, plus de mille cinquante œuvres, les auteurs ont fait bonne mesure : entre Fauré et Haendel, par exemple, on découvre Franck, Debussy, Ravel, Schumann, Brahms, Dvořák, Grieg et Haba.

Pour toutes les grandes œuvres, les analyses sont assez longues en général (avec des citations pour les principaux thèmes) et pas trop techniques ; elles permettent de suivre le mouvement formel de la musique, soit à l'écoute seule, soit avec une partition où elles fournissent une sorte de carte d'orientation. Les indications historiques, succinctes, sont cependant suffisantes pour éclairer la genèse ou la signification de l'œuvre.

Si les classiques se taillent la part du lion (71 pages pour Haydn, 54 pour Mozart), on apprécie aussi d'avoir des notices, brèves mais substantielles, sur des partitions rarement jouées, telles les 16 Quatuors d'Alois Haba ou les quelque 40 œuvres de musique de chambre de Hindemith.

Certains auteurs, précieuses en particulier, posaient un problème quasi insoluble en raison du nombre d'œuvres qu'ils ont composées et du côté un peu interchangeable de celles-ci, tels Vivaldi ou Haendel (liquidés en 3 pages !). L'équipe des analystes est restée à peu près la même que pour le *Guide de la musique de piano*, avec Adolphe de Placs (XVIII-XIX siècles), Pierre-Emile Barbier (Europe centrale et Russie), Harry Halbreich (comme toujours tous azimuts, avec des analyses et des images lumineuses, d'Alkan à Vienne, en passant par Enesco, Martinu, Scelsi et Magnard), Jean-Alexandre Ménérier.

VIENNE DE PARAITRE : *Dictionnaire des interprètes et de l'interprétation musicale au vingtième siècle*, par Alain Paris. — Réédition de cet ouvrage très précieux de 1982, déjà révisé en 1985, se soixante-trois à jour. En huit ans, le livre a gagné 238 pages, ce qui confirme l'inflation galopante du nombre des artistes (2 300 biographies) et des concertos. A travers ces notices, c'est toute la vie musicale et la légende de notre siècle qui défilent. (Ed. Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1120 pages, et 16 pages hors texte, 120 F.).

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

Musique de piano et de Clavecin, 870 p., 120 F.

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

Guide de la musique de chambre, éditions Fayard, 1 000 pages, 150 F. — Rappel : la *Musique symphonique*, 896 p., 120 F. ; la *Musique de piano et de Clavecin*, 870 p., 120 F.

LES HAUTS LIEUX DE L'OPÉRA. — Dans cette nouvelle collection, dirigée par Alain Duault, trois volumes qui racontent l'histoire, la mythologie, les divas de la Scala de Milan (par Sergio Segalini, 288 pages), Covent Garden, de Londres (par Pierre-Jean Rémy, 252 pages) et l'Opéra de Paris, avant la Bastille (par Alain Duault, 316 pages). Les deux premiers donnent d'utiles renseignements pratiques pour les visiteurs français. (Ed. Sand, 6, rue du Mail, 75002-Paris, chaque volume, abondamment illustré, 95 F.).

JACQUES LONCHAMPT

CULTURE

ARCHITECTURE

Paris, les atlas de l'an 2000

Un ouvrage, deux expositions, trois manières au moins de penser à la ville



La « lame » d'architecture du 27, boulevard Victor à Paris.

La nouvelle décennie fait l'objet de tous les rêves, de toutes les supputations et prédictions possibles. Il est un domaine cependant qui relève beaucoup moins du mystère de l'avenir et beaucoup plus du présent : celui de l'urbanisme et de l'architecture. A cet égard, les dix années qui viennent de s'écouler ont été pour Paris, qui, après la décennie des grands travaux, devait entrer dans celle des grands projets urbains. C'est en tout cas une condition minimale pour que la capitale française entre dans la troisième millénaire avec l'ambition d'une capitale européenne. La concurrence sera grande puisque, après Londres et Paris, Berlin semble devoir se mettre à son tour sur les rangs.

L'Etat, la ville et la région ont, durant toute l'année passée, fait de prendre le problème au sérieux. De grands dispositifs scéniques se dessinent, de formidables infrastructures se conçoivent dans les profondeurs de la ville, comme le projet LASER, ou aux croisements des vagabondages citadins, comme l'interconnexion du TGV et de l'avenue de la République. Tout cela va engendrer de nouveaux flux et même sans doute un vocabulaire technique assez impressionnant. Mais les tenants du destin de la ville auront-ils les outils nécessaires pour lui donner forme ? S'ils les ont, sauront-ils s'en servir ? Enfin, ces outils seront-ils assez performants pour faire oublier les erreurs d'un demi-siècle d'arrogance constructive et de brutalité urbaine ?

Encore que l'année ne soit pas toujours la meilleure solution : « Peut-on fonder la ville sur l'oubli et accessoirement sur la mesure de ce qui existait ? Peut-on lui ménager un avenir sans assimiler le passé ? », écrit ainsi Bruno Fortier en présentant dans l'Architecture d'aujourd'hui son atlas de Paris et l'Exposition qui l'accompagne à l'IFA 7. Et voilà bien l'un de ces outils nécessaires aux gestionnaires de Paris. Un outil qui ne se laisse guère cerner — sinon par ses réalisations, et encore... — car il s'agit tout à la fois de mémorisation et d'analyse, d'histoire et de dessin informatif, de science et de poésie. Le tout appliqué, dans les limites de Paris, à un territoire complexe et moderne, qui efface toutes les frontières entre des savoirs usuellement segmentés : l'archéologie, la cartographie, l'urbanisme, l'architecture enfin dans ce qu'elle a d'ailleurs de plus sensuel et de plus merveilleux.

C'est ainsi que, scartelés entre les indications de plans et relevés anciens (comme celui de Vassier et Belanger, de 1810 à 1860), les exigences d'un cadastre parisien étrangement contemporain (1971-1979), les marques sensibles de l'archéologie urbaine, les archives des architectes, nous sont restitués quelques-uns des hauts lieux de la physiognomie parisienne, dans toute

leur épaisseur historique, et avec tout le poids des « utopies » qui les ont parfois suscités, ou qu'ils ont parfois fait paraître. Car une des dimensions les plus spectaculaires du travail de Fortier est d'avoir retrouvé et montré les cicatrices de l'imaginaire : loin d'être utopique, sans lieu d'inscription, cet imaginaire — par exemple à travers les projets abandonnés — a en effet contribué tant à ouvrir, tant à limiter le choix d'architectes soucieux alors de continuité et de signification urbaine.

Voici l'extravagant passage du Caire, l'hôtel Théodosien, auquel on ajoute les barrières du même Ledoux, les allées de l'Observatoire, marquées par un méridien oublié, le viaduc de Passy, épousailles fracassantes de la ville et du métro, la lame d'architecture du 27, boulevard Victor... Quelques-uns parmi les quinze exemples rassemblés par l'atlas et qui pour neuf d'entre eux, vient illustrer, troisième dimension à l'appui, l'exposition de l'IFA dans une mise en scène austère, raffinée et sophistiquée d'Italo Rota.

Un zeste de pédagogie

Sans le sensuel et le merveilleux, l'aventure de Bruno Fortier et de son équipe de l'IFA — commencée en 1983 — rassemblerait à celle de l'inventaire général des richesses artistiques de la France, entreprise farfelue qui repère, dénombre, décrit, analyse le patrimoine français. Mais justement, tandis que cette dernière aura longtemps hésité entre deux fonctions également envahissantes — inventurer ou élaborer l'outil inventaire — pour se replier enfin sur l'idée d'un « pré-inventaire », l'équipe de Fortier aux côtés de son s'en tenir à l'expérimental. De, car l'indigence chronique des fonds alloués à l'architecture, et tout particulièrement à la recherche architecturale, a obligé Fortier, comme tant d'autres chercheurs, à des acrobaties budgétaires qui sont devenues haute volée pour le montage de l'exposition. Ainsi les maquettes de l'exposition devaient être revendues, jusqu'à ce qu'Yves Dange, délégué interministériel à la ville, ne s'engage de leur sort.

Mais comme les architectes savent parfois se servir des contraintes de la ville pour exprimer au plus juste, au plus vrai, leur projet, de même Fortier a su tirer parti de ses limites budgétaires pour figurer son artisanat d'avant-garde et porter sa méthode, cocktail d'érudition et d'élitisme (architecture à un niveau rare de finesse technique), à un niveau rare de nonchalance, de poésie, comme toute. Et cela n'a pas que des avantages. S'en tenir à une première lecture de l'exposition sans au moins un feuillet d'après l'atlas risque de donner une impression d'artifice ou de manipulation, comme si l'appareil-

lage technique, les plans, les projections, les axonométries nées d'une heureuse et persévérante utilisation des ordinateurs, n'étaient que l'alibi scientifique d'une démarche purement créatrice, ou comme s'ils avaient pour première fonction de conserver au chercheur et à l'architecte une bien inutile distance vis-à-vis du *vilain* projet. Il ne faut pourtant pas s'arrêter à cette première impression, il faut obéir à l'effort qu'a fait l'équipe de Fortier en accordant au public un zeste de pédagogie. Le jeu en vaut la chandelle.

Lieux communs

C'est l'IFA, il est vrai, maison (trop) principalement tournée vers les professionnels, qui a produit ce brillant atlas. On aurait pu s'attendre que la Ville de Paris prisme davantage sa part d'un tel travail et assure, par exemple au pavillon de l'Arsenal, la poursuite et la constance de cette démonstration pour le public parisien et ses élus. L'Arsenal nous habituait en effet à une belle politique d'équilibre entre la présentation de recherches et la pédagogie. Les, on ne sait sous quelles influences, il a ces temps-ci à réactualiser l'image d'artistes irresponsables ou futilités que les architectes semblaient avoir choisis de fuir depuis quelques années. Aux exceptions d'usage, les lieux communs éculés de la BD science-fiction, des OVNI en pagaille, des mags artistiques incohérents, des faiblesses actuelles de l'enseignement, des projets au rendu si prétentiment sophistiqué que seuls les tricheurs patentés des jurys peuvent prétendre en percevoir le sens... quand il s'agit, bien sûr, de leurs poulains.

Retrouver une culture urbaine et architecturale, la force et la générosité de l'imaginaire, voire de cette tarie à la crème qu'est devenue l'utopie, c'est sans doute apprendre à ne pas se payer ni de mots ni d'images. L'utopie, il faut pouvoir et vouloir y croire. Faute de quoi, on s'ennuie.

FREDERIC EDELMANN

► Bruno Fortier, Institut français d'Architecture, la Métropole Imaginaire, un atlas de Paris (DIX, XX^e siècle), éd. Mardaga, 254 pages. Exposition à l'IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris, jusqu'au 17 février. « Paris, architecture et utopie », pavillon de l'Arsenal, 21, bd Morlan, 75004. Jusqu'au 21 février. Catalogue, 238 pages.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Décès

— M^{me} Jean Bernard, sa mère, M^{me} et M^{me} Jacques Bernard, M^{me} Anne Bernard, M^{me} Dominique Bernard, ses frères, belle-sœur et sœurs, Béatrice et Christophe Jacquin, Franck, Corinne et Sandrine Bernard, ses sœurs et nièces, Les familles Bernard, Teissier et Perrot, ses parents et alliés, Et tous ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

Jean-Marie BERNARD,

survécu à Paris, le 27 décembre 1989, dans sa trente-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 4 janvier, à 13 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6, et sera suivie de l'inhumation au cimetière Montmartre, Paris-18.

34, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

— M^{me} Gérard Bloch, M^{me} et M^{me} Claude Gozlan, M^{me} et M^{me} Roger Bloch, ses enfants, Anne et Jacques Bloch, Dominique et Thierry Gozlan, Céline et Estelle Bloch, ses petits-enfants, Ainsi que les familles parentes et alliées, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Jacques BLOCH,

survécu à Mulhouse le 29 décembre 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 4 janvier 1990, à 14 h 30, au cimetière israélite de Mulhouse.

60, rue de Stalingrad, 68100 Mulhouse.

— « J'ai toujours désiré habiter un jour la maison du Seigneur. »

Georges et Marie-Christine Favre, Le professeur Chantal Favre-Bismuth, Christine Gérard Favre, Pierre et Dominique Favre, François-Régis Favre, Michel Favre, Olivier et Danièle Favre, Thierry Favre, Françoise Bernard Favre, Marie Favre, Anne-Françoise Favre, Le docteur Béatrice Favre, Roselyne et Michael Wolf, ses enfants,

Le docteur Jean-Christophe et Evelyn, Nicolas, Caroline et Jean, Benjamin, Anne et Ilan, Valérie, Jean-Hervé, Nathalie, Guillaume, Constance, Adeline, Mathilde, Leticia, Hélène, Marine, Jean-Baptiste, Gwénaële, Sébastien, Marie-Coréline, Jean-Pierre, Jean, Amore, Emmanuel, Scarlett, Gabriel, ses enfants,

Camille, Jonathan, Louise, Jessica, Maxime, Antoine, ses arrière-petits-enfants, M^{me} et M^{me} Robert Cuny, M^{me} André Cuny, Le professeur et M^{me} André Mossongon, M^{me} Georges Dor, M^{me} et M^{me} Bernard Favre, M^{me} Georges Boucher, M^{me} Madeleine Favre, ses frères, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants,

Les familles Boucher, Perria, Rocher, Aussolat, Bon et Calles, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jean FAVRE,

survécue le 31 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

Jean FAVRE

(1905),

ses enfants,

Béatrice

(1939),

Jean-Hervé

(1954),

Gérard

(1976),

Bernard

(1981).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 3 janvier 1990, à 11 heures, en l'église de Cormin.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

88310 Cormin.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le Père Jean Cardonnel

Jacques Cardonnel, Et leur famille, annoncent la mort de

Yvonne CARDONNEL,

leur mère, en sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation a eu lieu.

L'eucharistie sera célébrée dans l'église des dominicains, à Montpellier, vendredi 5 janvier, à 18 h 30.

« Qui ne croit ne verra jamais la mort. »

— M^{me} Simone Hauser,

née Lyon-Caen,

son épouse,

Etienne et Sylvie Hauser,

Jean-Michel et Gladys Hauser,

Danièle Hauser et Maurice Imbard,

Marianne Hauser,

ses enfants,

Ainsi que tous ses petits-enfants,

Les familles Moch-Hauser,

Belmont-Hauser,

M^{me} Denis Hauser,

Les familles Weill, Rosenberg, Man-

rice Lyon-Caen, Robert Lyon-Caen,

Bernard Lyon-Caen,

ont le deuil de faire part du décès

accidentel de

François HAUSER,

ingénieur ECP 1939,

survécu à Paris, le 26 décembre 1989,

dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu à Paris,

dans l'intimité.

199, rue des Pyrénées,

75020 Paris.

— On nous prie de faire part du

décès du

professeur

L. JUSTIN-BESANCON,

membre de l'Académie nationale

de médecine,

professeur honoraire

à la faculté de médecine,

médecin honoraire

des Hôpitaux de Paris,

commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre,

médaille de la Résistance,

cité à l'ordre de la Nation,

président d'honneur

de la Croix-Rouge française,

survécu le 26 décembre 1989, dans sa

quatre-vingt-neuvième année, muni des

sacrements de l'Eglise.

De la part de :

son épouse,

M^{me} Jeanne Justin-Besancon,

ses enfants,

Professeur et M^{me} François Besancon,

M^{me} Claire Besancon,

Professeur et M^{me} Alain Besancon,

Docteur Lise Besancon,

Docteur Laure Besancon,

Professeur et M^{me} Pierre Besancon,

Docteur et M^{me} Denis Besancon,

Ses vingt-trois petits-enfants,

Ses dix-sept arrière-petits-enfants,

Ses beaux-enfants,

M^{me} et M^{me} Maurice Fiore

et leur fille Frédérique,

M^{me} et M^{me} Jacques Fiore

et leur fille Sandrine,

son beau-frère,

sa belle-sœur,

M^{me} et M^{me} Roger Lorot,

Les familles Besancon, Hardy,

Isambert, Delagrèze, Asic, Bo-

guez, Barthélémy, Bilet.

La cérémonie religieuse sera célé-

brée le jeudi 4 janvier 1990, à 10 h 30,

en l'église Saint-François-Xavier, bon-

levard des Invalides, Paris (7^e).

L'inhumation aura lieu le même

jour dans le caveau de famille, au

cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Condoléances sur registre seu-

lement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, rue Barbet-de-Joury,

75007 Paris.

Aix-en-Provence. Lyon.

M. Bernard Vincent

et ses fils Raphaël et Olivier,

Le docteur et M^{me} Guy Miletto,

M^{me} et M^{me} Gabriel Vincent,

M^{me} Marie-Catherine Bernard

et sa famille,

M. Vincent Miletto

et sa famille,

M. et M^{me} Pierre Miletto,

Leurs parents et alliés,

ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Brigitte MILETTO,

épouse Vincent,

survécue accidentellement le 30 décem-

bre 1989, dans sa trente-neuvième

année.

Les obsèques auront lieu en la cathé-

drale Saint-Sauveur, le mercredi 3 jan-

vier 1990, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le clos des Abeilles,

Chemin Noir,

Les Pinchamps,

13100 Aix-en-Provence.

Anniversaires

— A l'occasion du trentième anni-

versaire de la mort de

Pierre de GAULLE,

ancien président

du Conseil municipal de Paris,

député, sénateur,

une pensée est demandée à tous ceux

qui l'ont connu et aimé.

On y associera le souvenir de son

épouse,

Madeline de GAULLE,

née Delepoire,

décédée en 1974.

— Il y a deux ans, à cinquante-deux

ans,

Angélique

PÉLISSIE du RAUSAS,

née Rostaing,

quittait

Ses enfants,

Ses parents,

Sa famille.

Elle rejoignait son mari,

Jean-François,

décédé le 10 octobre 1984.

Que ceux qui les ont connus aient

une pensée affectueuse pour eux.

— Strasbourg. Châtillon-sur-Loire.

Paris. Aix-en-Provence.

Il y a vingt ans, le 3 janvier 1970,

Pierre WEIL

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et

aimé aient une pensée pour lui.

Nominations

— M. Alain LARAMÉE,

directeur de la communication

du groupe SARI

et vice-président d'Informart,

a été nommé au grade de chevalier de

l'Ordre du Mérite, par le ministre de

l'Industrie et de l'aménagement du ter-

ritoire.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mat. Signification des symboles : P Signifié dans « la Monnaie radio-télévisée » ; F Film à l'écran ; On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef d'œuvre ou classique.

Mardi 2 janvier

TF 1

- 20.30 Cinéma : La grande évasion. ■
Film américain de John Sturges (1962). Avec Steve McQueen, James Garner, Richard Attenborough.
23.25 Magazine : Siropoco.
De Denis Chegaray, présenté par Carlos. Sommaire : La rivière sans colat ; Les nains Berg ; La petite scrobote chinoise ; Le retour de Raoul.
1.10 Journal, Météo et Bourse.
0.30 Série : Mémoires.
1.00 TF1 nuit.
1.35 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.00 Info revue.

A 2

- 20.35 Les dossiers de l'écran : La maison du lac. ■
Film américain de Mark Rydell (1981). Avec Katherine Hepburn, Henry Fonda, Jane Fonda.
22.35 Dédé : Le troisième bonheur.
Avec Pierre Joss, ministre de l'Intérieur, François Furet, gérontologue, Gérard Badou, journaliste, Pierre Angel, psychodépendant, Jacqueline Durand, rédactrice en chef du journal Notre Temps, Sébastien Roy, député, Arielle Dombasle, comédienne, Danièle Delorme, comédienne, Fiam, dessinateur, Thierry Desautel, petit-fils de Marcel Desautel.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.50 Météo.
23.55 Variétés : Les 3 B.
Gilbert Bécaud à l'Olympie.

FR 3

- 20.30 INC.
20.45 La dernière séance. 1^{er} film : Son machine à explorer le temps. ■
Film américain de George Pal (1960). Avec Rod Taylor, Alan Young, Yvette Mimieux.
22.25 Dessins animés. Bug's Bunny ; Tex Avery.
23.50 Journal et Météo.
23.16 2^e film : La guerre des cerveaux. ■
Film américain de Byron Haskin (1967). Avec

George Hamilton, Suzanne Pleshette, Richard Carlson (v.o.).

- 1.00 Musique : Cocktail de nuit. Horacio Salgan et Ubaldino De Lio ; Mohar ; Stravinski.

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Eclair de lune. ■
Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Vivre et laisser mourir. ■
Film britannique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour (v.o.).
0.10 Cinéma : La sentinelle des maudits. ■
Film américain de Michael Winner (1976). Avec Chris Sarandon, Christina Raines, Martin Balsam.
1.40 Documentaire : A Duke named Ellington.

LA 5

- 20.40 Cinéma : Les superfilms de Miami. ■
Film italien de Bruno Corbucci (1985). Avec Terence Hill, Bud Spencer.
22.30 Spécial Paris-Dakar.
23.00 Série : La voyageuse.
23.00 Magazine : Nomade.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Thibaud ou les croisées (rediff.).
1.05 Série : Thierry la Fronde.
2.10 Feuilleton : César Bortolotto (2^e épisode).
3.30 Le Journal de la nuit.

M 6

- 20.30 Téléfilm : L'impossible alibi.
De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxanne Hart.
Une énigme policière doublée d'une histoire d'amour.
22.20 Magazine : Ciné 6.
22.35 Cinéma : La blonde de Pékin. ■
Film franco-italien de Nicolas Gessner

(1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook, Edward G. Robinson.

- 0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Soulrock'n'hard.
1.00 Rediffusions.
Multitop : Mathieu, Gaston, Péluche ; Le jeune Fabre ; Culture pub ; Quand la science mène l'enquête (trio trio informel) ; Parousie sent.

LA SEPT

- 20.00 Spectacle : Bleu, blanc, Gouda.
21.00 Je me souviens des années 80.
21.05 Documentaire : La section Anderson.
De Pierre Schoendoerffer.
22.00 Cartes postales vidéo.
22.05 Documentaire : Rémémorance, la section Anderson vingt ans après.
De Pierre Schoendoerffer.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Travail à domicile.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel méditerranéen. Des goûts et des odeurs.
21.30 Débat. Nouvelles formes de pollution (rediff.).
22.40 Nuits magnétiques. Le décal entre les signes.
0.05 De jour au lendemain.
0.50 Musique : Code. La musique soul.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 17 novembre lors du Festival d'art sacré) : œuvres de Bruckner, par La Chapelle royale, l'ensemble Musique oblique et le Collegium vocale de Gand, dir. Philippe Herreweghe.
22.30 La palatine des traditions.
23.07 Club d'archives.

Mercredi 3 janvier

TF 1

- 14.25 Club Dorothée.
Série : Cap danger ; Dragon ball ; Le collège fou, fou, fou ; Les chevaliers du zodiaque ; Ken le survivant ; Spécial croissant ; Les jeux.
18.00 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Météo, Topi.
20.35 Variétés : Soirée solitaire.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Hubert Léonard, Jane Birkin, Pierre Dux, Variétés : Yves Duteil, François Valéry, Annie Cordy, West west west, Daniel Lavoie, Sylvie Joly, Didier Darche, Roch Voisine, Linda Willem.
22.25 Magazine : SOS.
Animaux de boucherie.
23.20 Documentaire : Les défis de l'océan.
Les travailleurs de la mer.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
0.40 Série : Mémoires.
1.05 TF1 nuit.

A 2

- 14.10 Cinéma : Mollère. ■
Film français d'Arlette Mouchon (1978). Avec Philippe Caubère, Josephine Darcourt, Brigitte Catillon (2^e partie).
16.20 La planète magique.
Emission présentée par Groucho et Chico. 80 zapp et ouagui ; L'invité : Duffy ; Série : Mille Caesars ; Ten et Jerry.
17.25 Série : Les voleurs.
17.50 Série : Les pique-assiettes.
18.15 Série : Mac Gyver.
19.10 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
Présenté par Patricia Laffont.
19.40 Jeu : Rira, rira pas.
Présenté par Georges Belier.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Série : Sentiments.
Voi pour Istanbul, de Peter Duffell, avec Jenny Segrove, Orchestre Londen.
22.10 Magazine : Résistances.
De Noël Membre.
Paroles d'enfants.
23.30 Informations : 24 heures sur la 2.
23.50 Météo.

FR 3

- 16.00 Magazine : Dans la cour des grands.
Avec à 16.00, le flash d'informations.
17.00 Flash d'informations.
17.05 Amuse 3.
Petit ours brun ; Derrier, le dernier dinosaure ; Les petits maîtres ; Auto vélo brevo ; Les Didiolos.

CANAL PLUS

- 15.35 Téléfilm : Preuve à l'appui.
De Roy Campanella, avec Margot Kidder, Barry Botwin.
17.05 Magazine : Exploits.
17.25 Cabou cadin.
Cléo et Chloé ; Baber ; Charlotte, Fléo et Benjamin.
En clair jusqu'à 21.00

- 18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
Présenté par Philippe Dera.
18.30 Top 50.
Présenté par Marc Tesson.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gélès et Antoine de Caunes.

- 21.00 Cinéma : Amsterdamned. ■
Film hollandais de Dick Maas (1987). Avec Hans Sloep, Monique Van De Ven, Serge-Henri Valois.
22.45 Flash d'informations.
22.55 Cinéma :
Trois places pour le 26. ■
Film français de Jacques Demy (1988). Avec Yves Montand, Mathilda May, Françoise Fabian.
0.35 Les diaboliques. ■ ■ ■
Film français d'Henri-Georges Clouzot (1954). Avec Véra Clouzot, Paul Meurisse, Simone Signoret.
2.25 Documentaire : Les allumés.
Double d'été, deux cordes pour mieux sauter, de Claude Chabrol et Jérôme Cassa.

LA 5

- 15.30 Feuilleton : Thibaud ou les croisées. (4^e et 5^e épisodes).
16.25 Dessins animés.
Les crâtes ; Gô ; Les Schtroumpfs ; Alice au pays des merveilles ; Sous le signe des mou-quelettes ; Super-nana.

- 18.30 Spécial Paris-Dakar.
18.50 Journal Images.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Série : Arnold et Willy.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Série : Sur les lieux du crime.
Entre deux fœts, de les Hommes, avec Gôz.
22.30 Spécial Paris-Dakar.
23.00 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Résumés.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 14.35 Téléfilm :
De Roland Bernard, avec Jean-Marc Thibault, Raymond Bussière.
17.05 Série : L'homme de fer.
8.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Campus show.
19.00 Série : Magnum.
19.55 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : L'impossible alibi.
De Roger Spottiswoode, avec Ed Harris, Roxanne Hart.
22.20 Magazine : Ciné 6.
22.35 Cinéma : La blonde de Pékin. ■
Film franco-italien de Nicolas Gessner (1967). Avec Mireille Darc, Claudio Brook, Edward G. Robinson.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Soulrock'n'hard.

LA SEPT

- 16.00 Je me souviens des années 80.
16.05 Documentaire : Un petit monastère en Toscane.
D'Orléans.
16.00 Concert : Viage pale attaque.
Zanini.
17.00 Documentaire : Giorgio Strehler.
17.30 Documentaire : Le maître du Palais.
18.00 Je me souviens des années 80.
18.05 Cinéma : Loulou. ■ ■ ■
18.50 Court métrage.
20.00 Spectacle : Bleu, blanc, Gouda.
21.00 Je me souviens des années 80.
21.05 Documentaire : La section Anderson.
De Pierre Schoendoerffer.
22.00 Cartes postales vidéo.
22.05 Documentaire : Rémémorance, la section Anderson vingt ans après.
De Pierre Schoendoerffer.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Travail à domicile.

FRANCE-CULTURE

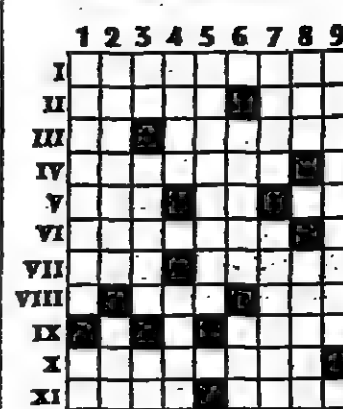
- 20.30 Antipodes.
21.30 Correspondance.
Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques.
Le décal entre les lignes.
0.05 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 5 juillet aux Journées Bach de Bayreuth) : Suite pour orchestre n° 4 en ré majeur BWV 1068. Concerto pour 3 violons en ré majeur, Cantate BWV 42. Concerto brandebourgeois n° 3 en sol majeur BWV 1048. Cantate BWV 202, de Bach, par l'Orchestre baroque de Fribourg, dir. Thomas Hengelbrock ; sol. Emma Kirkby, soprano.
22.20 Concert du GRM.
De Murray Sonorum (version courte), de P. Magagnoli.
Jazz-club.
En direct du Cabaret à Paris : Rhoda Scott, orgue, avec Steve Phillips, batterie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5165



HORIZONTALEMENT

1. Se laisse prendre par la bande. — 11. Change souvent pour celui qui met son nez partout. Prouve qu'on a dépassé les limites. — 13. On y a fait de bonnes sorties. Aime la neige. — 14. Rares sont ceux qui y entrent. — 15. Se termine en queue de poisson. Est très poilu. Un peu d'espoir. — 16. Leur présence témoigne d'un manque de culture. — 17. Finir dans l'eau. Employé pour nettoyer. — 18. Réunit le loup et l'agneau. On ne saurait en faire vite le tour ! — 19. Pas loin de Nîmes. — 20. A souvent plus de quarante degrés.

SOUTENANCES DE THÈSES

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Costa, galerie J.-B. Dumas, escalier 1 (Sorbonne), M. Francis Gorin : « Archéologie de Chonales, Nicaragua ».
— Université Paris-V (René-Descartes), sciences humaines Sorbonne, le vendredi 12 janvier à 14 heures, Institut de géographie, 191, rue Saint-Jacques, M. François Costard : « Distribution et caractéristiques du pergélisol sur Mars : son influence sur certains traits de la géomorphologie ».
— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le vendredi 12 janvier à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Claudine Bire, née Darc : « Jean-Louis Vanderschueren et son œuvre ».
— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 13 janvier à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M^{me} Danièle Aubry, née Serin : « Recherches sur la prière dans les conceptions religieuses de la Grèce antique ».

— XI. Se font planter. Victime de jadis.

VERTICALEMENT

1. Passion dévorante. Conjonction. — 2. Source de chaleur. Pas facile à partager. — 3. N'est pas étranger à certaines agitations. Vécit sur une île. Démontre. — 4. Combattit son successeur. Crées un vide. — 5. Susceptible d'échauffer puis d'enflammer. — 6. Présent avant l'absence. Ce que l'on peut avoir à la bouche quand on déguste. — 7. La belle captive. Livrée à elles-mêmes. — 8. Donc mieux connus. Rapprochera de la fin. — 9. Ouvras un bidon.

Solution du problème n° 5165

Horizontalement

1. Sortilège. — 11. Opécules. — 13. Lichée. — 14. Déesse. Mes. — 15. Ecouter. — 16. Ré. Sacc. — 17. Gd. Star. — 18. Fars. Sacc. — 19. Apl. Palen. — 20. Rio. Ar. — 21. Détéstée.

Verticalement

1. Solder. Fard. — 2. Opiscé. Epie. — 3. Recto. Griot. — 4. Triques. — 5. Ictère. Pas. — 6. Lue. Tasseit. — 7. Élémentaire. — 8. Gd. Arcade. — 9. Esus. Erines.

GUY BROUTY

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 42-47-87-27
Téléfax MONDOPAR 860672-F
Télécopieur : (1) 46-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
Cout des 100 ans : 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs de Le Monde »,
Société anonyme
des lecteurs de Le Monde,
Le Monde-Entreprise,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms :
et index de Le Monde sur (1) 42-47-88-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-41 et 45-55-91-71
Téléfax MONDOPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Type LEMONDE
ou 36-15 - Type LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 390 F	1 900 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYE : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Audience TV du 1er janvier 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	47,3	17,3	7,4	10,0	2,3	Happy Days	Magnum
19 h 45	50,9	19,9	7,2	9,5	4,3	Arnold et Willy	Magnum
20 h 16	61,1	23,5	15,3	8,5	2,9	Journal	Publicité
20 h 50	63,0	Nap/Lene	Dernier N°	10,4	2,8	Bourmes	M. le PDG
22 h 8	53,4	Nap/Lene	Dernier N°	10,4	2,8	Bourmes	Homme...
22 h 44	29,9	Nap/Lene	Eolles	3,4	1,8	Paris-Dakar	Homme...

Les m
financ
en 19

Virage

B

avec une hausse des
de 26,7 % en
1989, a
été un très bon
investissement, qui, s'il
est maintenu, s'élèvera
à 30 % des grandes
actions, entre 46 % et
50 % des moyennes
de la Bourse de France
et 51 % des
indices CSE.

INDICES HEBDOMADAIRES

COMPARTEMENTS

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Indice CSE 100 :
11 décembre 1989

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les marchés financiers en 1989

Virage...

Amorcé en 1982, l'essor économique se poursuit toujours à l'aube des années 90. Jamais les pays industriels n'ont traversé une phase d'expansion aussi longue. Les marchés financiers sont les reflets fidèles de cette époque. Leur prospérité a été sans égale et le démontre. Presque toutes les places culminent à des niveaux historiques, Paris, Francfort, Londres, New-York, Tokyo, Zurich, Bruxelles, Milan, Amsterdam.

Même si pour arriver sur ces sommets, les voies empruntées ont souvent été différentes, à cause des facteurs propres à chaque nation, la convergence d'intérêts n'a cessé de grandir ces dernières années. Le phénomène est particulièrement marqué à la fin de 1989. A l'arrivée, tous les marchés se sont retrouvés groupés dans un mouchoir de poche, ou presque... Entre le premier et le dernier du classement, l'écart n'excède pas beaucoup plus de 10 %, ce qui ne s'était pratiquement jamais vu.

Comme les économies, les Bourses se mondialisent et sont désormais presque entièrement interconnectées. Elles vivent en symbiose, s'alimentent aux mêmes sources, éprouvent les mêmes joies, ont les mêmes soucis. Leurs règles et leurs lois s'harmonisent peu à peu. Bref, onze ans avant le grand saut dans le troisième millénaire, le grand marché boursier sans frontières laisse apparaître ses contours. Mais il s'esquisse seulement.

Si sa mise en place exigera encore beaucoup d'efforts, il faudra peaufiner les techniques et les assouplir. La rapidité d'exécution sera alors fonction du degré d'expansion économique. La Bourse est devenue affaire de professionnels. Mais plus que jamais l'argent reste le nerf de la guerre.

Si la « veuve de Carpentras », devenue encombrante, n'a plus sa place sur le parquet des supermarchés, les « golden boys » ne la remplaceront pas dans son rôle. C'est encore et toujours elle, en qualité de consommateur et d'épargnant, qui tient les cor-

dons de la bourse. Sans, ou avec une moindre expansion, les liquidités manquent et condamnent les institutionnels à l'immobilisme et les marchés au marasme.

La croissance se poursuivra-t-elle ? A cet égard 1989 a, semble-t-il, marqué un tournant. Après s'être poursuivi pendant sept ans, l'essor économique décline. Mais aucun expert ne se hasarde encore à en prédire la fin. Au contraire, avec la fin de la guerre froide et la réduction probable des budgets militaires génératrice d'économies, tous les organismes de conjoncture sont plutôt optimistes. Ils s'accordent tous, l'OCDE en tête, à pronostiquer au moins deux nouvelles années d'expansion modérée, sans véritable flambée inflationniste.

Quelques augures en viennent à rêver d'un développement rapide des échanges avec les pays de l'Est, un relais inespéré pour faire la soudure entre deux cycles d'expansion. L'hypothèse est séduisante. Elle comporte, certes, bien des zones d'ombre, mais commence tout de même à faire son chemin sur les marchés financiers.

Avec des PER (price earning ratio ou rapport cours-bénéfices) redevenus généralement plus raisonnables (autour de 13 à 15 contre 20 à 25), grâce à l'accalmie de 1989, ces marchés semblent bien équipés pour absorber dans de bonnes conditions cette dernière étape du siècle, sans avoir trop à redouter les cahots d'une modernité, souvent trop radicale et trop rapide.

Au grand air de l'OPA, qui a baigné la décennie écoulée, pourrait bien succéder, durant les années 90, une ère de réorganisation tranquille dont les marchés, eux-mêmes remodelés, seraient la pierre angulaire. En dix ans, l'indice mondial des Bourses de valeurs vient de monter de 362 %. Est-il possible de conserver une telle cadence ?

Dossier établi par ANDRÉ DESSOT, DOMINIQUE GALLIES, YVES MAMOU et FRANÇOIS REMARD, avec la participation de FRANÇOISE HOLTZ.

Bourse de Paris : au quatrième rang

AVEC une hausse des cours de 26,7 % en moyenne, 1989 a encore été un très bon millésime, qui, s'il n'atteint pas la qualité des grandes années 83, 85, 86 et 88 avec des hausses comprises entre 46 % et 57 %, permet quand même à la Bourse de Paris d'arriver à la quatrième place du palmarès mondial. Ce score est le huitième meilleur enregistré par la place française au cours de ces vingt dernières années. La roue tourne. Cette fois, les gagnants portent des noms moins prestigieux qu'en 1988. Ce sont Metalcorp (+ 209 %), Raffinage-distribution (+ 144 %), Esso (+ 113 %), Docks de France (+ 109 %), Valource (+ 96 %) et BP France (+ 98 %). Les perdants s'appellent Ingenico (- 51 %), Thomson-CSF (- 33 %), CSEB

(- 29 %), Avions M. Dessault (- 23 %), Radiotechnique (- 20 %). Si globalement l'activité s'est stabilisée (3 880 milliards de francs de transactions), avec même une très légère tendance à décliner (- 1,6 %), le fait marquant a été le brutal gonflement des échanges sur le RM, dont le montant, encore une fois record (593,4 milliards de francs), s'est accru de 59 %. Deux explications au phénomène : d'abord le système de cotation en continu (10 h-17 h) a fonctionné à plein régime. Ensuite quelques très importantes opérations financières, en particulier l'OPA d'un montant sans précédent (26 milliards de francs) en France, lancée par Suez sur la Compagnie Industrielle pour capturer le groupe d'assurances

Victoire, ont favorisé l'accélération des échanges. A l'inverse, en flèche l'année précédente, les obligations, à cause de la tension sur les taux d'intérêt, n'ont été que très peu touchées par la hausse du profit des entreprises pour 1989 (+ 13 %), le marché n'ayant pas trop piqué au relèvement des taux de base bancaire. Mais six semaines consécutives de

hausse appelaient inévitablement une correction.

En février la Bourse prit ainsi quelques bonnes bûches... techniques d'abord. Puis, tout au même temps, l'aggravation du déficit commercial américain, le retour des craintes sur l'inflation et l'argent cher, le défilé d'inités sus-

pecté dans le rachat d'American Can par Pechiney, la dénonciation par le chef de l'Etat dans l'émission « 7 sur 7 » de l'OPA-mania et les tentatives maladroites faites par le premier ministre pour corriger le tir, jetèrent un froid. Par ailleurs, la Bourse revint à la case départ et n'en décolla pratiquement plus jusqu'au printemps.

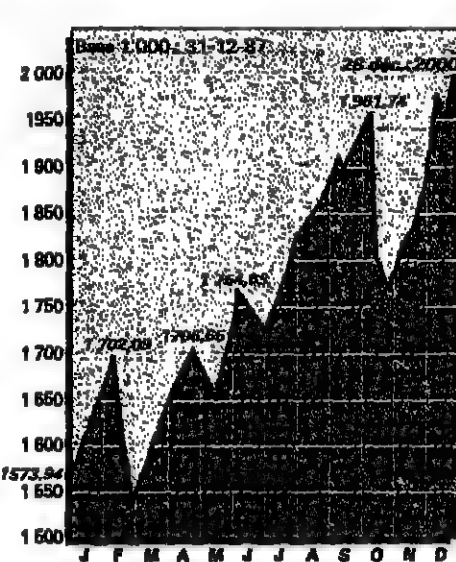
Les élections municipales n'éveillèrent même pas son attention. En revanche, l'amélioration de la situation de l'emploi aux Etats-Unis et du résultat des échanges commerciaux de la France (réduction du déficit puis excédent surplu) dopèrent un bon moment le marché, qui, sur des achats étrangers et domestiques, en profita pour battre un nouveau record d'altitude.

Après deux mois de baisse, la liquidation d'avril fut brillante (+ 6,37 %). Mais comme le firent remarquer certains spécialistes, il y a les statistiques et la façon de les interpréter. A la réflexion, jugeant leur optimisme excessif, les opérateurs firent le gros dos, se dégageant ou reprenant quelques positions à la lumière des dernières données sur la situation économique, de plus en plus contradictoires à mesure que l'année s'avance.

Ni les massacres de la place Tian-anmen à Pékin ni la mort de l'ayatollah Khomeini n'eurent le moindre effet sur les lambdas.

Lire la suite page 20

VARIATIONS DE L'INDICE CAC-40



L'indice CAC-40 a remplacé le 29 décembre, l'indice instantané de tendance. Limité à quarante valeurs-clés, il est devenu le thermomètre le plus fiable de la Bourse.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPARTIMENTS	6 jan. 1989	Plus haut 1989	Plus bas 1989	22 déc. 1989	Diff. en %
Indice général de base 100 : 31 décembre 1988					
Valeur française à revenu variable	100,0	126,7	102,9	127,7	+23,9
Valeur étrangère	100,0	127,3	105,3	127,5	+24,5
Valeur française à revenu fixe	100,0	121,1	101,6	118,9	+17,9
Pétrole, énergie	100,0	147,1	102,1	141,7	+38,8
Chimie	100,0	117,7	101,1	114,1	+12,2
Métallurgie, mécanique	100,0	143,8	103,8	138,6	+25,8
Electricité, électronique	100,0	117,7	100,6	116,9	+13,3
Bâtiment et matériel	100,0	132,1	103,6	111,4	+6,6
Ind. de consommation non alimentaire	100,0	122,1	101,4	117,6	+14,4
Agroalimentaire	100,0	112,5	100,3	115,5	+9,5
Distribution	100,0	148,1	102,9	147,8	+43,4
Transport, communication	100,0	145,3	101,1	145,3	+43,3
Assurances	100,0	101,5	101,5	101,5	+0,5
Crédit, banque	100,0	119,3	101,7	118,7	+18,7
Services	100,0	100,0	100,0	100,0	+0,0
Immobilier et foncier	100,0	122,2	103,3	122,2	+22,2
Investissement et portefeuille	100,0	134,7	101,1	134,7	+34,7
Base 100 : 31 décembre 1988					
Valeur française à revenu fixe	100,0	106,7	95,5	95,5	-4,5
Valeur étrangère	100,0	106,7	96,4	96,4	-3,4
Valeur française à revenu variable	100,0	100,0	94,9	95,2	-4,8
Valeur étrangère	100,0	100,0	94,9	94,9	-5,1
Base 100 en 1987					
Valeur française à revenu variable	532,4	659,5	521,3	652,8	+23,9
Valeur étrangère	538,1	649,9	536,1	649,9	+17,9
Base 100 : 31 décembre 1986					
Valeur française à revenu fixe	121,7	121,6	116,4	116,6	-4,5
Valeur étrangère	120,7	121,6	116,6	117,1	-3,4
Valeur française à revenu variable	121,7	121,7	115,2	116,1	-4,8
Valeur étrangère	121,9	122,8	115,6	115,6	-5,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	433,5	561,6	417,9	549,2	+26,5
Produits de base	278,5	386,9	272,7	386,7	+32,2
Construction	448,6	596,0	428,9	596,0	+32,2
Biens d'équipement	336,3	461,9	316,1	461,9	+32,2
Biens de consommation durables	375,3	517,7	349,9	517,7	+32,2
Biens de consommation non durables	385,6	544,4	349,9	544,4	+32,2
Biens de consommation alimentaires	385,6	544,4	349,9	544,4	+32,2
Services	385,6	544,4	349,9	544,4	+32,2
Sociétés financières	385,6	544,4	349,9	544,4	+32,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	411,6	593,5	402,5	593,5	+42,5
Valeur industrielle	436,1	553,5	402,5	553,5	+27,4
BORSES NATIONALES					
Base 100 : 31 décembre 1981					
Indice général	235,6	407,2	235,4	388,9	+31,1

Source : Institut national de la statistique et des études économiques.

Les actions en tête

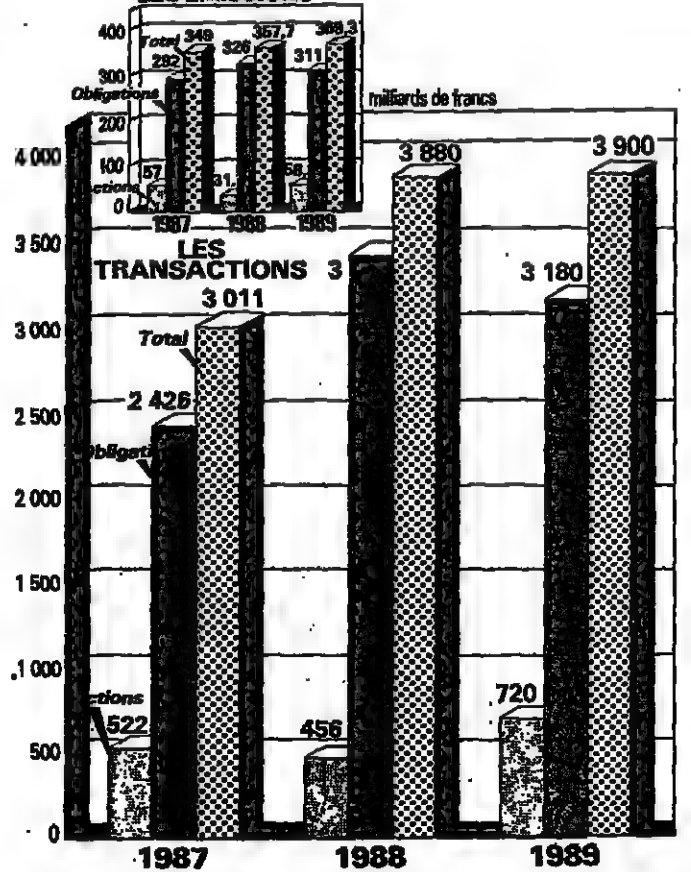
Après avoir, à nouveau, battu leur record en 1988, avec une progression de 24 %, à près de 3 900 milliards de francs, le volume des transactions à la Bourse de Paris est resté pratiquement stable, avec une grande différence toutefois : le marché des obligations, qui s'était montré particulièrement actif en 1987 et 1988 avec des bonds de 45 % et 46,7 %, a cédé du terrain, comme s'il était venu à maturité après sa très rapide expansion de ces dernières années. Les actions, en revanche, ont été abondamment négociées (+ 60 %), le millésime 89, il est vrai, ayant été plus favorable que 1988, très affecté par les suites du krach boursier d'octobre 1987.

Sur le front des émissions, l'évolution a été la même, les obligations s'inscrivant en léger recul, et les actions retrouvant leur niveau de 1987 après un net fléchissement en 1988. Les émissions d'obligations sont revenues de 326 milliards en 1988 à 311 milliards de francs en 1989. L'Etat aura emprunté 130,24 milliards de francs en brut - dont il faut déduire les 31,48 milliards d'obligations renouvelables du Trésor (ORT) livrées en paiement, - et 98,76 milliards en net, contre 99 milliards en 1988. Les émissions à taux fixe ont fortement progressé, à 240 milliards de francs contre 191 milliards, aux dépens des émissions à taux variable, en chute de près de 50 % à 89 milliards.

Pour les actions, les séquelles du krach de 1987 ont été effacées, le volume des émissions (58,3 milliards) retrouvant son niveau de 1987 (57 milliards) après une chute à 31,7 milliards de francs en 1988. On notera que, sur ces 58,3 milliards, 12,5 milliards sont imputables à l'exercice des bons de souscription attachés à des émissions précédentes, phénomène qui tend à se développer.

On aura également noté un recul des émissions d'obligations convertibles (18,7 milliards de francs contre 22,3 milliards). Parmi les émissions les plus importantes, figurent naturellement celle d'Eurodisneyland (6,2 milliards de francs), d'Elf-Aquitaine (3,3 milliards), de la Générale des eaux (3 milliards), de Pechiney (1,5 milliard de francs en CIF), de Havas (1,6 milliard), de la Compagnie bancaire (1,2 milliard) et du Crédit foncier de France (1 milliard).

LES ÉMISSIONS



LES TRANSACTIONS

CHAMPS ECONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1989

BANQUE

En progression

En dépit d'une hausse des taux d'intérêt à long terme, de nature à affecter les résultats des établissements de crédit spécialisés, les banques se sont assez bien comportées, avec une progression d'ensemble de près de 17 %. Parmi les hausses les plus notables figurent celles de Paribas, à l'occasion de son affron-

tement avec la Compagnie de navigation mixte, du Crédit lyonnais, dont les résultats sont en net redressement, du Crédit national, qui a victorieusement surmonté le handicap de la suppression de ses prêts bonifiés, et de l'UCB, qui ne souffre presque plus du remboursement de ses prêts à taux élevés.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
BAFIP	465	482	299	388
Beil Investissement	855	1 029	799,28	1 028
Banque C* (1)	538	712	242	630
BNP (certificats d'investissement)	298	400	292	430
CCF	190	228,90	175,10	218,50
CIC (certificats d'investissement privilégiés)	283	240	182	244,10
Comptoir des Entrepreneurs	224	257,50	210	245,50
Crédit foncier de France (2)	990	1 400	790	1 285
Crédit lyonnais (certificats d'investissement)	488	763	477	707
Crédit national	1 082	1 270	951,50	1 189
Interbank (3)	542	560	470	537
Loansbank	445	625	415	531
Loansbank	890	925	795	875
Midland Bank	185	231	171	180
Paribas	467	759	437	729
Paribas de réassurance	428	517	433,50	490
Société générale	520	532	451	531
SONEGAL	114	82	113	100
SOVAC (4)	703	955	685	777
UCB	185	82	365	245
UFB Locabel (5)	570	640	181,55	455
UIC	812	1 240	810	1 130
VIA Banque	365	481	338	406

(1) Droit d'attribution, 1 pour 5. Cours du droit : 103 F.
(2) Droit d'attribution, 1 pour 7. Cours du droit : 170 F.
(3) Droit d'attribution, 1 pour 20. Cours du droit : 38 F.
(4) Droit d'attribution, 1 pour 20. Cours du droit : 45 F.
(5) Droit d'attribution, 1 pour 5. Cours du droit : 75 F.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Forte valorisation

Après les assurances et le pétrole, c'est le secteur qui a le plus progressé en 1989 (+ 30 %). En tête, s'inscrit naturellement la Compagnie de navigation mixte (+ 72 %), à la faveur de l'OPA lancée par Paribas, et après la vente de la moitié de ses filiales d'assurance au géant allemand Allianz. Ensuite vient Schneider (+ 50 %), qui a bien digéré son OPA réussie sur Téléphonie. La Compagnie financière de Suez (+ 45 %) a bénéficié de la faveur

des investisseurs en raison du redressement brillant de sa filiale, la Société générale de Belgique, acquise par OPA en 1988, et de la prise de contrôle complète, après OPA, du groupe d'assurance Victoire qui, lui-même, a racheté Colonia, numéro deux allemand de l'assurance. La Compagnie du Midi, enfin, passée sous le contrôle du groupe Axa et de son président, M. Claude Bébéar, a commencé à revendre une partie de ses actifs hors assurance.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Chargé SA	1 220	1 468	983	1 310
CGIP	1 375	1 669	1 322	1 568
Banque C*	1 890	2 379	1 490	2 080
La Hénit	572	739	510	633
Mutualité W&L	403	543	360	494
Midi (Cie du)	1 599	1 752	1 240	1 440
Navigation mixte	1 110	1 990	889,50	1 980
Schneider	640	965	627	947
Suez (Cie)	311,50	455,70	297,35	448,90

CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Sans saveur

Ce secteur d'activité une fois encore ne s'est pas véritablement distingué. Les Ateliers Dassault ont enregistré au premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 8,7 milliards de francs, en retrait par rapport aux 9,93 milliards des six premiers mois de 1988. Il devait toutefois dépasser pour l'exercice les 18,9 milliards de francs réalisés en 1988. Quant au bénéfice semestriel avant impôt, il s'est élevé à 839 millions de francs, contre 425 millions précédemment, notamment du fait des filiales. Au niveau des prises de commandes, le niveau attendu était identique à celui de l'année précédente.

Le refus de la Belgique de considérer les propositions françaises de partenariat sur le programme Rafale, au mois de février, a été un coup dur pour l'ensemble des industriels français concernés. En effet, le développement de ce futur avion de combat est estimé à 35 milliards de francs pour cinq prototypes, les essais et les outillages pour l'industrialisation. Néanmoins, malgré des rumeurs des plus alarmistes durant les premiers mois sur le devenir de cet

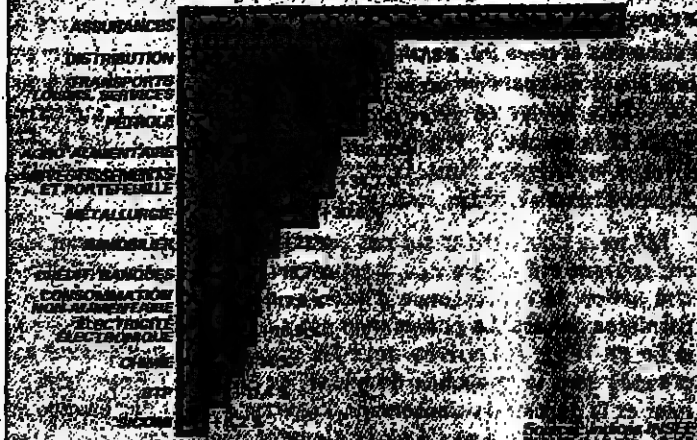
avion, la firme recevait la notification par l'Etat du marché du troisième prototype Air de Rafale. Enfin, en octobre, Dassault et la SAGEM étaient retenus pour participer à la modernisation de vingt Mirage 3 de l'armée belge.

Saint-Gobain a poursuivi sa croissance tranquille, qui sera saluée par le *Nouvel Economiste*. Au mois d'octobre, cet hebdomadaire décerna à M. Jean-Louis Beffa le titre de « manager de l'année ». Le bénéfice semestriel progressait de 15 %, atteignant les 2 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 33,2 milliards de francs (+ 12 %). Au mois d'avril, la compagnie décidait de créer 2,5 millions d'actions à la suite de ces deux offres publiques d'échange lancées sur deux de ses filiales : la Société européenne de produits réfractaires (SEPR) et Saint-Gobain Emballage. En France, le groupe annonçait l'ouverture d'une usine de verre plat dans l'Isère. Il décidait la construction d'une usine de verre en Yougoslavie pour un investissement de 700 millions de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Av. M. Dassault	645	840	520	540
De Dietrich	1 667	2 269	1 390	2 226
Peocom	1 105	1 650	1 103	1 619
Fichtel-Banche	1 812	1 315	960	1 230
Fives-Lille	199,50	522	285	392
Sagem	1 660	1 885	1 390	1 560
Saint-Gobain (1)	594	715	543,50	633

(1) Création de 2,5 millions d'actions à la suite de deux OPE sur Saint-Gobain Emballage et le SEPR.

L'ÉVOLUTION PAR SECTEUR



ASSURANCE

Restructuration

La restructuration des assurances continue. Après la fusion AXA-Midi et la prise de contrôle du CIC par le GAN en 1988, l'année 1989 a également été fertile en événements. Le groupe Victoire a changé de mains, passant d'une indépendance relative à un contrôle total sous la férule de la Compagnie financière de Suez. Celle-ci s'est ensuite empressée de racheter 49 % du capital de Victoire à l'UAP (34 %). Dai Ichi (5 %) et Balcica (5 %). L'année 1989 a également été marquée par l'irruption du géant allemand Allianz sur le marché français de l'assurance. Grâce à l'OPA de Paribas sur la Mixte, Allianz a pu racheter 50 % de l'ensemble Via-Rhin et Moselle, qui suscitait les

convictions de Paribas. Dans la perspective d'un adossement des petites compagnies à de plus grosses, les titres de La France et de Pechelbrunn se sont considérablement appréciés en Bourse. Au point que M. Nicholas Clive Worms a transformé son holding en société en commandite par actions pour le protéger d'une prise de contrôle. Les assureurs français ne sont pas restés inactifs non plus au plan international : les AGF, l'UAP et surtout Victoire ont raffiné bon nombre de compagnies moyennes en Europe du Nord (Nieuw Rotterdam, Colonia, Balcica, rien que pour Victoire). L'année 1990 ne devrait pas ralentir le mouvement général.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
AGF	608	1 290	596	1 185
AXA-Midi	335	480	294	360
Concorde	708	2 170	703	1 540
Droit Assurances	331	580	355	391
France (La)	5 810	19 690	1 700	18 150
GAN	680	2 484	687	2 300
Reassurances (Fr. de)	890	2 210	415	1 170
Rhin et Moselle	1 248	1 660	968	1 400
UAP	512	726	315	680
Victoire	760	1 139	361	1 130

BATIMENT

Dernier de la classe

Malgré le niveau élevé d'activités toujours enregistré dans le bâtiment, la perspective d'une nouvelle croissance de 3 % pour 1990 et la multiplication des grands chantiers, le BTP n'apparaît toujours pas comme un secteur d'avenir. La pénurie de main-d'œuvre en témoigne et la Bourse a semblé partager cette opinion. Pour 1989, ce compartiment est arrivé bon dernier. Pourtant, ni l'actualité ni les prévisions de résultats ne portent au pessimisme. Bien au contraire.

A tout seigneur tout honneur. Bouygues table sur un chiffre d'affaires de 56,9 milliards de francs, accrus de 14 %. Mais selon la plupart des analystes, la rentabilité du groupe pourrait s'altérer un peu avec un résultat net d'augmentation ne dépasserait guère 12 %. L'événement de l'année a été le départ de Francis (soixante-six ans), qui a officiellement introduit son fils Martin, trente-sept ans, soit l'âge de l'entreprise qu'il a fondée.

Lafarge est devenu le numéro deux mondial du ciment, avec 46 millions de tonnes produites, en prenant le contrôle du suisse Cementaria. Son PDG, Olivier Lecomte, a lui aussi pris sa retraite. Il a été remplacé par Bertrand Colomb, le directeur général. L'action du groupe sera divisée par quatre le 4 janvier prochain.

Quatrième grand du BTP, SPIE Baiguelles a racheté la station de sports d'hiver de Valmorel (Savoie). Pour 1989, l'agent de change D. Philippe estime le bénéfice du groupe à 255 millions de francs (+ 21 %). Les foyers de pertes continuent à s'étendre.

Pollet a lancé une OPA à 535 francs pièces sur les actions Lambert frères, numéro deux français du plâtre et de la tuile, qui ne lui appartenait pas, soit 49,06 % du capital. Confiant dans l'avenir avec le besoin de logements, le groupe n'enregistrerait toutefois pas une augmentation significative de son bénéfice pour 1989.

Malgré des chantiers encore déficitaires aux Etats-Unis, Auxilière d'entreprises devrait, selon les analystes, dégager un bénéfice consolidé compris entre 200 et 290 millions de francs (64 millions en 1988).

Dumez, qui a bien émergé dans l'immobilier, a procédé à un échange de parts (10 %) avec l'allemand Dywidag pour collaborer à des projets communs en URSS, notamment dans l'hôtellerie. Son résultat (part du groupe) pourrait atteindre 517 millions de francs (+ 14 %).

Ciments français a réussi son OPA sur le canadien Miron, a racheté cinq usines en Turquie (10 % du marché) et pourrait enregistrer, selon la charge Pinatton, un bénéfice accru de 29 %.

La rentabilité de SGE s'améliore et le résultat net pourrait être supérieur aux 300 millions de francs prévus et annoncés.

Procédure de RES chez Fongroilles, que la Générale des eaux voulait marier à SGE pour en faire le numéro un du BTP en France. Les autres actionnaires, Paribas et Total, apporteront leurs titres à 885 francs pièce. Paribas dégradera une belle plus-value évaluée à 350 millions de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Auxiliaire d'entreprises	1 030	1 127	882,50	1 051
Bouygues	610	782	528	680
Ciments français	1 215	1 854	1 172	1 670
Colas	735	1 098	740,40	928
Dumez	765	1 150	760	923
GTAM-Entreprise	805	1 250	885	1 192
Lafarge-Coppée	1 412	1 828	1 362	1 570
Maisons Phénix (1)	57,50	107,90	59	79,15
Pollet	598	848	548	625
SGE	181,90	296,90	178,30	253,50
SPIE Baiguelles	426,10	839	431	725

(1) Emission au pair (50 F). Une nouvelle pour deux anciennes. Droit : 5,85 F.

VALEURS A REVENIR EN

Fléchissements

Contrairement à l'année 1988, qui avait été bonne pour les valeurs à revenu fixe grâce à une baisse d'un point et demi des taux d'intérêt à long terme, l'année 1989, pour la raison inverse, a été peu propice aux obligations, dont les cours ont sensiblement fléchi en fin d'exercice (- 4,5 % en

moyenne). Les taux d'intérêt à long terme, après une baisse sensible pendant l'été, ont fini par remonter, se retrouvant en fin de trois quarts de point, à 9,30 % environ sur dix ans contre 8,50 % fin 1988, ce qui a déprimé les cours des titres déjà émis.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
CNE 3 %	3 670	3 990	3 611	3 834
8,50 % 1977	125	127,15	119,40	121,35
16,20 % janv. 1982	107,60	107,59	108,25	108,28
14,60 % février 1983	111,90	111,85	104,65	104,35
12,90 % mars 1984	108,75	109	107,50	107,75
11 % février 1985	114,45	116,35	109,25	108,65
8,8 % mai 1990	—	99,24	92,10	92,47
7,50 % juillet 2001	91,40	93,58	86,20	87,35
8,50 % 2012	96,55	100,80	96,55	92,15
8,50 % 2019	—	100,35	98,10	91,50

CROISSANCE EXTERNE

Après le temps des fusions et le retour des profits, la croissance externe a pris le relais au cours de l'année écoulée. Valeo a fait bonne mesure. Le groupe a racheté au conglomérat anglo-américain Hanson sa filiale Delanair (équipements thermiques), puis a mis 1,5 milliard de francs sur la table pour acquérir la firme américaine Blackstone (radiateurs, systèmes de refroidissement moteur, climatiseurs).

Résultat : sa rentabilité a baissé mais ses perspectives d'avenir se sont améliorées. Valeo est devenu maintenant le deuxième équipementier européen, derrière l'allemand Bosch. Une place digne d'intérêt puisque le géant Nippon Denso, numéro un au Japon, a établi une joint-venture avec le groupe français en Espagne pour y produire des systèmes d'allumage électronique.

Michellia aussi a changé de dimension. Pour 1,5 milliard de dollars (compte tenu du passif de

690 millions) Bibendum a mis la main sur Uniroyal-Goodrich, devenant ainsi le numéro un mondial du pneu devant Goodyear avec un chiffre d'affaires évalué à 70 milliards de francs pour 1989 (contre 51,8 milliards pour 1988).

Peugeot, lui, a fait de la décroissance en cédant sa filiale Cycles Peugeot, trop petite pour lutter, face à son concurrent de toujours, la firme britannique Raleigh. La roue tourne. Pour ne pas apparaître trop riche à l'occasion du long conflit social de cet automne, la firme de Sochaux s'est livrée, assurent les experts, à un habile jeu comptable pour ne laisser apparaître pour le premier semestre qu'un bénéfice en hausse de 12,1 % au lieu d'un résultat superbe accru de 30 % à 40 %.

La Compagnie européenne d'accumulateurs a été entièrement absorbée par son actionnaire majoritaire SAMAG (groupe CGE) au prix de 90 F par action. Ses titres ont été radiés de la cote.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Jaguar	197	276,90	205	249
Michellia (1)	193,90	212,38	151	163
Peugeot	1 365	987	690	813
Valeo	587	932	593	840

(1) Attribution gratuite (1 pour 20).

PÉTROLE

Bonne conjoncture

Des trois derniers rangs en 1988 avec 33 % de hausse, le secteur pétrolier s'est hissé à la troisième place cette année derrière les assurances et la distribution. La progression globale aura été de 42,4 % et se situe nettement au-dessus de la moyenne générale.

Profitant de la vigueur de la reprise mondiale, la production mondiale a atteint durant certains mois, notamment en octobre, des niveaux records, proches de ceux de 1979. Dans le même temps, le prix du baril est demeuré stable au alentours de 18 dollars. Cette conjoncture favorable a permis un net redressement des résultats, d'autant que cette tendance s'est accompagnée d'une augmentation appréciable des marges du raffinage.

Ainsi au premier semestre Elf-Aquitaine a réalisé un bénéfice net de 4,3 milliards de francs, en hausse de 43 % par rapport à la même période de l'an passé. Toutes les activités du groupe ont été bénéficiaires : les progrès les plus sensibles touchent l'exploration-production, en raison du redressement du cours du brut,

et la chimie, portée par la conjoncture.

Le groupe a effectué deux opérations majeures : le rachat pour 1 milliard de dollars de la société américaine Perwett et l'acquisition d'une participation de 5 % dans l'association NNPC-Shell au Nigeria pour environ 500 millions de dollars.

Total-CFP a également enregistré une amélioration notable de ses bénéfices, qui pour le premier semestre ont atteint 1,9 milliard de francs contre 1,479 milliard pour l'ensemble de l'année 1988. L'objectif étant d'atteindre les 4 milliards de francs de profits au tournant des années 1992-1993.

Enfin, l'année s'est terminée sur la deuxième restructuration de la chimie française depuis 1983 avec pour grandes lignes la chimie lourde d'Orkem chez Elf, les « spécialités » chez Total et EMC chez Erap.

Les discussions ont été menées par les deux récents ou futurs présidents des groupes pétroliers : MM. Lolk Le Floch-Frigent à la tête d'Elf depuis juillet et Serge Tchurruk qui prendra la présidence de Total en février 1990.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Applications des gaz	224,90	223	195	219,90
Elf-Aquitaine (1)	384,10	525	382	584
Erap	316	715	300	667
Francorp	285	424	290	400
BP France	73,50	157	75	140,50
Raffinage Total France	74,40	197	73	177,50
Sogehap	330	456,50	286,33	467
Total	387,90	884	387	574
Elf Gabon	700	1 133	785	1 070

(1) Emission à 420 francs. Une action nouvelle pour 15 anciennes.

MATÉRIEL

Le matériel... (textes fragmentés et peu lisibles)

DISTRIBUTION

Le secteur de la distribution... (textes fragmentés et peu lisibles)

Le secteur de la distribution... (textes fragmentés et peu lisibles)

Le secteur de la distribution... (textes fragmentés et peu lisibles)

CHAMPS ECONOMIQUES

LE MARCHÉ DE PARIS EN 1989

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Contre-performances

Sur un plan boursier, l'année n'a pas été brillante pour ce secteur industriel, relégué cette fois dans le peloton de queue. Mais cette contre-performance a surtout été le fait de quelques traîneurs. Thomson-CSF, très décevant, a compté parmi ceux-là avec une baisse escomptée de 10 % (mais pas plus, a promis le président Alain Gomez) de son bénéfice en raison du recul des résultats financiers. La banque du groupe, Thomson-CSF Finance, s'est rapprochée du Crédit lyonnais.

Bien revenu en 1988, CSRE (ex-Signaux) s'est à nouveau laissé distancer. Pourtant, le temps de la défensive est terminé pour le groupe, qui a racheté la firme américaine Telcom technologies et, du même coup, 10 % du marché américain des systèmes d'accusés téléphoniques.

Leopold aussi a eu du mal à suivre. La société a racheté le fabricant italien d'appareillages électriques basse tension Ticina pour, dit-on, plus de 2 milliards de francs, devenant ainsi numéro un en Europe. L'impact est seulement attendu pour 1990. Le résultat 1989 ne devrait s'accroître que de 9 %.

Radiotechnique a été le quatrième traînard. A cause de provisions exceptionnelles, constituées en vue d'achever la modernisation des filiales, les résultats du premier semestre ont été décevants. Aucune amélioration n'était attendue pour les six derniers mois.

Remodelage aussi pour la CGE. Les accords conclus avec ITT dans les télécommunications au sein d'Alcatel NV et avec GEC dans l'énergie, l'électricité et le ferro-

viaire au sein de GEC-Alsthom conduisent le groupe français à mieux se placer dans la compétition. Pour clarifier les liens entre le holding de tête et les deux nouvelles grandes filiales, CGE a absorbé la Financière Alcatel et la Financière Alsthom, de ce fait radicalement de la cote.

Philippe a lancé une OPA sur les actions de TKT qui ne lui appartenaient pas. De ce fait, cette société a été radicalement de la cote.

Matra, lui, a eu le vent en poupe. Faisant feu de tout bois, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère a lâché l'informatique et sa filiale Matra Data System. Puis il s'est marié dans le « satellite » avec le britannique GEC, a racheté 20 % des actions de Bodenseewerk Geräte-technik, fabricant ouest-allemand de missiles (groupe Daimler-Benz), et, enfin, a racheté la division électronique-défense-cspace de

Fairchild Industries pour 245 millions de dollars.

La division Matra table sur un bénéfice accru de plus de 50 % (339 millions de francs pour 1988). L'agent de change D. Philippe prévoit 800 millions de francs de résultats pour 1990.

Le développement du petit électroménager à l'étranger s'est poursuivi. A l'exemple de Seb (rachat de Rowenta), Moulinex a repris la firme britannique Swan Housewares pour 18 millions de livres et l'italien Girmi.

Surtout, le groupe de M. Mantel a nommé un directeur, dont l'essentiel de la tâche consistera à implanter la marque dans les pays de l'Est.

Pour une question de succession, Leroy-Somer perd son indépendance. L'entreprise va passer dans le giron du groupe américain Emerson, qui paie le prix fort : 2,8 millions de francs, soit 28,7 fois les bénéfices.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
CGE	460,10	524	425	517
CSRE	575	705	288	389
Electronique S. Daniel	408,90	620	391	455
Interchemie	1.344	1.875	1.330	1.800
Labinal	872	1.340	824	1.235
Legrand	2.389	4.085	1.710	37,70
Leroy-Somer	1.186	1.969	1.710	2.841
Matra	247,40	479	245	400
Meris-Gem	3.623	4.998	3.945	4.921
Moulinex	163,90	192,60	142,10	161,10
Radiotechnique	655	770	501	532
Seb	806	1.148	787	1.059
Segment Avionique (1)	429	735	497	628
Télécom	3.918	4.785	3.400	4.765
Thomson-CSF	226,50	259	152,10	154

(1) Ex-Croze.

SERVICES

Un bon cru

L'année a été bonne pour ce secteur disparate qui a fait mieux que l'ensemble du marché, avec un gain de 42 %. Tout va bien pour Accor, dont le rythme moyen de croissance devrait être de l'ordre de 15 % par an jusqu'en 1992. La Générale de Belgique (groupe Suez) a renforcé sa participation (plus de 10 %) dans Accor, qui figure sur la liste des « opéables » à la Bourse.

Canal Plus, fort de ses presque trois millions d'abonnés et de sa récente prise de contrôle de Tonna, fabricant d'antennes, a émis cette année pour 1,1 million de francs d'obligations convertibles en actions dans le but de financer le développement de la chaîne hors des frontières. Canal Plus étend le financement d'une chaîne à péage en Allemagne avec Bertelsmann et a des projets en Espagne (El Pais), Italie et Afrique.

Le Club Méditerranée, dont le capital a été recomposé avec l'entrée en force de la Caisse des dépôts et du japonais Nippon Life, a multiplié les associations. Avec plus ou moins de succès. En effet, les franchises avec Nouvelles Frontières ont été rompues en août, l'exercice 1988-1989 s'est soldé par un résultat de 350 millions de francs, en hausse de 50 %, grâce au rétablissement de sa filiale américaine.

Après une passe difficile en raison notamment d'une baisse

d'audience, Europe 1 a retrouvé les faveurs du public et des boursiers.

Le titre le plus spéculatif de l'année a sans nul doute été Euro-tunnel, qui, après avoir atteint 126 francs au début de l'été, est retombé à 40 francs, cet automne, à la suite de nombreuses rumeurs plus alarmistes les unes que les autres et, surtout, après l'annonce d'une formidable rallonge de la facture des travaux du tunnel sous la Manche (coût des travaux : 70 milliards de francs au lieu des 50 prévus). M. Jean-Paul Parsy, PDG de Dumez, a démissionné de son poste d'administrateur d'Euro-tunnel.

Année sans histoire pour la Générale des eaux, qui est partie prenante, comme la Lyonnaise des eaux, dans la privatisation du secteur des eaux en Grande-Bretagne. Pour l'exercice 1989, le bénéfice devrait être en hausse de 25 %.

La Lyonnaise des eaux, dont les résultats devraient augmenter de plus de 20 %, a divisé par quatre la valeur nominale de son titre.

Après le rachat de 17,5 % du capital des Wagons-lits, Sodexho a fusionné ses activités de restauration collective dans une société, la Financière Sodexho, détenue à 71 % par Sodexho et à 29 % par le groupe Wagons-lits.

M. Silvio Berlusconi, actionnaire à 25 % de la Cing, a pris une participation de 3,9 % dans le capital de TF 1, une chaîne qui draine plus de la moitié des recettes publicitaires de la télévision et a conservé 40 % de l'audience.

Pour rester parmi les premiers médias, Cap Gemini Segat a modifié la structure de son capital grâce à un montage qui lui permet de constituer d'un trésor de guerre de 10 milliards de francs.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Accor	596	720	552	596
Bic	385	725	349	640
Canal Plus	589	790	589	768
Cap Gemini (1)	2.470	2.810	450	500
Club Méditerranée	529	725	487	710
Eaux (Générale des) (2)	1.596	2.421	1.540	2.386
Eaux (Lyonnaise des) (3)	1.529	1.940	430	589
Europe 1	627	1.167	622	1.082
Eurodisneyland	93	93	77	92,20
Baroncel	54,50	126	46	57,55
Sodexho (4) Division par 5	2.940	4.780	742	745

(1) Nominal porté de 200 F à 40 F. Action divisée par 5.
(2) Augmentation de capital : une action nouvelle pour 7 anciennes.
(3) Attribution d'une action gratuite pour 10 anciennes. Action divisée par 4.

ents

me). Les taux d'intérêt à terme, après une baisse scandaleuse l'été, ont fini par se retrouver en hausse de quatre points, à 9,30 %, en dix ans contre 8,50 % en 1988, ce qui a déprimé les des titres déjà émis.

Plus haut	Plus bas	Fin 1989
3.990	3.411	3.834
127,15	119,40	121,30
107,59	100,25	106,30
111,85	104,45	104,30
109	102,90	102,70
116,35	92,10	108,65
92,24	86,20	92,40
93,58	90,55	92,15
100,80	90,10	91,90

EMENTS

externe

millions) Bibendum a mis la main sur Uniroyal-Goodrich, devenant ainsi le numéro un mondial pour devant Goodyear avec un chiffre d'affaires évalué à 70 milliards de francs pour 1989 (contre 68 milliards pour 1988).

Peugeot, lui, a fait de la dévotion en cédant sa filiale Cycles agost, trop petite pour lui, ce à son concurrent de toujours, la firme britannique Raleigh. La me tourne. Pour ne pas apparaître trop riche à l'occasion du long millénaire de cet automne, la firme de Sochaux s'est livrée, surent les experts, à un table d'un comptable pour ne laisser paraître pour le premier semestre qu'un bénéfice en hausse de 2,1 % au lieu d'un résultat superbe accru de 30 % à 40 %.

La Compagnie européenne d'accumulateurs a été entièrement absorbée par son actionnaire principal SAMAG (groupe CGE) à un prix de 90 F par action. Ses titres ont été radicalement de la cote.

Plus haut	Plus bas	Fin 1989
274,80	285	249
212,36	191	162
987	690	813
932	593	840

Conjoncture

et la chimie, portée par la conjoncture.

Le groupe a effectué deux opérations majeures : le rachat pour 1 milliard de dollars de la société américaine Penwalt et l'acquisition d'une participation de 4,5 % dans l'association NNPC-SHELL Nigeria pour environ 500 millions de dollars.

Total-CFP a également enregistré une amélioration notable de ses bénéfices, qui pour le premier semestre ont atteint 1,9 milliard de francs contre 1,49 milliard pour l'ensemble de l'année 1988. L'objectif étant d'atteindre 2,4 milliards de francs de profits à l'issue des années 1990-1991.

Enfin, l'année s'est terminée par la deuxième restructuration de la chimie française depuis 1985, avec pour grandes lignes la chimie lourde d'Orkem chez Elf et les « spécialités » chez Total et ENI chez Emap.

Les discussions ont été menées par les deux récents ou futurs présidents des groupes pétroliers M.M. Lott Le Foch-Prigent à la tête d'Elf depuis juillet et Serge Téhéran qui prendra la présidence de Total en février 1990.

Plus haut	Plus bas	Fin 1989
233	195	204
225	385	400
715	300	400
424	290	149,50
197	75	17,50
454,30	354,33	400
394	357	374
1.133	705	1.070

15 actions.

DISTRIBUTION

Convoitises

Si le secteur de l'assurance a réalisé un score remarquable en progressant de plus de 100 % stimulé par les OPA, le compartiment de la distribution a effectué la deuxième meilleure performance de l'année en s'appréciant de 45 %. La poursuite de la croissance, avec elle, celle de la consommation, a soutenu ce domaine qui a de ce fait suscité bien des convoitises. De plus, la distribution est présentée comme un secteur en pleine restructuration à l'approche de l'ouverture des frontières européennes.

L'impulsion était donnée dès le premier jour de janvier avec la bataille boursière autour de la Ruche méridionale qui opposa le groupe breton Rallye à la CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale). Cette société centenaire de commerce international volait à la rescousse du succursaliste la Ruche méridionale et surenchérit sur les propositions bretonnes. A la mi-mars, la CFAO sortait victorieuse et consacrait 1,575 milliard de francs à la reprise de cette firme. La barre était mise très haut puisque le prix de 3 000 francs par action capitalisait cent fois le bénéfice par action de 1989. En novembre, le groupe Pinault, spécialisé dans le bois, devenait le premier actionnaire de la CFAO, une valeur dite opéable, en annonçant son intention de franchir le seuil des 10 pds 20 % dans son capital.

Une autre société de négoce, la SCOA, était très chahutée cette année. L'aggravation des pertes de la firme au premier semestre (320,5 millions de francs) s'accompagnait d'une réorganisation de l'actionariat de cette société et de l'entrée du britan-

que Lomha dans son capital, venant soutenir Paribas. La firme procédait ensuite à une augmentation de capital de 730 millions de francs.

De son côté, Casino prenait une initiative spectaculaire en annonçant le 18 mai ses filiales avec deux partenaires européens : le britannique Argyle, basé à Londres, et le néerlandais Royal Abold, de Zaandam. Le mariage juridique et financier n'est pas exclu à moyen terme, mais pour l'instant il s'agit d'un accord pour trouver des voies de coopération. La politique d'alliance se poursuivait en juin avec cette fois-ci l'italien Rinascente. Le groupe stéphanois émettait ensuite des obligations à court de souscription d'actions (ORSA) pour un montant de 2 milliards de francs.

Les spéculations autour des Nouvelles Galeries, du BHV et des Galeries Lafayette amorcées fin 1988 se sont poursuivies durant toute cette année. L'homme d'affaires néo-zélandais Rion Brierley renforçait sa participation au cours du premier semestre. En septembre, c'était au tour de la société d'investissement néo-zélandaise Promont de porter sa participation dans le BHV à 10 % et dans sa maison mère les Nouvelles Galeries à 6,7 %. Toutefois la direction se montrait sceptique, le capital de ce groupe étant bien contrôlé.

Si la plupart des firmes de distribution ont annoncé de bons résultats cette année, Euromarché a fait exception avec une perte de 81,4 millions au premier semestre. Des rumeurs revenaient régulièrement évoquant une vente par le groupe Lazard de cette chaîne d'hypermarchés.

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Alcatel supermarchés	1.575	2.696	1.585	2.606
BHV	491	530	480	785
Carrefour (1)	797	1.085	616	1.034
Casino	3.185	3.750	2.228	3.560
CFAO	284,90	243,90	184,10	219
Comptons modernes (3)	1.950	2.172	520	712
Damart	827	1.300	741,81	1.214
Darty	3.251	4.440	2.931	4.240
Docks de France	505	1.136	701	1.090
Euromarché	2.706	5.750	2.765	5.750
Galeries Lafayette	2.520	4.850	2.320	4.810
Guyenne et Gascogne (4)	1.263	2.450	1.025	2.011
Nouvelles Galeries	720	1.245	712,62	1.230
Primeo	590	820	409,60	818
Promont	565	893	541	730
Réunion (La)	2.590	4.654	2.390	4.450
SCOA (5)	3.300	4.320	3.090	3.680
Vingre	49	88,95	43	82,25

(1) Attribution gratuite (1 pour 3).
(2) Divisé par quatre.
(3) Attribution gratuite (1 pour 10).
(4) Emission au prix unitaire de 675 francs.
(5) Emission de 3 actions nouvelles pour 2 anciennes au prix de 36 francs.

AGROALIMENTAIRE

Acquisitions

Après les batailles boursières homériques de 1988 pour s'emparer de marques prestigieuses et de parts significatives du marché, le secteur agroalimentaire a consolidé ses positions. Tout en menant une politique de croissance externe qui lui a été bénéfique, puisque cette branche a progressé de 33 % à la Bourse. A tout seigneur tout honneur, BSN, fidèle à sa réputation de bonhumeur, a encore avalé quel-

produits en France. L'américain a racheté pour 890 millions de francs la SPBG, filiale de Pernod qui, depuis 1947, distribuait la boisson.

Perrier, c'est fou... Une fois de plus le titre a fait des bulles à la Bourse, des rumeurs circulant avec plus, ou moins d'insistance sur une cession du groupe.

Beghin-Say, poursuivant sa stratégie de recentrage sur l'agro-

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Beghin	566	717	553	717
Bongrain	3.015	3.373	2.760	3.239
BSN (1)	6.420	6.590	608	760
Oliver	406	543	372	483
Pernod-Ricard	1.181	1.580	1.191	1.500
Saint-Louis R.	1.110	1.650	1.114	1.594
Soupe Perrier	1.446	2.125	1.408	1.892
Nestlé	29.500	34.760	27.000	33.000

(1) Divisée par 10.

ques grandes marques étrangères de premier plan. En commençant par cinq des vingt-cinq filiales européennes du groupe américain RJR Nabisco que ce dernier a cédées pour la bagatelle de 17 millions de francs. Da même coup, BSN, qui a récupéré en passage le français Belin, est devenu le premier biscuitier européen. BSN a, par ailleurs, revendu à PepsiCo Walkers et Smiths, les spécialistes des chips en Grande-Bretagne. Antoine Riboud a racheté Heminger Heilas, le deuxième producteur grec de bière, avant de prendre, en octobre, le contrôle de Birkel, le deuxième fabricant allemand de pâtes alimentaires. Pour corser le tout, BSN a pris 35 % du capital de Galbani, leader du marché des fromages en Italie, et une participation majoritaire dans Scharffen-Berger Collins, firme californienne spécialisée dans les vins pétillants.

Autre géant du secteur, Nestlé, qui compte doubler son chiffre d'affaires d'ici à l'an 2000 (200 milliards de francs prévus pour 1989), a complété sa gamme dans le secteur des barres croustilles en rachetant à Nabisco Baby Ruth et Butterfinger. Nestlé s'est allié à l'américain General Mills, pour attaquer le marché européen des céréales pour le petit déjeuner. Enfin, un an après l'ouverture de ses actions nominatives aux étrangers, le capital du groupe helvétique (titres aux porteurs compris) se répartit pour moitié entre investisseurs suisses et étrangers.

Oliver a cédé Olida (charcuterie) au groupe Reybier.

Après un an et demi de conflit, la firme américaine Coca-Cola et Pernod Ricard sont parvenus à un accord qui redonne à Coca l'entière maîtrise de l'exploitation de ses

industrie, a cédé 50 % de papeterie Beghin Corbehem au groupe allemand Feldmühle et les 50 % de Kayserberg à l'italien Ferruzzi pour 2 milliards de francs.

Bongrain a accéléré son développement international en prenant tout à tour le contrôle du groupe laitier californien Alta Dena et du fabricant de fromages italien Lado-cio.

CHIMIE

Mal récompensée

Pour la quatrième année consécutive, l'industrie chimique française a bénéficié d'une excellente conjoncture en 1989, ce qui devrait lui permettre d'enregistrer un taux de croissance de 5 % environ. Cependant, une fois de plus, les investisseurs ont négligé ce compartiment de la Bourse arrivé avant-dernier au classement. L'événement majeur à sans doute été l'OPA amicale de 942 millions de dollars canadiens (4,82 milliards de francs) lancée par Méliac sur la firme canadienne Connaught. Plusieurs fois prolongée en raison de l'offre parallèle faite par Ciba-Geigy, et, pour cause, des hésitations manifestées par le gouvernement d'Ottawa à donner son feu vert, l'opération a finalement réussi. Grossi de Connaught, Pasteur-Mérieux renforce ainsi sa place de « leader » sur le marché mondial des vaccins (5 milliards de francs) avec un chiffre d'affaires de 1,77 milliard de francs dans cette branche et une part de 30 %.

Rhône-Poulenc, qui financera une partie de cette acquisition en

participant à la prochaine augmentation de capital de l'Institut lyonnais, a de son côté poursuivi sa croissance externe en rachetant la chimie de RTZ et les spécialités de l'américain GAF, le tout pour 2,5 milliards de francs. En exercice plein, le chiffre d'affaires de Rhône-Poulenc atteindra 75 milliards de francs. Pour financer une partie de ses emplettes, le numéro un de la chimie française a procédé à une émission de 300 millions de dollars.

Rhône-Poulenc, encore lui, semble en bonne posture pour reprendre la participation de 36,25 % possédée par l'Etat français dans le capital de Roussel-Uclaf, contrôlé par l'allemand Hoechst. Selon les vœux formulés par les pouvoirs publics, un axe pharmaceutique Paris-Francfort pourrait se constituer via Roussel-Uclaf.

L'Air Liquide a pris le contrôle à 100 % de l'italienne Sissano et table sur un bénéfice accru de 14 % (1,58 milliard de francs pour 1988).

Valeurs	Fin 1988	Plus haut	Plus bas	Fin 1989
Air Liquide	2.255	3.240	2.200,50	3.095
Industrie Méliac	592	686	537	671
Roussel Uclaf	6.350	7.670	5.330	6.120
Sanofi (1)	1.430	2.520	1.396	2.180
Sanofi (1)	764	1.131	727	1.120

(1) Emission à 785 F (1 pour 6) de 1.753.959 actions de 100 F à bon de souscription. Le capital est porté de 1,4 à 1,57 milliard de francs. Deux tiers seront nécessaires pour souscrire pendant trois ans à une action SANOFI à 800 F.

INDUSTRIE DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE

Consolidation

Le exploit de ce secteur ont été moins brillants que ceux réalisés par l'ensemble du marché en raison, par exemple, des contre-performances réalisées par les skis.

Avec pour ambition de devenir le numéro un du textile européen, DMC a poursuivi son développement international, prenant notamment une participation de 50 % dans Houter, filiale du groupe néerlandais Royal Nijverdal, et en demandant son admission à la Bourse de Francfort. KBC, la filiale allemande, réalise plus du tiers du chiffre d'affaires du groupe, qui a également pris pied en Hongrie avec une usine d'impression.

Six mois après avoir échappé à l'attaque de Valéo, Epédamur Fauré a fusionné avec sa maison mère Géfin. Essilor, qui vise la première place mondiale dans l'optique, a emprunté 800 millions de francs, se donnant ainsi les moyens de son ambition. A moins que le groupe n'ait cherché par cette opération à mettre en place un dispositif anti-OPA.

Après une période transitoire caractérisée par la mise en place de nouvelles structures, le groupe de la Cité a créé aux Etats-Unis une filiale d'édition avant d'acquiescer la

l'exercice 1988-1989 s'est soldé par une baisse de 35 % du bénéfice net consolidé.

Hachette a, par deux fois, échoué dans ses tentatives pour racheter des magazines américains : Mc Call's et National Enquirer. Par ailleurs, Montana Management, une société de droit panaméen dont les actionnaires ne sont pas connus, a pris une participation de 8,43 % dans Hachette, dont le capital est détenu à 51,6 % par Maris et Jean-Luc Lagardère.

Pour Bic, l'année a été médiocre

CHAMPS ECONOMIQUES

LES BOURSES ÉTRANGÈRES EN 1989

LONDRES

OPA géantes et privatisations

Après les 5 % de hausse enregistrés en 1988, la Bourse de Londres s'est ressaisie sans pour autant retrouver la confiance et l'optimisme affichés sur les autres grandes places internationales. L'indice Footsie des cent valeurs industrielles s'est apprécié de 31 % au cours de ces douze mois mais n'a pas pour autant pu dépasser son plus haut niveau historique du 16 juillet 1987 (2 443,4). Il l'a frôlé à la fin de l'été (2 426 le 5 septembre) dopé par les OPA, mais les incertitudes liées à l'évolution économique de la Grande-Bretagne et la flambée des taux d'intérêt ont coupé les élan.

Dès les premiers jours de janvier, la City amorçait sa remontée rattrapant son retard de l'année précédente. Le mouvement s'accélérait en juillet, soutenu par le plus important raid boursier qu'ait jamais connu l'Europe. Sir James Goldsmith associé à Jacob Rothschild et Kerry Packer réunis dans la société Hoylake, lançait le 11 juillet une offre publique d'achat de 13 milliards de livres (155 milliards de francs), sur le conglomérat britannique BAT et British American Tobacco. Cette tentative de rachat laissait loin derrière, par les sommes engagées, le record en la matière de 3,5 milliards de livres (36 milliards de francs) que venait d'inscrire quelques jours auparavant, le 4 juillet, le conglomérat Hanson pour acheter le groupe minier Consolidated Goldfields (Consolid).

Pour financer l'attaque sur le troisième groupe britannique et la

cinquième capitalisation boursière de l'International Stock Exchange, Sir James Goldsmith décidait d'avoir recours aux junk bonds, ces obligations de pacotille très en vogue aux États-Unis, garanties sur les recettes tirées de la vente ultérieure d'actifs BAT. Le conflit s'enlisait durant l'été chacun cherchant de se défendre en se recroisant comme le souhaitait l'agresseur sur les terrains les plus rentables, l'assurance et le tabac. A la fin septembre, date de l'échéance de l'OPA, Hoylake échouait dans sa tentative de rachat, n'ayant que 2,3 % des parts.

Parmi les autres OPA de l'année, celle inamicale de GEC et Siemens sur Plessey n'est pas passée inaperçue. La première compagnie de matériel électrique du pays GEC associée à l'allemand Siemens parvenait à prendre le contrôle du numéro deux de l'électronique de Grande-Bretagne pour 2 milliards de livres (21 milliards de francs). Cette tentative aura mis onze mois pour aboutir, mais elle n'est qu'un épisode d'une bataille débutée en 1985.

Une OPA lancée par Ford en novembre faisait passer sous contrôle américain Jaguar, l'un des fleurons de l'automobile pour 1,6 milliard de livres (16 milliards de francs). Au cœur de l'été, la City était secouée par le scandale Blue Arrow et le rôle joué par le National Westminster et le cour-

tier Philips Andrew dans cette affaire.

La dégradation de la situation économique et la hausse des taux d'intérêt à 15 % stoppa la hausse à la rentrée de septembre entraînant un repli des cours. Le mini krach du 16 octobre eut, dans ce contexte de baisse déjà amorcée, un effet moins important que sur les autres places boursières. Ce jour-là les valeurs ne se dépréciaient que de 4 %.

La démission du chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, deux semaines plus tard déstabilisait un marché déjà fragilisé. Toutefois, un rayon de soleil apparaissait en fin d'année avec le succès des privatisations des dix compagnies d'eau britanniques.

	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Bovater	4,06	4,37
BP	2,51	3,33
Charter	4,59	4,25
Conoco	2,51	3,78
De Beers (*)	10,875	17
Glaxo	18,28	7,78
GUS	16,12	14,88
ICI	18,18	11,22
Renters	5,15	10,20
Shell	3,35	4,83
Smith Barney (1)	464	402
Unilever	4,25	7,17
Vickers	1,58	2,87
War Loan	39 1/2	36 1/2

(*) En dollars.

(1) Fusion de Beecham avec Smith Barney en octobre. Les cours fin 88 se rapportent à Beecham seul.

NEW-YORK

Mini-krach

De l'année 1989, les biographes de Wall Street ne devraient retenir que deux dates : le jeudi 24 août et le vendredi 13 octobre. Elles symbolisent la vigueur de la Bourse américaine volant de record en record dans le premier cas, tout en rappelant sa fragilité avec le mini-krach dans le second cas. Après deux ans de faible progression (4 % au 1987 et 11,8 % en 1988), la place new-yorkaise a retrouvé la tendance du milieu des années 80. L'indice Dow Jones s'est apprécié durant ces douze mois d'environ 25 %, comme en 1985 et 1986.

Mardi 24 janvier, Wall Street élargit les dernières traces du krach d'octobre 1987. Le Dow Jones dépassa enfin son niveau atteint à la veille du terrible lundi noir. Le marché poursuivait sa progression dans les mois suivants, hésitant toutefois entre les risques de relance de l'inflation et de récession. Au fil des mois et principalement en été, l'euphorie gagnait les investisseurs satisfaits par la poursuite d'une bonne conjonction économique, et par la conviction que contrairement à 1987, la situation était sous contrôle.

L'hypothèse d'un atterrissage en douceur (ralentissement de la croissance sans poussée de l'inflation) commençait alors à être prise au sérieux. A cela s'ajoutait la baisse des taux d'intérêt et l'apaisement des tensions sur les changes. La Bourse américaine bénéficiait donc pleinement de cette situation.

Jeu 24 août, Wall Street dépassait enfin son plus haut niveau historique, atteint juste deux ans quasiment jour pour jour. Le mouvement se poursuivait sans interruption jusqu'au 9 octobre, jour où l'indice

Dow Jones culminait à 2 791,41. Ce mouvement était stimulé également par de multiples OPA. Ce sont précisément ces raids et en particulier leur système de financement qui seront à l'origine de la crise boursière.

Vendredi 13 octobre, presque deux ans après le séisme boursier, le thermomètre chutait brutalement de 180 points (7 %), enregistrant le plus forte baisse de son histoire après les 508 points du 19 octobre 1987. Ce jour-là, moins d'une heure avant la clôture, les valeurs américaines se sont soudain repliées, déclenchant une vague panique autour du Big Board.

A l'origine de ce mini-séisme, l'annonce du quasi-échec rencontré par le consortium chargé de racheter United Airlines, la dernière compagnie aérienne des États-Unis, et constitué, d'une part, du personnel et des pilotes, d'autre part, de la British Airways, pour financer cette opération chiffrée à 6,75 milliards de dollars (43,2 milliards de francs). Cet échec est venu s'ajouter à celui du canadien Robert Campeau incapable de financer le rachat de Federated Stores.

Aux yeux des investisseurs, les difficultés éprouvées à trouver des fonds nécessaires laisseraient présager que de nombreuses OPA en cours pourraient à leur tour être menacées d'échec. D'un coup, la crédibilité des junk bonds, ces fameuses obligations pourries, utilisées pour ces opérations d'achat, était réduite à néant.

Le saccage fut de courte durée, puisqu'une semaine après, les pertes de ce vendredi noir étaient effacées. La hausse reprit de manière sporadique jusqu'à la fin de l'année.

Ce mini-krach relança une nouvelle fois le débat sur le programme trading, à savoir ces ordres de Bourse engrangés par dizaines de millions dans les ordinateurs par toutes les grandes firmes de la place et qui se déclenchent automatiquement dès qu'un certain niveau de cours, également programmé, a été atteint. La plupart des grandes maisons de courtage se déclarèrent hostiles à ce mécanisme mais aucune décision ne fut une fois encore arrêtée.

Enfin, la réduction des effectifs observée à Wall Street depuis vingt-quatre mois s'est poursuivie. Les experts estiment qu'il faut encore réduire de 20 à 25 % le nombre d'employés y travaillant, soit 35 000 sur les 145 000 recensés.

Valeurs	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Alcoa	55	74 1/2
ATT	28 7/8	45 5/8
Bearing	59 3/4	58
Chase Man. Bank	28 5/8	34 3/4
Du Pont de Nemours	88 1/2	123 1/4
Eastman Kodak	45 3/4	48 3/4
Exxon	45 1/8	58 3/8
Ford	50 3/4	43 5/8
General Electric	44 5/8	64
General Motors (1)	85 1/4	42 1/4
Goodyear	51 1/2	43 3/4
IBM	122 1/4	94 3/8
ITT	50 1/2	38 7/8
Mobil Oil	45 3/4	62 1/2
Pfizer	58 1/2	69 7/8
Schlumberger	33	49
Tesoro	50 5/8	58 1/8
Union Carbide	106 1/2	178 1/2
USX	25 3/4	33 3/8
Westinghouse	52 3/8	73 3/8
Xerox Corp.	59 1/4	57 1/4

(1) Dévalué par deux fois en 1989.

TOKYO

Des records en rafale

Les augures ne s'étaient pas trompés. 1989 a encore été une année brillante pour le Kabuto-cho. D'entrée, avec une hausse de 29 %, le marché japonais s'est classé dans les tout premiers rangs au palmarès. Le spectacle donné a été magnifique. Les records sont tombés en rafale. Mais des experts prétendent que la Bourse japonaise aurait pu mieux faire, ce qui est probablement vrai.

Avec la disparition de l'empereur Hirohito, le Japon changeait d'époque pour passer de l'ère Showa (paix éclairée) à l'ère Heisei (accomplissement de la paix). La Bourse porta le deuil, et pour se changer les idées... elle monta. Les perspectives économiques pour

bien connu, fournisseur de Toyota. Fin avril un nouveau record de hausse tombait, tandis que le premier ministre Hoboru Takeshita, touché par le scandale, démissionnait. Le marché en fut soulagé. En mai le marché nippon consolida ses positions et s'offrit au passage un nouveau record d'altitude.

L'été fut le temps du doute avec, toujours, les incertitudes politiques (élections municipales à Tokyo et à la Chambre haute), la crainte — justifiée par la suite — d'une hausse du taux d'escompte, passé à 3,25 % (+0,75 %), ce qui n'empêcha pas le Nikkei de franchir début août la barre des 35 000 points. Les liquidités étaient encore abondantes avec toutes les primes record versées à leurs salariés (775 milliards de francs au total) par les entreprises.

L'automne fut placé sous le signe de l'indécision. Il y eut quelques moments forts (fin septembre) avec la baisse du dollar et la hausse concomitante du Nikkei à 35 750 et des moments faibles (mi-octobre). Singulièrement le mini-krach laissa le marché presque de marbre avec une baisse unique, dite « civique », de 647 points (-1,8 %).

Le 20 octobre, un marché d'options sur indice (Topix) était lancé. Les spécialistes étaient sceptiques. Le marché avait été jusqu'ici trop gâté. Depuis dix ans, l'appréciation des cours d'obligations pas été en moyenne de 21 % l'an ? En réponse, le 7 novembre, le PER (rapport cours-bénéfice) moyen de la première section de la Bourse atteignit le multiple record de 57,25 fois.

C'est Nomura qui révéla que Tokyo préparait aussi son « soft landing », mais pas pour tout de suite, avec ses prévisions de hausse des bénéfices avant impôts pour les quatre cents premières entreprises du pays : +13 % pour l'exercice 1989-1990 (contre 20,4 % pour 1988-1989 et 26,9 % pour 1987-1988). La Bourse n'entendait-elle pas l'avertissement ?

L'application de la TVA de 3 % se révéla finalement profitable en favorisant une diminution de l'impôt sur le revenu évaluée globalement à 85 milliards de dollars en année pleine. Autant d'argent promis à revenir sur le marché. En outre, le choix laissé aux investisseurs, dans le cadre de la taxation des plus-values, d'opter pour une retenue de 1 % sur le volume global des transactions (ce que les derniers aient gagné ou perdu) fut jugé comme une formidable incitation à jouer.

Avril fut brillant, cette fois grâce aux particuliers. Le « raid » américain, T. Boone Pickens en profita pour lancer, grande première au Japon, une OPA sur Kofu, l'équipementier automobile

FRANCFORT

Grâce au mur

Pour la deuxième année consécutive, la Bourse de Francfort a monté en 1989 et suite à des achats étrangers de dernière heure a obtenu un score très satisfaisant (+29 %). Le résultat est brillant. Il a été obtenu en l'espace de deux mois et demi seulement.

Beaucoup plus durement resenti en RFA, le mini-krach d'octobre avait littéralement fait table rase des gains réalisés depuis le début de l'année. Sans l'effondrement inattendu du régime communiste en RDA et la démolition, à la clé, du mur de Berlin, une reprise de cette ampleur eût sans doute été impossible.

La crainte d'une montée de l'inflation et d'une hausse des taux d'intérêt a littéralement épuisé la Bourse allemande l'année durant. Tobligeant, malgré les perspectives économiques toujours excellentes, à éviter de façon assez boursée. Après un premier trimestre en dents de scie, dont le bilan allait finalement se révéler décevant (+0,9 %), la confirmation de l'excellent état de l'économie par les cinq instituts de conjonction, parut de nature à ramener la sérénité.

Les échecs électoraux de la majorité démocrate-chrétienne aux élections régionales (Berlin, Francfort), le renouveau ministériel, la poussée des prix de détail en avril et le relèvement des taux jetèrent à nouveau la confusion. Coup de chance : moins complexes, les investisseurs étrangers revinrent en force et insufflèrent une nouvelle dynamique au marché.

Fin juin, la hausse dépassait 8 %. Durant l'été, plusieurs records d'altitude furent battus, ce qui n'empêcha pas la Bourse, toujours prisonnière de ses frayeurs, de jouer aux montagnes russes. L'été fut néanmoins ensoleillé sous les lambris, car on parlait maintenant de 4 % de croissance pour l'année.

La première alerte sonna à la mi-septembre avec la reprise du dollar. L'escalade s'arrêta net. Elle compensait tout juste à reprendre quand le mini-krach se produisit à Wall Street. Soudain, la Bourse allemande s'effondra (-13 %) reprenant d'un coup cinq mois de hausse. Elle resta un long moment groggy.

Heureusement, l'air frais venu de l'Est avec la démolition du mur de Berlin, la ramena brusquement. Le rêve impossible de la réunification devenait palpable. En même temps, de nouveaux marchés s'ouvraient. Dans cette double perspective, Francfort s'enflamma.

PARIS

Au quatrième rang

Les records d'altitude tombèrent les uns après les autres. L'année s'acheva au plus haut niveau.

Notée en juin et entrée en vigueur le 1^{er} août, la nouvelle législation boursière, qui satisfait aux directives de la Communauté sur l'information boursière, les introductions, et qui met tous les émetteurs (y compris ceux hors CEE) sur un pied d'égalité, permettra dès janvier 1990 la création d'un marché DTFB.

Le 1^{er} juillet, le marché connaît des fortunes diverses, des bas des statistiques redonneurs inquiétants, et quelques hauts grâce aux pronostics de plusieurs conjoncturistes sur les chances de la France de connaître une expansion soutenue jusqu'en 1994.

Sans être véritablement « chaud », l'été fut néanmoins assez brillant sous le feu des ventes de la Bourse. Les États-Unis et la révision en hausse de la croissance pour la plupart des pays occidentaux, contribuant à soutenir le moral des boursiers rendus parfois défaillants par des données statistiques souvent confuses.

La libération des tarifs de courtage le 1^{er} juillet s'effectua avec seulement quelques recensements opérés par les particuliers dans leurs portefeuilles pour réduire le nombre de lignes et, donc, les frais. Soez profita des beaux jours pour lancer sa mega-OPA sur la Compagnie Industrielle.

Les liquidations de juin, juillet, août et septembre furent gagnantes et la reprise estivale atteignit 13 %. Au passage, le marché salua le Bicentenaire en franchissant pour la première fois, fin juillet, le cap des 300 points au CAC (base 100 : 31 déc. 1987).

Avec l'arrivée de l'automne, la Bourse arrêta sa course, car des nuages commencent à monter de l'horizon. La trop grande fermeté du dollar inquiète. Le relèvement des taux allemands aussi, tandis que l'inflation domine des signes de reprise aux États-Unis. En France, la grève chez Peugeot s'éternisait et le déficit commercial se creusait. Rien

de tel pour jeter l'émol. La réaction fut toutefois momentanément à l'expectative. On disait : « Opération de Navigation mixte sur les actions Paribas, et vice versa, se multipliait, alimentant la spéculation.

Personne ne vit le coup venir. Mais la débâcle provoquée à Wall Street le vendredi 13 octobre par la faillite du marché des « junk bonds » (obligations de pacotille), employées pour financer les gigantesques OPA, déstabilisa littéralement la Bourse parisienne le lundi suivant (-6,9 %). De rebond en rebond, sur les grosses du New York Stock Exchange, la dernière quinzaine d'octobre, ponctuée par 10 % de baisse, fut franchement difficile, tout le monde croyant apercevoir le fantôme grimaçant du grand krach d'octobre 1987.

Il y eut cependant plus de peur que de mal, mais le marché n'en fut pas moins un bon mois pour passer ses plaisirs. Jamais autant que durant le mois de novembre, les statistiques ne furent plus attendues ni plus déçues. Ce qui n'empêcha nullement des divergences d'interprétations d'éclater derechef.

La faillite du communisme à l'Est et l'effondrement inattendu du mur de Berlin vinrent à propos diffuser les réponses et accélérer la convalescence. Les voyants de l'économie étaient au vert et la bataille boursière entre Paribas et la Navigation mixte battait son plein. A la mi-décembre, les dernières traces du mini-krach étaient effacées. Les attaques contre le franc firent cependant renaître de sourdes inquiétudes jusqu'à ce que la décision de la Banque de France de relever ses taux directs calme le jeu.

La confirmation, par les organismes de conjonction, que deux années de croissance attendaient encore les pays occidentaux, exerça un effet magique sur le marché parisien. La reprise de Noël s'amorça donc et ramena les valeurs françaises au voisinage de leurs plus hauts niveaux avant que la trêve des confiseurs ne mette un point final à l'année avec un sursaut de l'ouverture, dû à la dernière riposte, aux mauvaises nouvelles du commerce extérieur.

Quid de 1990 ? Les avis sont encore partagés. Cependant, la majorité des experts penchent sur une nouvelle progression des cours, mais qui serait beaucoup plus lente que les années précédentes, pour se situer quelque part entre 10 % et 15 % à l'indice CAC 40, qui a pris la succession de l'indice CAC 100, mis à la retraite d'office le 29 décembre.

Après tout, en huit ans, la Bourse de Paris a plus que compensé sa mise quand les prix de détail n'ont guère augmenté de plus de 65 %. Qui dit mieux ? Une solide consolidation serait peut-être salutaire.

Valeurs	Cours fin 1988	Cours fin 1989
Alcatel	638	897
Bridgestone	1 368	1 498
Cumax	1 498	1 328
Fuji Bank	3 298	3 338
Honda Motor	2 938	1 838
Matsushita Electric	2 548	2 328
Mitsubishi Heavy	1 808	1 158
Sony Corp.	7 178	6 468
Toyota	2 548	2 548

L'archipel était excellent, parmi les meilleures même de toutes celles faites pour les nations industrialisées.

Le président de Nikko-France en profita pour pronostiquer que le Nikkei culminerait à 37 000 points à la fin de 1989. Malgré les rumeurs causées par les nouvelles arrestations faites dans le cadre de l'affaire de corruption Recruit Cosmos, le mois de février fut brillant, en particulier grâce à l'abondance des liquidités et aux achats étrangers. Mars fut plus contrasté, et Tokyo connut sa première baisse en liaison avec la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt, des tensions inflationnistes, la hausse des prix du pétrole, avec aussi les appréhensions causées par l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril, de la réforme fiscale. Pessimisme exagéré ?

L'application de la TVA de 3 % se révéla finalement profitable en favorisant une diminution de l'impôt sur le revenu évaluée globalement à 85 milliards de dollars en année pleine. Autant d'argent promis à revenir sur le marché. En outre, le choix laissé aux investisseurs, dans le cadre de la taxation des plus-values, d'opter pour une retenue de 1 % sur le volume global des transactions (ce que les derniers aient gagné ou perdu) fut jugé comme une formidable incitation à jouer.

Avril fut brillant, cette fois grâce aux particuliers. Le « raid » américain, T. Boone Pickens en profita pour lancer, grande première au Japon, une OPA sur Kofu, l'équipementier automobile

Places	Fin 1987	Fin 1988	%	Plus haut	Plus bas
Londres	1 447,10	1 896,90	+31,81	2 008,60	1 447,80
Francfort	1 654	2 139,30	+29,34	2 139,30	1 568,40
Tokyo	30 159	38 928,30	+29,45	38 928,30	30 153,79
New-York	2 166,61	2 724,40	+25,74	2 791,41	2 144,64
Zurich	555,89	696,30	+25,34	714,80	564
Bruxelles	5 334,42	6 454,90	+21,19	6 885,28	5 519,20
Milan	590,80	682,99	+15,60	734,84	577,49
Australie	168,20	184,90	+10,41	200,30	158,90
Hong-Kong	2 696,44	2 929,25	+8,63	3 309,64	2 693,61

Les P

Les nouveaux pro

A création de nouvelles terres aux Pays-Bas à la fin de l'été, les pays de l'Est ont été les premiers à se lancer dans la course à la conquête de nouveaux territoires. Les Pays-Bas ont, depuis huit ans, une tradition de conquête de leur territoire aux dépens de leur territoire international. Si les Pays-Bas ont la première place au classement des pays de l'Est, ils ne sont pas les seuls à se lancer dans la conquête de nouveaux territoires. Les Pays-Bas ont, depuis huit ans, une tradition de conquête de leur territoire aux dépens de leur territoire international. Si les Pays-Bas ont la première place au classement des pays de l'Est, ils ne sont pas les seuls à se lancer dans la conquête de nouveaux territoires.

Les Pays-Bas ont, depuis 1980, une longue tradition de conquête de nouveaux territoires. Les Pays-Bas ont, depuis huit ans, une tradition de conquête de leur territoire aux dépens de leur territoire international. Si les Pays-Bas ont la première place au classement des pays de l'Est, ils ne sont pas les seuls à se lancer dans la conquête de nouveaux territoires. Les Pays-Bas ont, depuis huit ans, une tradition de conquête de leur territoire aux dépens de leur territoire international. Si les Pays-Bas ont la première place au classement des pays de l'Est, ils ne sont pas les seuls à se lancer dans la conquête de nouveaux territoires.

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Elena et les sciences

La « camarade académicien, docteur, ingénieur » Elena Ceausescu, bardée de vrais-faux diplômes, régnait sur les sciences roumaines malgré une ignorance notoire.

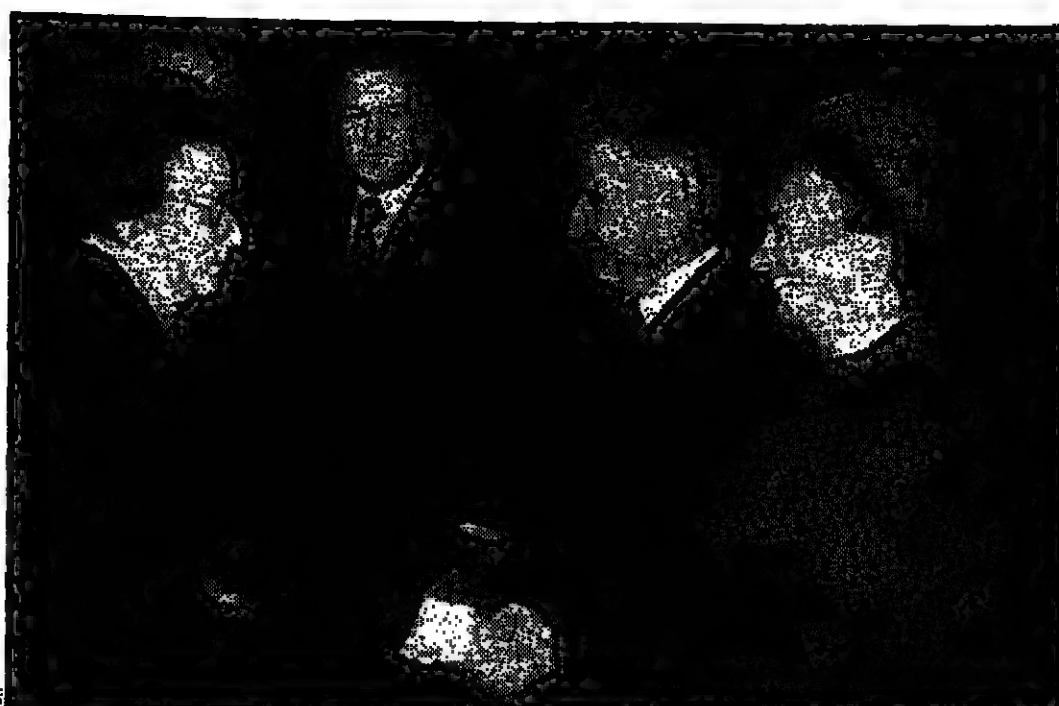
NUMERO deux de l'ancien régime roumain, Elena Ceausescu, objet du même culte de la personnalité que son Conducator de mari, était présentée à Bucarest comme « un savant réputé ». Et les services du protocole roumain tentaient systématiquement, paraît-il, d'obtenir qu'un titre de docteur honoris causa, si possible d'une université prestigieuse, lui soit décerné chaque fois qu'elle voyageait à l'étranger. « Les Occidentaux ont fait à cet égard de terribles gaffes qui ont choqué le peuple et les scientifiques roumains », estime un diplomate.

Complaisance coupable ? Après tout, elle avait la haute main sur la science roumaine, et les titres et diplômes — obtenus en Roumanie — de « la camarade académicien, docteur, ingénieur » (en chimie) étaient tout à fait officiels. Sans doute. Mais, affirme M. Gilbert Balavoine, directeur scientifique adjoint du département chimie au CNRS, « sa nullité scientifique était de notoriété publique ».

Si, aujourd'hui, les langues se délient quelque peu, tout le monde n'a pas la franchise de M. Balavoine. Cette chercheuse roumaine, réfugiée à Paris depuis plusieurs années, refuse de parler par crainte de représailles sur sa famille résidant à Bucarest : « La Securitate est encore là », disait-elle vendredi dernier. Les Français sont aussi, parfois, très discrets, pour des raisons sans doute plus ambiguës. M. André Guinier, vice-délégué aux relations internationales de l'Académie des sciences, affirme que ce digne organisme « n'a pas eu de relations avec la Roumanie » et à la « Société de chimie industrielle » on « ne retrouve pas les documents » concernant un titre de membre d'honneur que, selon la presse roumaine, cette société savante aurait décerné en 1970 à Elena Ceausescu (comme l'Académie des sciences de New-York en 1973, ou la Royal Institution de Londres en 1978, d'après les mêmes sources).

M. José Jaz, en revanche, se souvient très bien d'Elena Ceausescu. Ancien directeur scientifique à l'UNESCO, ce chimiste belge a rejoint cet organisme international de 1970 à 1973 à Bucarest. A ce titre, Elena Ceausescu était son interlocuteur naturel au gouvernement. Et les plus grands chercheurs et universitaires roumains, qu'il côtoyait tous les jours, lui ont détaillé toutes les étapes de sa carrière. Un parcours édifiant sur les méthodes de la famille Ceausescu, si l'on en croit ces témoins « privilégiés ».

Les premières études d'Elena datent des années 50. Elle a alors une trentaine d'années. Ouvrière « quasiment analphabète », elle suit les cours à « l'Universitatea Muncitoreasca », réservée aux ouvriers sans formation (mais membres du parti), et obtient son diplôme d'ingénieur en deux ans. Un succès fou-



De droite à gauche au cours d'une cérémonie officielle à Bucarest : Elena, Nicolae Ceausescu et Jean Ursu, ex-président du CNST, le CNRS roumain.

droyant ! Mais Nicolae Ceausescu avait déjà occupé plusieurs postes ministériels, et deviendra numéro deux du régime dès 1957... « La roumaine ne qu'elle ait fait office de femme de ménage dans un laboratoire et en ait gardé une fascination pour les chercheurs », dit M. Jaz. Elena se lance en tout cas dans la chimie. Le professeur Sandulescu, chargé de lui faire passer l'équivalent de sa maîtrise, s'arrache les cheveux devant le niveau déplorable de son élève. Il refuse : deux fois de lui remettre son diplôme, avant de céder à des pressions de plus en plus insistantes et de lui accorder le strict minimum — cinq sur dix — au troisième essai.

Autopromotions

Ce qui n'empêche pas Elena de s'attaquer à un doctorat. Elle edge comme directeur de recherche Constantin Neitzescu, le grand spécialiste roumain de l'époque en chimie organique. Fort de son prestige international (il avait été « nobélisable » dans les années 50), ce dernier refuse. « Le résultat fut pour lui immédiat : budget rogné, privé de documentation scientifique », se souvient Mme Ioana Dimo, qui travaillait alors dans son laboratoire et occupe aujourd'hui le poste de directeur scientifique adjoint à la société française Total. C'est le professeur Christofor Simionescu, alors vice-président de l'Académie, qui devra se charger de la formation de l'illustre élève, à l'université de Iasi. Mais le professeur Neitzescu sera tout de même forcé d'assister à la présen-

tion — à huis clos ! — de la thèse d'Elena Ceausescu en 1970, à Bucarest. Comme il est alors député, il en profite pour s'élever devant l'Assemblée contre la manière dont la science est gérée en Roumanie. « Le lendemain, il était destitué de la direction du centre de recherches qu'il avait fondé, et mourut un an après », témoigne M. Jaz.

Désormais, plus rien n'arrête Elena. Elle assoit sa « notoriété » internationale en co-signant ou en signant de très nombreux travaux en chimie macromoléculaire, souvent d'assez bonne tenue scientifique, rédigés par d'autres chercheurs dont le malheureux Christofor Simionescu. « Elle était évidemment incapable de mener de telles recherches, et mes nombreux échanges avec elle m'ont permis de constater qu'en matière scientifique elle ne comprenait rien à rien », affirme M. Jaz. Et de plus elle parlait un très mauvais roumain et, évidemment, aucune langue étrangère. « Elle se fera cependant nommer à l'Académie, et prendra la direction de l'Institut de recherches chimiques — un organisme bien coté dans les milieux de la chimie internationale. Ensuite elle fera main basse sur la présidence du Centre national pour la science et la technologie (CNST), l'équivalent de notre CNRS. Et le professeur Ion Ursu, qui présidait le CNST, s'est vu rétrogradé du jour au lendemain au poste de vice-président. « Passé sous le joug d'Elena Ceausescu, il a continué à faire tout le travail, dans un stress épouvantable qui lui a d'ail-

leurs valu une attaque cardiaque, affirme M. Jaz. Je connais personnellement ce physicien de grande valeur. Il va probablement se retrouver aujourd'hui sur la sellette, comme membre de la nomenklatura. Mais je sais qu'il ne pouvait pas agir autrement et qu'il s'est battu au maximum pour le développement de la science roumaine. Simionescu, qui rédigeait la plupart des publications scientifiques d'Elena après lui avoir fait préparer son doctorat, court le même risque. Mais il n'avait sans doute pas le choix. Il faut se replacer dans le climat de terreur qui régnait là-bas ».

M. Jaz est formel : « Elena Ceausescu a détruit toute la recherche roumaine. » Les cerveaux qui n'ont pas émigré aux Etats-Unis ou en France ont été privés de moyens, stérilisés. « Elle appliquait à la science la politique de pénurie que son mari instituait partout ailleurs, dit-il. L'UNESCO a bien essayé d'aider au maximum les chercheurs, mais les dons en matériel sophistiqué ou en dollars étaient détournés pour alimenter l'Institut de chimie dirigé par Mme Ceausescu. » C'était l'époque du système D. Une sorte de « jungle sauvage » entre laboratoires occidentaux et roumains a été ima-

giné afin que le matériel arrive aux bons destinataires. Assorti par fois — se souvient Mme Dimo — d'un quasi-chantage auprès des responsables les plus compréhensifs : « Je vous fournis cet ordinateur, en échange vous laissez partir Untel en stage pour trois mois à Paris. » Mais, estime M. Jaz, ce genre d'action est devenu presque impossible à partir

du milieu des années 70. Pour pouvoir continuer à travailler, et éviter de se faire oublier par la communauté scientifique internationale qui n'était pas dupe, raconte Mme Dimo, certains chercheurs publiaient leurs travaux sous le nom de collègues membres du parti.

JEAN-PAUL DUFOUR

Une molécule sur le podium

Time Magazine avait son « homme de l'année » et Playboy sa « playmate ». Il faudra dorénavant compter avec la « molécule de l'année » de l'hebdomadaire américain Science. Dans son dernier numéro, daté du 22 décembre, le magazine de l'Association américaine pour le développement de la science explique les raisons qui l'ont conduit à choisir, pour l'année 1989, l'ADN polymérase, cette molécule qui assure la multiplication de l'ADN (acide désoxyribonucléique) support moléculaire de l'hérédité du vivant. A dire vrai, comme l'écrit Daniel E. Koshland Jr, rédacteur en chef de Science, autant que l'ADN polymérase c'est la technique à laquelle cette molécule a donné naissance qui est primée.

Plus que le RU 486, qui contrairement à ce qui est régulièrement annoncé ne devrait pas véritablement continuer la « révolution » en ce qui concerne l'avortement, plus que l'isolement du gène de la mucoviscidose, l'AZT dans le traitement du sida ou la découverte du FK 506, nouvelle et puissante substance immunosuppressive, la rédaction du prestigieux — et puissant — magazine américain a trouvé que la nouvelle technique de la PCR (polymérase chain reaction) constituait un outil aux performances prodigieuses.

Qu'il s'agisse de la lecture, et de la compréhension du vivant normal et pathologique ou, comme en médecine légale, de la reconstitution du passé.

Il y a un an déjà le docteur Axel Kahn, directeur de l'unité INSERM de recherche en génétique et pathologie moléculaire, rédacteur en chef de la

revue Médecine-Sciences, expliquait dans ces colonnes (le Monde du 7 décembre 1988) les larges perspectives ouvertes par cette technique. « Aussi efficace que la multiplication des pains lors du sern sur la montagne, celle de l'ADN n'est pas d'essence divine. Puissante, rapide, automatisable et applicable simultanément à un grand nombre d'échantillons, cette méthode constitue une profonde révolution en génétique humaine. Sans cloning, il est désormais possible, en quelques heures, d'amplifier tout fragment d'ADN dont on suspecte que la modification pourrait être la cause d'un cancer, d'une maladie génétique ou d'une prédisposition à une maladie (diabète, athérosclérose, etc.). »

La méthode est si puissante qu'elle ne nécessite au départ que quelques cellules du liquide amniotique... des fragments de placenta au cours de la grossesse, des cellules détachées des muqueuses de la bouche, le bulbe d'un cheveu... »

Depuis, plusieurs spécialistes parmi lesquels le professeur André Boué (le Monde du 18 décembre 1989) ont mis en lumière les risques inhérents à la puissance même de cette technique et les précautions extrêmes qu'il convient de prendre dans l'interprétation des résultats.

Il n'en demeure pas moins vrai que tout, aujourd'hui, laisse penser que biologistes et médecins disposent là d'un outil dont personne ne soupçonnait, il y a quelques années encore, l'existence et qui vient donner une nouvelle et brutale accélération à la course au savoir et, au-delà, à la maîtrise du vivant.

JEAN-YVES NAU

Les Pays-Bas prennent le large

Les nouveaux projets des Néerlandais pour gagner des terres sur la mer.

LA création de nouvelles terres aux Pays-Bas n'a pas de liens directs avec les problèmes que posera une éventuelle montée du niveau des mers aux villes et régions côtières. Mais les Pays-Bas ont, depuis huit siècles au moins, une tradition de lutte contre l'océan et d'accroissement de leur territoire aux dépens de la mer ou de lacs intérieurs (1). Si bien qu'au cours de la première rencontre internationale sur les « villes du bord de l'eau », réunie à Venise du 11 au 13 décembre (le Monde du 12 décembre), l'exposé de M. Ronald Waterman — spécialiste de l'environnement et des zones côtières et aussi élu de l'assemblée provinciale de Hollande-du-Sud — a été particulièrement intéressant.

Les Pays-Bas ont, depuis 1980, cinq projets dont deux, au moins, sont en cours de réalisation. Mais les principes, qui ont été définis en 1979 par un ingénieur hydraulicien, M. J.N. Svesek, et qui servent de guides à M. Waterman, sont totalement différents de ceux qui ont présidé aux anciennes phases de la lutte des Néerlandais contre la mer et

pour la terre. On peut désormais parler de « politique côtière intégrée ».

Au douzième siècle, et peut-être même avant, on a commencé la construction de digues qui se sont multipliées au fil des siècles. On a ensuite pompé l'eau ainsi « isolée » à l'aide d'abords de moulins à vent puis de machines à vapeur. Les projets actuels ne comprennent pas d'énormes mers mais l'extension pour le large des plages existantes par la création de nouveaux cordons de dunes faits par l'apport de sable prélevé sur les fonds marins situés à distance convenable des côtes. La forme de ces nouveaux cordons et la granulométrie du sable sont soigneusement choisies de façon à utiliser rationnellement les outils fournis par la nature (courants littoraux, vents, sable, débits des fleuves dans les estuaires, etc.) contre les forces de cette même nature (marées, vagues, tempêtes, vents). On crée ainsi une nouvelle côte, qui est en équilibre dynamique.

Rappelons, en effet, qu'une côte naturelle ne cesse jamais d'évoluer. Ici, les courants et les vagues la ro-

gent ; là, les uns et les autres la nourrissent. La méthode suivie par M. Waterman consiste donc à faire une nouvelle côte soumise obligatoirement à l'érosion et à l'accrétion, mais modelée de telle sorte que ces effets, contrairement théoriquement, se compensent concrètement.

Le premier projet concerne la côte néerlandaise du nord de Scheveningen (la plage de La Haye) au Hoek Van Holland. Ce promontoire est limité à l'ouest par la mer du Nord et au sud par la branche de la Meuse (et aussi du Rhin) qui mène au port de Rotterdam (2). La superficie qui sera — vers l'an 2000 peut-être — gagnée sur la mer, ajoutera 30 kilomètres carrés aux terres émergées des Pays-Bas. Cela nécessitera la judicieuse accumulation de 360 millions de mètres cubes de sable.

Le projet tire parti des conditions naturelles géographiques, géologiques et météorologiques pré-existantes. Et il pourra être réalisé par phases successives, segment par segment.

L'espace créé entre le nouveau et l'ancien cordon de dunes sera, soit laissé en l'état, soit astucieusement

modélisé, toujours en fonction des conditions naturelles et selon l'usage qui en est prévu. Du nord au sud, seront aménagés sur les nouvelles terres des aires de « récréation » et d'habitat, une extension du petit port de Schiedamschen, une aire d'habitat et de parc de nature, trois lacs, des bassins pour l'aquaculture, une réserve de nature, une vaste zone réservée aux terres pour les primeurs — déjà nombreuses dans la région, — enfin un bassin de marées entouré de marinas, des centres de conférence et de restaurants.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 22.

(1) Pour donner une idée des superficies des nouvelles terres conquises sur la mer, les seuls polders du Zuiderzee ont ajoutés, depuis la seconde guerre mondiale, 1 630 kilomètres carrés aux Pays-Bas, qui ont actuellement 34 000 kilomètres carrés de terres émergées.

(2) 33 000 navires entrent chaque année dans le port de Rotterdam et sortent en sortent. En outre, 200 000 péniches ou chalands fluviaux entrent et sortent aussi chaque année.

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
PASSION-RECHERCHE
réalisée pour la cinquantième université du CNRS

«La nouvelle image de la matière»
par Jean-Marc Lévy-Leblond,
professeur à l'université de Nice, laboratoire de physique théorique.

samedi 6 janvier à 15h

... et n'oubliez pas les conférences / débats à 17h :
le 3 janvier « Voyage au cœur de l'infiniment petit »
le 10 janvier « Les étonnantes compétences du nouveau-né »
(entrée libre)

**SECTEURS
DE POINTE**

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3815 X 74

En 1990, rejoignez le leader de la communication d'entreprise

Envie de communiquer, de gagner ?

Tout est encore possible au pays de la communication d'entreprise, au pays de Telic Alcatel. Radiocommunications, terminaux de communication, systèmes de communication multimédias, nos produits sont conçus dans cinq centres de Recherche et Développement et fabriqués dans six unités de production. Ils sont diffusés dans plus de soixante pays dans le monde.

Ingénieurs logiciels

Venez vous intégrer à la dynamique de nos projets européens. Vous serez chargés de concevoir et de développer des systèmes de communication voix - données - image dans un environnement Unix et en langages évolués.

Leader, nous le sommes et cela se voit !

Dans nos résultats : nous réalisons un CA de plus de 10 milliards de francs, dont 13% sont consacrés à la recherche et au développement. Dans nos performances : Telic Alcatel est le numéro un français en radiotéléphonie, le numéro un européen des systèmes de communication d'entreprise, le numéro un mondial des vidéotex...

Ingénieurs électroniciens

Venez concrétiser vos connaissances en électronique analogique et numérique. Nous vous confierons la conception de terminaux de communication et la réalisation du design des cartes électroniques en utilisant des technologies de pointe.

Envie de partager notre aventure ?

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur électronique ou informatique, vous parlez anglais : 90 opportunités de carrière s'ouvrent à de jeunes ingénieurs, débutants ou 1^{ère} expérience, à Colombes, Strasbourg, Suresnes...

TELIC
ALCATEL

Nous vous remercions d'adresser, pour un premier entretien, votre CV à
Telic Alcatel, Direction des Ressources Humaines, 3 avenue Solomon de Rothschild, 92152 Suresnes.



INGENIEURS

CONFIRMEZ GRANDES ECOLES ET UNIVERSITAIRES
DIVISION TRANSPORT

- CHEFS DE PROJETS
- INFORMATIENS
- ELECTRONICIENS
- QUALITE LOGICIEL

Leader mondial en matière de systèmes ferroviaires GEC ALSTHOM vous propose de faire carrière au sein de la Direction Technique, dans un environnement de très haute technologie à forte orientation "Génie logiciel" utilisant des méthodes de conception et de développement en Ada et C, autour d'un atelier logiciel UNIX.

Aux portes de l'avenir, l'enjeu technologique à relever vous permettra d'exprimer vos idées et vos ambitions à travers des

projets de grande envergure comme la réalisation de systèmes ferroviaires complexes (Trains et Métros) dans le monde entier : Centre de Contrôle du Tunnel sous la Manche, ASTREE, SAGEM, MAGGALY, RER, TGV Atlantique, Métro Los Angeles, etc. Envoyez-nous sur le site, au Département des Affaires Sociales, GEC ALSTHOM, DTRP, 33, rue des Bateliers, 93400 SAINT-OUEN, en joignant à votre lettre manuscrite CV, prêt et photo, sous réf. 6513/HD.

GECALSTHOM
LA PASSION FERROVIAIRE


Par son dynamisme décisionnel, sa décentralisation des responsabilités, la modernisation de son outil de production et son engagement dans une politique de qualité totale, la division FILTRES PURFLUX pour l'automobile se donne les atouts de sa réussite internationale, succès de ses technologies et d'hommes et de femmes qui veulent gagner.

Directement rattaché au Responsable du Bureau d'Etudes et Développement de la Division Filtres Purflux, vous aurez en charge la conception de nouveaux produits, le suivi des dossiers et la mise au point jusqu'à la phase industrialisation.

Ingénieur débutant, de formation mécanique/hydraulique, vous pratiquerez l'anglais couramment.

Imaginatif et ordonné, vous disposez alors de qualités requises pour réussir dans cette fonction.

Ce poste est basé au siège à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à Christian LEFRANCOIS - Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 - 78051 SAINT-QUENTIN-YVELINES Cedex.

labinal
BOURJOIS

Groupe important
implanté sur l'est de la France
Plus de 10 000 salariés

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

Pour ses développements informatiques, applicatifs, système, base de données, matériel IBM haut de gamme, réseaux minis, micros...

Salaires selon expérience.

Faire offre lettre + C.V. détaillé + photo sous n° 8686
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

INGENIEUR PROJET GPAO

LA TECHNICITE
POUR MOTEUR

BOURJOIS occupe une place de leader dans le domaine des parfums et cosmétiques. Son succès repose sur la qualité de ses produits obtenue grâce à une politique d'innovation à tous les stades de la production.

Ingénieur Grande Ecole ou université avec option informatique, vous avez une expérience de 2 à 3 ans d'un projet GPAO.

Vous souhaitez aujourd'hui rejoindre une entreprise très performante.

Rattaché au Directeur des projets gestion de production, vous concevrez et metrez en œuvre, en collaboration avec l'informatique, des projets d'organisation et d'informatisation de la gestion de production des 3 sites industriels et des fonctions centrales de l'exploitation, en ayant toujours comme principal souci la satisfaction maximale des utilisateurs.

Si vous conjuguez qualités humaines et organisationnelles, vous bénéficierez de nombreuses perspectives d'évolution.

Le poste est basé à Pantin.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM.PGP.12 à BOURJOIS - Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor Noir - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

BOURJOIS

Un professionnalisme éclatant.

CLECIM

Ingénieur
Bordeaux

Ingénieur

Bordeaux

Ingénieur
Bordeaux

Ingénieur

Relations Techniques

Ingénieur
Bordeaux

Ingénieur

Ingénieur
Bordeaux

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénierie à l'export

CLECIM

Ingénieur métallurgique du groupe Spie Batignolles, nous réalisons 85% de notre chiffre d'affaires à l'étranger.

Concepteur d'équipements pour la sidérurgie et les métaux non ferreux, nous travaillons dans un environnement de haute technologie où l'innovation est permanente. Dans nos équipes de projets, nos jeunes ingénieurs prennent tout de suite des responsabilités opérationnelles.

INGENIEUR DE PROPOSITIONS

Cergy-Pontoise

Intégré à une Ligne de Produits, vous concevez, préparez et défendez chez nos clients les offres techniques qui vous sont confiées. Vous assurez les responsabilités humaines et financières correspondantes. Intéressé par le processus, généraliste par vocation, vous confirmerez rapidement vos capacités à animer et votre aisance dans les négociations internationales. Ingénieur diplômé, une courte première expérience vous a permis de démontrer vos capacités d'animateur et d'homme de synthèse. Vous êtes très mobile et vous parlez couramment l'anglais.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous encadrez l'équipe de techniciens chargée des études, réalisations, essais et mises en service sur site d'équipements hardware et micro-informatique. Vous assurez la responsabilité technique et budgétaire des contrats qui vous sont confiés. Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous souhaitez confirmer vos qualités d'animateur et de gestionnaire avant d'accéder à des responsabilités plus étendues. Vous êtes mobile et vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à Madame Ortali, CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, Parc Saint-Christophe, 95864 Cergy-Pontoise Cedex.

INGENIEURS GENERALISTES

Région lyonnaise et Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous intervenez dès la conception des projets puis en assurez la réalisation : pilotage des études, suivi des sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous intervenez vous-même sur site lors des mises en service. Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous élargissez rapidement vos compétences techniques : mécanique, automatismes, fluides, électricité... faites la preuve de votre aisance dans les contacts internationaux et affirmez vos capacités à encadrer. Vous êtes mobile et vous parlez couramment l'anglais.

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Cergy-Pontoise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous êtes responsable de la réalisation de nos avant-projets d'automatismes comprenant de l'instrumentation, des matériels et logiciels micro et mini-informatique ainsi que des systèmes mécaniques et hydrauliques. Vous en assurez l'estimation et participez à la passation des marchés. Ingénieur diplômé, débutant ou première expérience, vous avez une très bonne formation généraliste à dominante automatismes et vous parlez couramment l'anglais.

Animateur, homme de synthèse, vous souhaitez accéder rapidement à tous les aspects techniques et financiers du montage d'une affaire.



UN ESPRIT D'ENTREPRISES



CISI INGENIERIE réalise des études du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel.

Pour participer à notre expansion dans les domaines armement, aéronautique, espace, nucléaire, nous recherchons :

Ingénieurs d'études

Bordeaux

Mission : Prendre en charge des études et des réalisations dans un environnement lié aux technologies de pointe.

Profil :

- Ingénieur informaticien : Unix, C, FORTRAN, SGDB. Débutants acceptés.
- Ingénieur Grandes Ecoles : Electromagnétisme, traitement du signal, informatique. Débutants acceptés.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence CIB 03/01 à Monsieur Hervé CADIN - CISI INGENIERIE - Parc d'activité KENNEDY - BP n° 19 - 33702 MERIGNAC Cedex. Tél : (01) 56 34 11 50.

ABD Agence de Recrutement

Avec la Performance... La Compétence

Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Contrôle et Qualité recrute :

2 INGENIEURS QUALITE DEVELOPPEMENT

(Ref. IQ/10)

Vous serez chargé de l'assurance Qualité des systèmes de visée en cours de développement mettant en œuvre opto-électronique, imagerie thermique et écartométrie. Ingénieur généraliste (ENSI ou équivalent), vos connaissances en optique ou opto-électronique seront appréciées.

1 INGENIEUR QUALITE DEVELOPPEMENT

(Ref. IQ/11)

Vous serez chargé du système de pilotage automatique. Ingénieur généraliste (ENSI ou équivalent), des connaissances en électronique numérique (68000) sont exigées.

Que vous soyez débutant ou fort d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser votre manuscrite, CV + photo et prétentions sous la référence choisie à Françoise HENNEQUIN, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex.



2 milliards de CA - 4 000 personnes - 7 usines

Ingénieur Relations Techniques Constructeurs

Nous recherchons pour notre division Pneumatiques à Issy-les-Moulineaux, un jeune ingénieur ayant de préférence une expérience dans l'industrie automobile pour assurer les liaisons techniques avec les bureaux d'étude et les services d'essai des constructeurs automobiles.

Pour réussir dans ce poste, il vous faut :

- être passionné par l'automobile
- avoir les contacts
- savoir créer une bonne ambiance de travail en équipe et connaître l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel - 62, rue C. Desmoulins - 92133 ISSY LES MOULINEUX CEDEX.

DUNLOP FRANCE

Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole
Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture
recrute

4 INGENIEURS-AGROMOMES

ou bac + 4
35 ans maximum au 1^{er} janvier 1990 - Nationalité française
Postes à PARIS - déplacements en province
Salaire : 115 200 F brut + primes
Renseignements et dossiers de candidature à demander par téléphone : 40-58-71-72 ou 40-58-70-92
Date limite de dépôt des dossiers : 17 janvier 1990
Epreuves écrites : 25 janvier 1990 à PARIS
ou lors ACOFA
2, rue Saint-Charles, 75740 PARIS Cedex 15

GROUPE BANCAIRE MONDIAL

Nous sommes une de ses filiales chargées de l'organisation et de l'informatique pour ses activités spécialisées sur les marchés financiers et les titres. Pour faire face à notre développement, nous mettons en place un nouveau schéma directeur et souhaitons accueillir au sein de notre département Organisation plusieurs :

ORGANISATEURS

De formation supérieure (École d'ingénieur ou universitaire), vous avez une expérience fonctionnelle de 3 à 5 ans en tant que concepteur ou chef de projet dans l'un des domaines :

TITRES - TRÉSORÈRE - INTERNATIONAL

Vous aurez la responsabilité de l'ensemble des phases d'organisation, de l'étude préalable à l'adaptation des solutions actuelles au nouveau système. Vous serez le garant des procédures et assurerez le support et la formation des utilisateurs.

Ce poste requiert un sens aigu de la communication.

Pour ces postes basés à Montparnasse, nous vous remercions d'adresser votre dossier + photo sous réf.ORMIT à notre conseil : A.F.I., Cabinet de Recrutement, Volérie JOLY, 5 rue de Surène 75008 PARIS.



L'innovation en électronique et informatique

DIGILOG

GROUPE DIGITONE

PME de 100 personnes recherche pour son Etablissement Parisien, ainsi que pour Aix-en-Provence et Toulon

INGENIEURS de formation électronique

débutants ou quelques années d'expérience pour développer du logiciel dans les domaines du Traitement du Signal, du Graphique et des Télécommunications. DIGILOG est une des rares PME capables de réaliser des systèmes électroniques complets tant sur les aspects matériels que logiciels.

Si vous êtes motivés par l'évolution de quelques-uns des mots clés suivants : VME, SPARC, TRANSPUTER, 68030, UNIX, VRTX, VAXWORKS, C/C++, DIGIBUS, FDDI. Merci d'envoyer votre manuscrite et CV à :

DIGILOG - 21, rue Frédéric Joliot - 21 - 13763 LES MILLES CEDEX

Grande entreprise nationale recherche pour son centre régional de Lille UN JEUNE INGENIEUR

Grandes Ecoles débutant ou quelques années d'expérience dans l'industrie, pour occuper un poste au sein d'une équipe chargée d'exploiter et de gérer un grand réseau électrique grâce à votre créativité, votre goût pour le travail en équipe et votre facilité d'adaptation, ce poste vous offrira, après deux ou trois ans, de larges ouvertures sur la plupart de nos secteurs d'activités tant dans le domaine technique que commercial.

Écrire s/n° 8714 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

it !
iards
elop-
o un
èmes
des

S
érique,
la réali-
pointe.



France
ib

URES

ortiques, applicatifs,
BN haut de gamme.

ince.

photo sous n° 6686
messy, 75007 Paris

PROJET GPAO

IR MOTEUR

ier dans le
es son succès
a obtenu grâce à
es succès de la

et avec option
ence de 2 à 4 ans

ne une entreprise

gestion de produc-
-avance, en collabora-
-tion d'organisation
le production des
entraînés de l'expéri-
-ence principal souci la
-s.

ies et organisation-
-temps perspectives

Candidature sous
- Développement
- rue Victor Noir -

JURJOIS

Un professionnelisme éclatant

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CONTROLEUR INTERNE

Pyrénées

La société SOULE, important constructeur français de matériel électrique, électronique et ferroviaire (550 personnes, 350 millions de francs de chiffre d'affaires) en forte croissance, recherche son contrôleur interne. Adjoint au directeur financier de la société, il aura pour mission de faire vivre et contrôler l'ensemble des procédures de traitement et de circulation de l'information comptable et financière. Il supervisera également en direct les comptabilités générale et analytique et animer une équipe de 7 personnes. De formation Sup de Co + DECS ou équivalent, le candidat recherché devra avoir une expérience d'au moins 2

ans d'une fonction similaire en entreprise et/ou en cabinet d'audit international. D'excellentes compétences comptables, de bonnes capacités d'organisation et une personnalité affirmée permettront à un jeune candidat de potentiel d'évoluer au sein d'une entreprise très dynamique. Devant à terme être le contrôleur du groupe en France et à l'étranger, la pratique de l'anglais est nécessaire. Ecrire à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T7333M - PA Consulting Group - 2 bis, avenue Erizac - 31400 TOULOUSE - Td. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)

Soulé

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Jeune Responsable Comptable

Branche du GROUPE LIVRE HACHETTE, nous gérons les activités "Industrie et Services". La Direction Administrative et Financière, renforce ses équipes et recherche un Jeune Responsable Comptable.

Au sein d'une équipe jeune, et dans le cadre d'un environnement très fortement informatisé (progiciels de comptabilité et de gestion, outils micros), vous serez le "numéro deux" en charge de la comptabilité générale, analytique et budgétaire, de la réalisation et du suivi des inventaires.

La décentralisation des traitements comptables vers les entités de distribution du livre (une vingtaine en France), implique de votre part un rôle de coordination et de contrôle des applications et procédures tant comptables que de gestion.

A la fois opérationnel (animation d'une équipe au siège) et conseil auprès des comptables présents dans les unités, vous prendrez une part essentielle dans l'évolution des systèmes et leur bonne utilisation.

A l'issue d'un DECS ou d'une formation de type MSTCF, vous avez évolué deux à trois ans dans un cabinet ou une entreprise. Nous vous proposons de rejoindre dans l'immédiat cette Direction et d'évoluer, à terme, dans le groupe, en France ou à l'international (pratique de l'anglais ou de l'espagnol appréciée).

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence RH/18/M, à notre conseil : INFRAPLAN - 83 Bd Raspail - 75006 PARIS.

HACHETTE
INDUSTRIE
& SERVICES

NOTRE DIRECTION FINANCIERE INTERNATIONALE

recherche

CADRE FINANCIER EXPORTATION

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous participerez à l'élaboration, à la négociation et à la conclusion des contrats d'exportation. Vous établirez en relation avec les organismes français concernés (banques, ministères...) les procédures d'assurance et de financement correspondantes.

Agé de plus de 30 ans et de formation supérieure (ESSEC, Sup de Co, Sciences Po), vous avez acquis une expérience significative de 5 ans minimum du financement à l'exportation dans le secteur bancaire ou industriel.

Rigueur, fiabilité, efficacité, autonomie, sens de la négociation, sens des responsabilités, esprit d'équipe sont des qualités essentielles pour réussir dans ce poste.

Anglais courant, Espagnol souhaité.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. DFD/011 au Service du Personnel, AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION 78, quai Marcel Dassault - 92214 SAINT CLOUD



DASSAULT

de l'air républicain

ERAMET-SLN

Important Groupe Industriel français d'envergure internationale, nous sommes spécialisés dans l'extraction, la transformation et la distribution de métaux non ferreux.

Dans le cadre de notre développement soutenu, nous renforçons notre structure siège, et recherchons notre :

Responsable du Service
Contrôle de Gestion

Paris

Vous serez responsable :

- des procédures budgétaires
- de la consolidation des budgets
- du contrôle, analyse et commercialisation des résultats
- du reporting mensuel à notre Direction Générale (résultats analytiques, marges, tableaux de bord).

La trentaine, de formation supérieure (ESG Gestion), vous possédez une expérience de la fonction en milieu industriel (Cabinets et Entreprises) et êtes familiarisés avec l'outil informatique.

De tempérament responsable et méthodique, vous aimez sans doute le contact et l'ouverture d'esprit, ce qui vous permettra à terme d'évoluer au sein de nos structures.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence M/1236 au :

CNPF
Ressources Humaines
61 rue des Belles Feuilles
75116 PARIS.

SOCIETE DE SERVICES
LEADER dans son activité
recherchepour proche BANLIEUE OUEST
SON RESPONSABLE
SERVICE COMPTABILITE
ET INFORMATIQUE

(12 collaborateurs)

UNE OPPORTUNITÉ :

- pour un candidat jeune Diplômé D.E.S.C.F. ou équivalent.
- Ayant une expérience minimum de 2 ou 3 ans en Cabinet d'Expertise ou en Entreprise.

Adresser C.V. + Prétentions à :
S.I.P. Publicité (sous réf. PM)
11, rue d'Uzès - 75002 PARIS
(qui transmettra)

DIRECTEUR
DE LA GESTION DU PATRIMOINE

NANCY. Cet important organisme de construction et de gestion immobilière compte un effectif de 370 personnes assurant la gestion locative et la vente de près de 20 000 logements.

Souhaitant renforcer son encadrement supérieur, le directeur général recherche

UN COLLABORATEUR

à qui sera confiée la gestion du patrimoine.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation juridique, expérimenté dans la gestion immobilière (5 ans environ d'expérience professionnelle dans cabinet immobilier ou organisme HLM).

Les conditions offertes ainsi que le dynamisme de l'équipe de direction seront de nature à intéresser des candidats de valeur pour ce poste évolutif.

Ecrire à C. GERBELL
OPAC de Meurthe-et-Moselle
B.P. 610 - 54010 NANCY CEDEX.

Ford France (14 milliards de C.A.,
4.500 personnes...) recherche pour
sa Direction Financière plusieurs :



Vous désirez vous investir dans un environnement international vous permettant d'accéder à des postes de management.

Nous vous proposons d'intégrer notre Direction Financière qui offre plusieurs opportunités d'acquiescer les mécanismes financiers de notre Société, au sein des départements Trésorerie et Comptabilité.

Ces postes constituent un excellent tremplin pour des personnalités maîtrisant bien l'anglais et désireuses de pouvoir évoluer à terme, sur le plan international, au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier (c.v. + lettre + photo) sous référence TN à :



FORD FRANCE SA, Direction des Ressources Humaines
344, avenue Napoléon-Bonaparte, 92506 Neuilly-Malmaison Cedex

La Clusaz
station de sports d'hiver et d'été
recrute

UN RESPONSABLE FINANCIER

Chargé du contrôle budgétaire des organismes municipaux et para-municipaux de la négociation des emprunts, de la recherche des subventions, de la maîtrise du processus budgétaire et de la gestion de trésorerie.

CANDIDATURES A ADRESSER :
MAIRIE DE LA CLUSAZ - 74220
Tél. : 80-02-60-88 - M. CODRON S.G.

IMPORTANTE
MUTUELLE NATIONALE,
RECHERCHE SONDIRECTEUR
ADJOINT

Réf. 2756/A

De formation supérieure, âgé de 40 à 50 ans, vous avez une solide expérience :

- des contacts et de la négociation à tous niveaux,
- de l'encadrement direct d'une équipe opérationnelle où les techniques modernes de traitement de l'information ont une place privilégiée.

DELEGUE
COMMERCIAL

Réf. 2756/B

auprès de ses unités décentralisées, et de ses entreprises clientes.

De formation supérieure, vous avez une expérience dans l'offre de services dans le domaine de l'Assurance, y compris dans ses aspects marketing.

Ces deux postes destinés à renforcer notre équipe de Direction pour un programme de développement ambitieux, supposent une capacité d'intégration rapide et le goût du travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo en précisant la réf. du poste qui vous intéresse à AXIAL, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

Etablissement Public - Paris
recherche

un gestionnaire

pour saisie et suivi des crédits au sein
de la Direction Administrative et Financière.

Connaissance des procédures publiques exigées
(investissement et fonctionnement)

Niveau Bac + 2 souhaité et bonne connaissance de la comptabilité

Envoyez C.V. et prétentions à :

Association pour la Bibliothèque de France
1, place Valhubert - 75013 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

de
une des comp

Respo
d

Chargé de définir le plan
œuvre et d'en contrôler l'ex
Législateur agro ou agro, il a
contact parfaitement les ser

Adresser le
100

Cré

de
Re

Une entreprise a créé en Fe
m2 d'hypermarchés en
500 personnes et 15 milie
offrons de participer à notr

MARGE

A formation supérieure (Psycholo
tendance de recrutement d'au trois
en cabinet.

Appel à notre Direction de la Q
es serez formel à nos méthodes
des recrutements cadres et ag
sions, qui demande autonomie
à faire évoluer votre carrière dans v

Envoyez votre candidature (lettre ma
référence 50/M à Patrick MOR
300 CHAMBOURCY.

Le groupe Promodés
NOU

bioMérieux
Instruments et recuils d

Premier Groupe Français de reatr
recherche pour sa filiale de q
dans un de STUY

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF

recherche au Directeur Général de la
de offrir d'être mis à votre travail
Direction Administrative et Financière
Responsable de l'ensemble des
services, vous serez chargé dans un
encadrez Directeur ont une écou
Nous recherchons un cadre eur
tournement à l'Administration
Comptable

Merci d'envoyer votre candidature et
à C. ALERIE

table

rie et Services
cherche un jeune

très fortement
s), vous serez la
budgétaire, de la

tribution du fon-
son et de contrôle

nel auprès des
le dans l'évolution

ez évoluer deux
de rejoindre dans
en France ou à

d'adresser votre
: INFRAPLAN

SLN

veiture internationale nous
sélectionner et la distribu-
i soutenu, nous renforçons

Service
Gestion

des résultats
n Générale (résultats analy-

SC Gestion), vous possédez
lieu industriel (Cabinets et

si informatique.

rodique, vous aimez sans
s permettra d'être d'évoluer

ecture (lettre manuscrite - 20

41 rue des Belles Feuilles
75116 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

E
ATIONALE.
SONTEUR
NT

Ref. 2754
de 40 à 50 ans, vous avez

gocation à tous niveaux
d'une équipe opérationnelle
rues de traitement de l'inter-
religieuse

IE
RCIAL

Ref. 2754
habitués, et de ses entres-

Aus avez une expérience dans
le domaine de l'assurance, à
marketing

s à renforcer notre équipe de
sage de développement en la
paire d'intégration rapatrié

anueite avec CV et photo
e qui vous intéresse à AVAL
un, qui transmettra.

Public - Paris

de

maître

les crédits au sein

trative et Financière.

quels publics exécuté

fonctionnement

connaissance de la comptabilité

prétentions à

ibliothèque de France

rt - 75013 Paris

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REASSURANCE

Les Mutuelles du Mans en pleine expansion sur les marchés français et internationaux (5200 collaborateurs, 16 milliards de FF de CA, présence dans 30 pays) renforcent le potentiel de leur département REASSURANCE situé au Mans

RESPONSABLE DE MARCHÉ
France et Suisse

Quatre à cinq années de pratique ont fait de vous un souscripteur traité IARD averti et reconnu. Vous êtes aussi familiarisé avec les marchés français et/ou suisse. De fait votre culture économique est internationale et vous allez à la pratique de l'anglais de solides connaissances en une deuxième langue (allemand-espagnol-italien...). Le sens de la négociation et du management sont des points forts de votre personnalité.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence LM/RM aux :

MUTUELLES DU MANS
Service Recrutement - 19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.

AEROPORT INTERNATIONAL DE LYON
Concession de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

Décollage immédiat en Rhône-Alpes !

Deuxième aéroport (frat et passagers) en France, nous sommes acteurs de projets ambitieux (2e piste, connexion TGV, J.O. de 1992...) et attirons massivement sur notre domaine des sociétés de services aéroportuaires (Compagnies aériennes, transitaires, hôtels, banques, commerces, parc d'affaires...). C'est pourquoi, nous créons le poste de

chargé de clientèle / immobilier

Venez négocier les conventions qui nous lient à nos clients, optimiser la répartition de nos espaces d'affaires et orchestrer l'unité des services présents sur notre site.

A 28 ans minimum, votre première expérience de l'immobilier d'entreprises ou des services, alliée à votre rigueur et à votre sens du contact, vous autorise à monter à bord.

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE, vous remercie de lui écrire (réf. 1520LM)

ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

Responsable du
département des relations humaines
et du personnel
300.000 F

EPIC de 1 000 personnes, la diversité des domaines de notre intervention et des types d'emplois requiert de notre Département des Relations Humaines et du Personnel une politique active et dynamique de gestion des ressources humaines. Sous l'autorité du Directeur des Relations Humaines, de l'Administration et des Finances, ce département fort d'une quinzaine de personnes couvre l'ensemble de la fonction Personnel comprenant essentiellement la formation professionnelle, les relations sociales, le recrutement, la paie... Il devra par ailleurs mettre en place une gestion prévisionnelle et préventive du personnel. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la fonction, de formation supérieure, avec une expérience analogue d'une dizaine d'années. Excellent technicien, il intégrera la dimension stratégique des ressources humaines dans sa démarche au sein de La Cité. Capacité d'écoute, curiosité intellectuelle, esprit d'équipe et grande capacité à animer autant d'atouts requis pour réussir. Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la réf. : 2074/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

En vue de renforcer sa présence sur le marché de l'Agriculture

Le Crédit Mutuel
de Maine-Anjou et Basse-Normandie

Une des composantes majeures de son développement : l'agriculture, recherche

Responsable du marché de l'agriculture

Chargé de définir la stratégie de développement adaptée à ce marché, de participer à sa mise en œuvre et d'en contrôler l'efficacité.

Ingénieur agro ou agri, il a acquis une bonne maîtrise de la gestion des entreprises de ce secteur et connaît parfaitement les structures gestionnaires de l'agriculture.

REF. LM/AGR

Adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle à :

Crédit Mutuel - Direction des ressources humaines
43, Bd Volney - 53002 LAVAL Cedex

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

CONTINENT G
Record de croissance

Notre entreprise a créé en France le plus grand nombre de m2 d'hypemarchés en 1988. Avec 39 magasins, 9500 personnes et 19 milliards de CA TTC, nous vous offrons de participer à notre développement, comme :

RECRUTEMENT

De formation supérieure (psychologie de préférence), vous avez une expérience de recrutement d'au moins 3 à 5 ans, acquise en entreprise ou en cabinet.

Intégré(e) à notre Direction de la Qualité et des Ressources Humaines, vous serez formé(e) à nos méthodes et prendrez la responsabilité d'une partie des recrutements cadres et agents de maîtrise.

Ce poste, qui demande autonomie et implication, doit vous permettre de faire évoluer votre carrière dans un groupe performant.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 50/M à Patrick MOREAU - CONTINENT - RN 13 - BP 38 78240 CHAMBOURCY.

LES COULEURS DE LA NOUVELLE DISTRIBUTION

bioMérieux
Instruments et réactifs de laboratoire

Premier Groupe Français de réactifs pour le diagnostic biologique recherche pour sa filiale de distribution en Allemagne (région de STUTTGART) son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

rattaché au Directeur Général de la filiale (45 personnes - 60 MF de chiffre d'affaires), vous travaillerez en étroite liaison avec la Direction Administrative et Financière du Groupe.

Responsable de l'ensemble des fonctions administratives et financières, vous évoluerez dans un environnement très informatisé et encadrerez directement une équipe de 14 personnes.

Nous recherchons un cadre confirmé de 30-35 ans parlant couramment l'Allemand, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce.

Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à BioMérieux
J.-C. ALERINI - Chemin de l'Orme - 69280 MARCY L'ETOILE

DUNLOP
2 milliards de CA - 4 000 personnes - 7 usines

Nous recherchons pour une de nos activités dans le secteur automobile, située à l'Ouest de Paris

Responsable de Production

A 30 ans environ, de formation supérieure (Ecole de Chimie, Arts et Métiers ou équivalent) vous justifiez d'une expérience de production réussie, soit dans l'industrie chimique ou automobile.

Vous avez acquis si possible des connaissances particulières en chimie organique et en automatisme. Vous connaissez l'anglais.

Toutes ces compétences, en y ajoutant vos qualités de manager, vous permettront de prendre la responsabilité totale d'ateliers représentant environ 350 personnes.

Ce poste vous donnera également toute possibilité d'évolution dans notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RP/LM à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel - BP 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEUX CEDEX.

Juriste d'affaires confirmé

Dans le cadre du développement de Bouygues Bâtiment International, la Direction juridique recherche un juriste d'affaires.

Autonome, il pourra prendre en charge notamment :

- la négociation et le suivi juridique de contrats internationaux
- les opérations d'acquisition de sociétés à l'international

De plus, il interviendra en tant que conseil auprès des différentes directions opérationnelles.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Ce poste est à pourvoir immédiatement et conviendrait à un candidat diplômé d'Etudes supérieures en droit du commerce international, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans le secteur industriel. Il parle couramment l'anglais et une autre langue, si possible l'allemand.

Les activités diversifiées du groupe Bouygues et la politique de développement de ses implantations internationales permettent d'envisager une évolution motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5V/JA Bouygues Bâtiment International Direction des Relations Humaines 1, av. Eugène Freyssinet 78061 St Quentin en Yvelines

Consultants associés
Paris/Province

RECHERCHE DE CADRES

Le respect de l'homme client, candidat ou collaborateur inspire notre éthique ; la taille humaine de nos équipes (Annonces et Search) nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif... Et avec cette éthique, nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir.

Merci d'adresser votre courrier avec la réf. TEP M à PAUL-EMILE TAILLANDIER - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

PAUL-EMILE TAILLANDIER
ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

CHERCHEZ D'AUTRES BANQUIERS

Après vos études supérieures, vous avez choisi la carrière bancaire, où vous avez vite acquis des responsabilités opérationnelles et apprises à connaître les hommes et l'industrie. Avez-vous songé que vous pouvez devenir conseil en recherche de cadres et de dirigeants dans un monde qui vous est familier ?

Nous sommes un cabinet de recrutement important, réputé, ayant déjà la confiance d'un bon nombre d'industriels et de banquiers.

Rejoignez nos équipes pour y jouer un rôle autant commercial (renforcer notre présence dans le monde de la banque et des finances) que technique (analyser les besoins de nos clients et conduire les recherches). Apportez-nous vos compétences, nous vous apportons les nôtres.

Ecrivez sous réf. 6384/LM à

MEDIA PA
50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

REPRODUCTION

La ville de Reims
(Marne)
RECRUTEUN (OU UNE) ATTACHÉ(E) DE PRESSE
pour son service communication

chargé, sous l'autorité du chef de ce service :

- d'assurer les relations presse de la mairie de REIMS,
- des contacts avec la presse,
- de la rédaction de dossiers,
- de réflexions sur les outils de presse,
- de conception d'événements médiatiques.

Profil :

- connaissance des Collectivités Territoriales et expérience professionnelle souhaitées,
- talents de rédaction.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo récente, avant le 31 janvier 1990, à :
Monsieur le Maire - Hôtel de ville - 51100 REIMS.
(Pour renseignements : 26-40-54-53, poste 1525)

NERVET PONT, CONSEIL EN RECRUTEMENT
SOUHAITE A SES CLIENTS, PARTENAIRES ET
CANDIDATS UNE EXCELLENTE ANNEE 1990.

nervet pont conseil

professionnel du recrutement

LYON

En France, nous sommes une importante société de Conseils en Recherche de Cadres et Dirigeants. En contact permanent avec les entreprises, les hommes et les technologies les plus diversifiées depuis plus de 12 ans, vous rejoindrez une équipe de professionnels en recrutement par annonce et par approche directe.

Le niveau de vos interventions, la qualité de nos actions nécessitent :

- une formation supérieure (ESC, DESS, Sciences Po...)
- une solide expérience de recrutement de Cadres, d'ingénieurs et de Dirigeants
- une autonomie réelle de fonctionnement.

La connaissance du tissu industriel Rhône-Alpin, votre dynamisme commercial, et votre capacité d'analyse vous garantiront le succès dans un Cabinet en plein développement.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous réf. CGP 71 à Robert CHOUVENC qui vous garantit une stricte confidentialité.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COCEPLAN

Compagnie d'Assurance vie en pleine expansion
recherche

JEUNE ORGANISATEUR
A FORT POTENTIEL

De formation ESC ou MIAGE et âgé de 28-33 ans environ

Le candidat devra posséder une première expérience dans l'analyse de postes de travail en milieu administratif et la mise en place de procédures de gestion.

La connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo à :

Service du Personnel
Tour AIG, Cedex 46
92079 PARIS LA DÉFENSE

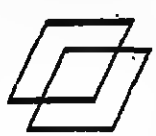
Groupe Foncier Habitat

Afin de poursuivre et d'amplifier nos efforts de modernisation et d'amélioration de notre patrimoine immobilier, nous créons le poste de

CHARGE DE MISSION PATRIMOINE

Sous l'autorité du Directeur du Patrimoine, vous participerez à la définition technique des projets de réhabilitation et assurerez leur montage administratif et financier; vous serez responsable de la recherche et de l'obtention des financements. Vous participerez également à la mise en place d'applications informatiques pour le suivi technique et financier des opérations.

De formation BAC + 4 (type IEP, école de commerce), vous avez 30 à 35 ans, possédez une expérience d'au moins 4 ans dans une fonction comparable. Vous aimez l'implication, la rigueur et l'innovation, assurance et sens de la négociation.



Dans ce cas, adressez votre candidature avec CV, photo et lettre manuscrite, sous réf. Recrutement CMAP/MD * à :
Groupe Foncier Habitat
BP 135 - 94230 CACHAN

Le département d'Eure-et-Loir
RECRUTEUN CONSERVATEUR DE MUSÉE
DE 1^{re} CATÉGORIE

Profil de l'emploi :

Ce conservateur sera chargé d'assurer la direction du Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles d'Eure-et-Loir.

Ce musée est géré par une société d'économie mixte dont le département possède la majorité du capital et abrite les collections de l'Association du conservatoire.

La rémunération sera celle afférente à l'emploi de conservateur de musée 1^{re} catégorie, par référence aux emplois communs.

Profil du candidat :

- Figurer sur la liste d'aptitude établie par les services de la Direction des musées de France publiée au Journal officiel du 25 juillet 1989;
- Par voie de détachement ou de mutation pour tous conservateurs en fonctions.

Candidatures :

A adresser, avant le 20 janvier 1990, sur papier libre, avec un curriculum vitae très détaillé, le dernier arrêté de promotion d'échelon, une photo d'identité à :

Monsieur le Président du Conseil général d'Eure-et-Loir
service du personnel - 31, rue Sainte-Même
28026 Chartres Cedex.

SOCIÉTÉ DU GROUPE DE LA CAISSE
DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

recherche

RESPONSABLE
D'UNE TECHNOPOLE
en cours de création

Ayant connaissance :

- du montage et de l'animation de réseaux de partenaires prestataires de services aux entreprises
- du monde industriel
- de la gestion

Capacité à contribuer à la négociation d'implantations d'entreprises.

Profil recherché :

- 35 à 40 ans
- Formation : Ingénieur-économiste - H.E.C. - E.S.E.C. - ou assimilé
- Bonne expérience de l'entreprise

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite sous réf. 67054 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

La Banque, c'est aussi un système de distribution
utilisant des technologies de pointe.

BANQUE REGIONALE DU SUD-OUEST
nous recherchons unRESPONSABLE
TECHNOLOGIES NOUVELLES

En étroite collaboration avec les services opérationnels, vous serez chargé(e) d'étudier les possibilités d'optimisation de l'activité bancaire par le biais de nouvelles technologies.

Dans le cadre des actions entreprises, vous aurez à les adapter et à en assurer le suivi.

Pour ce poste, nous recherchons un jeune Ingénieur (INSA, ISEN, IDN, ENSEEIHT, ...) ayant déjà une première expérience significative dans un établissement bancaire ou financier. Votre curiosité, votre goût d'entreprendre et de réaliser seront des critères déterminants.

Merci de nous adresser votre dossier + rémunération actuelle sous référence 2521 ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minute.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL
36, BD DE L'EMBOUCHURE - 31200 TOULOUSE
PARIS - LYON - NANTES - RENNES
TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE



Hewitt Associates

CONSULTANTS
RESSOURCES HUMAINES

Réseau international présent dans 29 pays, HEWITT ASSOCIATES emploie aujourd'hui 3300 personnes. Spécialisés dans les politiques de rémunération, nous poursuivons notre développement en France et recherchons des Consultants en Rémunération. Ils conduiront des missions de conseil en politique de rémunération auprès d'entreprises évoluant dans tous les secteurs de l'activité économique. Ils analyseront leurs situations spécifiques puis proposeront et mettront en place des plans de rémunération comportant : classification, rémunérations fixes et variables, actionnariat... et assisteront les entreprises dans la préparation de leur communication interne. A la fois stratégiques et proches du terrain, ce métier intéresse des candidats d'environ 30 ans, de formation supérieure (Sciences Po, Ingénieur, Ecole de Commerce) possédant une première expérience de la fonction personnel acquise soit en cabinet conseil, soit au sein d'une direction des relations humaines d'une entreprise. Il nécessite une bonne sensibilité à l'informatique et la maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous référence 1185 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS
Discrétion assurée.

Valeo

Recherche pour son siège social
Paris 17^e - Direction Communication

Traducteur (trice)

Formation Supérieure. Parfaitement bilingue anglais (langue maternelle anglaise).
Connaissances techniques souhaitées (familier avec le vocabulaire professionnel y compris financier).

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à Valeo - Madame Rossi - 43 rue Bayen - 75017 PARIS.

Valeo

L'Equipe Automobile

CABINET DE COMMUNICATION
INSTITUTIONNELLE

recrute
pour son service
de relations publiques /
relations presse

CHARGÉ(E)
DE MISSION

NIVEAU IEP, CELIA
OU BAC + 4
Sachant rédiger, esprit
méthodique et organisé,
sans de l'initiative et goût
des langues et des contacts
de haut niveau. Intéressé(e)
soit par la politique
locale que par l'économie,
(la candidate) devra avoir
une première expérience de
2/3 ans dans le secteur
de la communication
publique ou corporate.

Merci d'envoyer CV, photo
et prétentions sous
référence 2525 à
« La PFI communication »
25, rue du Louvre
75001 Paris.

Organisme réputé de formation
aux langues étrangères
basé à Paris
cherche son

DIRECTEUR(Trice)
ADJOINT(E)

pour développement de sa
clientèle entreprise et animation
de l'équipe pédagogique.
Adresser dossier avec photo et
prétentions à : Cabinet Kien,
14, rue de la Chapelle,
Elysee, 75008 Paris, qui
transmettra.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

URGENT

Pour une importante
société aéronautique,
recruteurs

AÉRODYNAMIQUES
MECANIQUES
DEBUTANTSGRANDE ÉCOLE
GROUPE A, B, C

Disponibles immédiatement
Lieu de travail : ban, sud

Adresser CV et photo, à
121, 242, bd Jean-Jaures,
92100 BOULOGNE ou tél.
pour r.v., François LAULAN
47-61-00-85.

SIGMA FORMATION
recherche
un

SECRÉTAIRE
DE FORMATION

des
FORMATEURS (HF)
(nécessaire et complémentaire)

ayant expérience réelle
en INSERTION SOCIALE
MISE A NIVEAU T.A.E.
Relations entreprises
Techniques d'insertion
et compensation

ELECTRICITE-EQUIPEMENT
ELECTRONIQUE-INFORMATIQUE
Maintenance réseau
(IBM + compatibles +
APPLE) Maintenance
Gestion de stocks

Compabilité
TECHNIQUES DE VENTE
Adresser candidature
et cv sous référence
14 DM

SIGMA FORMATION
17, rue des Envierges
75020 PARIS

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

Lettre manuscrite, CV, photo
sous réf. 8711
La Monde PubliCité
5, rue de Montreau
75007 Paris.

Pour importante société
AVIATION
banque SUD recherche
DUT
GÉNIE THERMIQUE

(BAC CI, Libré des O.M.
Disponible immédiatement.
Adresser CV et prétentions
121, 242, bd Jean-Jaures
92100 BOULOGNE ou tél.
F. LAULAN, au 47-61-00-85.

Marché concurrentiel
et sans concurrence
COMMERCIAUX

Tout région
40/55 ans environ

Diffusion d'un service haut
de gamme indit et
indispensable pour
dirigeants, cadres, prof. indus.
ou libéraux. Excellent
standing exigé. Poss. fortes
rémunérations.

ÉTRANGER

Les prévisions de M. Major

Le chancelier de l'échiquier britannique prévoit un ralentissement de la croissance en 1990

Interrogé lundi 1^{er} janvier par la BBC, le chancelier de l'échiquier, M. John Major a reconnu que la croissance économique en Grande-Bretagne serait faible cette année, soulignant que les chefs d'entreprise auraient à maîtriser la croissance des salaires pour lutter contre l'inflation et éviter que celle-ci, en se prolongeant, ne fasse remonter le chômage.

M. Major n'en a pas moins manifesté un certain optimisme, déclarant notamment que la Grande-Bretagne entrerait dans les années 90 « en meilleure forme qu'elle n'était entrée dans les années 80 ». L'industrie britannique « est mieux dirigée, plus compétitive, plus et mieux productive et le taux d'investissement est plus élevé que jamais », a ajouté M. Major. La prochaine décennie, qui sera marquée par la mise en place du mar-

ché unique européen et par l'ouverture des pays de l'Est, « offre d'énormes possibilités » aux industriels.

En revanche, M. Major a été beaucoup plus évasif concernant ses engagements vis-à-vis de l'Europe, se contentant de répéter que la Grande-Bretagne deviendra membre à part entière du SME (système monétaire international) « dans un délai raisonnable ». Le chancelier de l'échiquier a tout de même annoncé une bonne nouvelle aux contribuables britanniques en déclarant qu'il avait l'intention d'abaisser le taux d'imposition sur le revenu du bas du barème (1) et de le ramener de 25 % à 20 %.

(1) Le barème de l'impôt sur le revenu ne comprend que deux taux en Grande-Bretagne, 25 % et 40 %.

FINANCES

Les difficultés de la KFB

Les actionnaires de la banque Kuwaiti, à Paris, vont aider à son redressement

Après la Saudi Bank, la BFP ou la Lebanese Arab Bank, la tentative de sauvetage des banques à capitaux arabes se poursuit avec, cette fois-ci, la KFB (Kuwaiti French Bank) comme le révèle le Figaro dans son édition du 2 janvier. Cet établissement créé en 1981 est contrôlé à 80 % par trois banques koweïtiennes et à 20 % par la CFC-Paris, qui, selon la réglementation française, en est « le parrain ».

Depuis plusieurs mois, cette banque étrangère retient l'attention des autorités bancaires en raison de sa situation financière. Les provisions à constituer sont estimées à environ 200 millions de francs, alors que le capital de cet établissement est de 150 millions de francs. Dès son arrivée à la présidence du CFC-Paris au cours de l'été, M. Jean-Pierre Aubert a suivi le dossier avec les autres actionnaires, qui souhaitent tous redresser cette banque. D'ores et déjà, il apparaît que la KFB pourrait dégager des plus-values latentes pour au moins 100 millions de francs par la vente d'actifs immobiliers. Ces cessions devraient se concrétiser d'ici trois ou quatre mois. L'ardoise restant à payer serait au pis de 100 millions de francs, chaque actionnaire devant contribuer au prorata de sa participation.

INSOLITE SOCIAL

Le fichier du fichu

Petit cadeau du Nouvel An pour quelque six mille postiers du département du Nord : ils ont reçu un foulard offert par la grande firme de vente par correspondance La Redoute, accompagnée d'une lettre leur offrant une possibilité de 30 % de ristourne sur d'éventuels achats. Ce cadeau de l'un des plus gros clients de la poste a provoqué une réaction de la CGT : « Cette sol-disant opération de partenariat poste-Redoute dissimule mal une tentative de corruption de fonctionnaires... ». De plus, la CGT accuse l'administration d'avoir livré le fichier des six mille noms des agents du département pour un fichu. A la direction des PTT, on précise : les piles contenant le foulard et la lettre ne portaient aucune adresse ; ils ont été directement transmis à La Redoute à la direction des PTT, cette dernière se chargeant de les distribuer. Selon la CGT, cette opération exceptionnelle remet aussi en cause la libre concurrence des entreprises. A cela, les PTT répondent : « Après tout, si cela donnait l'idée à d'autres sociétés de témoigner leur estime à notre administration, pourquoi pas ? »

420 000 emplois auraient été créés selon l'UNEDIC

À la troisième trimestre, les effectifs salariés comptabilisés par l'UNEDIC ont encore augmenté, et dans des proportions supérieures à la croissance enregistrée (+ 0,3 %) tant par le ministère du travail, sur la base de son enquête trimestrielle (Le Monde du 24 novembre), que par l'INSEE. Toutes tailles d'entreprises confondues, les entreprises qui s'acquittent d'une cotisation pour l'assurance-chômage auraient accru leurs effectifs salariés de 0,7 % en données brutes et de 0,6 % en données corrigées en trois mois.

Après une hausse exceptionnelle au premier trimestre (+ 1,1 %), égale au résultat de l'ensemble de l'année 1987, on assisterait à une stabilisation de la progression à des niveaux élevés. Depuis le début de l'année, avec + 2,41 % de hausse, plus de 320 000 emplois supplémentaires auraient été créés. Avec + 3,2 % en données brutes, il y en aurait même, au 1^{er} octobre 1989, 420 000 de plus qu'au 1^{er} octobre 1988.

Tous les secteurs de l'activité économique dégagent des emplois supplémentaires. L'industrie en a encore produit + 0,3 % dans la plupart des activités, contre + 0,5 % et + 0,7 %, respectivement, au deuxième et au troisième trimestre. « En taux annuel, l'industrie aurait enregistré une

croissance de 1,4 %, alors qu'au cours de l'année 1988 les pertes d'emploi étaient de - 0,6 % », souligne l'UNEDIC dans son analyse des résultats. L'évolution dans le bâtiment et les travaux publics (+ 0,2 %) est nettement moins favorable qu'elle n'a été, mais la progression annuelle demeure supérieure à celle de 1988 (+ 2,8 % contre + 2,6 %).

Le tertiaire continue de caractériser avec + 0,9 % au troisième trimestre, ce qui représente une accélération par rapport au deuxième trimestre, due notamment à la poussée des services marchands, dont bien sûr le travail temporaire, qui progresse de 1,4 % contre + 0,7 % au deuxième trimestre. Toutes les régions créent maintenant plus d'emplois qu'elles n'en perdent, les mieux placées étant le Midi-Pyrénées (+ 1,03 %), la Lorraine (+ 1 %), la Bourgogne (+ 1,22 %), le Languedoc-Roussillon (+ 1,48 %) et la Corse (+ 1,31 %).

Le mouvement est également sensible dans les résultats obtenus dans les entreprises de plus de dix salariés, dont les précédentes statistiques sont extrapolées. Les effectifs salariés y ont augmenté de 0,5 % en données brutes et de 0,4 % en données corrigées, en baisse sensible toutefois par rapport au deuxième trimestre (+ 0,7 %). En

un an, la progression est de 2,5 %, alors qu'elle était de 1,5 % en 1988. La croissance de l'industrie est confirmée (+ 0,6 %), alimentée par les scores des biens intermédiaires (+ 1,2 %) et des biens d'équipements (+ 0,7 %). Le bâtiment progresse à un rythme plus faible. La hausse dans le tertiaire est un peu plus importante (+ 3,8 % contre 3,5 %) avec les services marchands (+ 6,5 % contre + 6,1 %).

Comme à chaque fois désormais, l'UNEDIC se livre aussi à une tentative de rapprochement de ses évaluations avec celles de l'INSEE en reproduisant ses calculs sur un champ identique. Ce qui ne l'empêche pas d'être plus optimiste que l'Institut national de la statistique. Dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, l'augmentation trimestrielle aurait été de 0,6 % en données brutes, y compris hors SIVP, et de 0,51 % en y ajoutant EDF-GDF, les PTT, les Charbonnages de France, la SNCF, la RATP et les hôpitaux publics. A définition comparable, la définition salariale se serait accrue de 2,9 % au cours des douze derniers mois, soit notablement plus que selon les indices officiels (+ 1,6 %), peu sensibles aux évolutions rapides, comme c'est sensible-t-il le cas depuis des mois maintenant.

A. La.

REPÈRES

ÉTATS-UNIS

La croissance se poursuit à un rythme ralenti

L'indice composite des principaux indicateurs économiques des États-Unis a progressé de 0,1 % en novembre par rapport à octobre. Cette avancée fait suite à un recul de 0,3 % enregistré en octobre. Le résultat de novembre est généralement interprété comme le signe d'une poursuite de la croissance aux États-Unis à un rythme très ralenti, excluant une récession. Cette hypothèse est en tous les cas celle du Wall Street Journal qui, au terme d'une enquête auprès de quarante économistes, conclut au prolongement d'une croissance à un rythme modéré (1,3 % au premier semestre en

rythme annuel, 2 % au second semestre) assorti d'un taux d'inflation de 4 %, d'une légère remontée du taux du chômage et d'une légère baisse du dollar.

Vers la fin de la grève des mineurs

Le syndicat des mineurs américains et les charbonnages de Pittston sont parvenus lundi 1^{er} janvier à un accord de principe en vue de mettre un terme à une grève longue de neuf mois. Le contenu de cet accord n'a pas été révélé. Ses dispositions doivent être d'abord portées à la connaissance des grévistes pour qu'ils puissent le ratifier par un vote.

Le conflit avait éclaté le 5 avril dernier à la suite de la décision de la compagnie, la plus importante société américaine exportatrice de charbon, de cesser ses versements aux fonds syndicaux de retraite et d'assurance-maladie. La grève, l'une des plus dures et des plus longues de l'année 1989 aux États-Unis, avait affecté quelque 1 700 mineurs en Virginie-

Occidentale et dans le Kentucky et avait été marquée par des actes de violence et des arrêts de travail de solidarité de 48 000 mineurs américains.

En octobre dernier, le secrétaire d'État au travail, Mme Elisabeth Dole, avait nommé un médiateur chargé de trouver un règlement au conflit, rompant ainsi les pratiques de non-intervention de l'administration Reagan.

PÉTROLE Changements à la tête de l'OPEP

Le raménagement gouvernemental à Lagos entraîne des changements à la tête de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En effet, M. Alhaj Rihwanu Lukman, qui présidait l'OPEP depuis juin 1986 et qui était ministre du pétrole du Nigeria, devient ministre des affaires étrangères de ce pays. Il était connu pour son habileté à rechercher des voies médianes entre les positions souvent opposées des membres de l'OPEP, notamment entre l'Iran et les pays arabes. L'intérim de la présidence de l'OPEP est assuré par l'Algérien Sadok Boussona.

Selon l'INSEE

Les mouvements de main-d'œuvre en 1988 ont surtout profité aux contrats à durée indéterminée

L'enquête menée par l'INSEE sur les mouvements de main-d'œuvre en 1988 aboutit à un double constat. D'une part, l'amélioration de la situation économique et de l'emploi se traduit par une mobilité accrue du personnel des entreprises de plus de cinquante salariés. D'autre part, les contrats à durée indéterminée progressent davantage que les contrats à durée déterminée (+ 17,9 %, contre + 14,5 %), contrairement aux années antérieures, sans toutefois parvenir à infléchir leur tendance à la progression.

En 1988, souligne l'INSEE, le taux de sortie (mesuré par le rapport entre le nombre de départs et l'effectif) s'est accru de 1,9 point à 28,6 %. Ce mouvement est surtout imputable aux fins de contrats à durée déterminée (CDD). Ces derniers représentent trois quarts des recrutements, mais ne concernent que 4 % des effectifs. Leur durée moyenne est de deux mois et demi (près de quatre mois et

demie dans le bâtiment). Néanmoins, il apparaît que 24 % de titulaires d'un CDD en mars 1988 étaient définitivement embauchés un an plus tard.

D'autre part, l'INSEE relève une baisse des licenciements (- 0,7 point), mais une progression des démissions (+ 0,8 point), et observe que plus la taille des établissements est élevée, plus la mobilité y est faible. Alors que les catégories les moins qualifiées sont les plus concernées par les CDD, les ouvriers - qualifiés ou non - et, à un degré moindre, les employés sont les plus touchés par les licenciements économiques. Enfin, les agents de maîtrise et les techniciens sont les plus stables dans leur emploi. « Pour eux comme pour les cadres », souligne l'INSEE, les recrutements sur contrat à durée indéterminée, les démissions et les transferts entre établissements d'une même entreprise sont beaucoup plus fréquents que chez les autres catégories. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACCORD AGRO-ALIMENTAIRE FRANCO-TURC.

La signature du crédit, relatif à l'Accord agro-alimentaire franco-turc, a eu lieu à ANKARA le 22 Décembre 1989, en présence de :

- TMO TOPRAK MASHULLERI OFISI, en qualité d'Emprunteur,
- du TRÉSOR TURC, en qualité de Garant, et
- du CRÉDIT AGRICOLE, en qualité de Secrétaire.

Assistait également à cette signature, une délégation de banques françaises.

Le crédit mis en place assurera le financement des 550 000 tonnes de blé tendre qui doivent être livrées par la FRANCE à la TURQUIE, conformément aux termes de l'Accord agro-alimentaire signé le 24 Octobre, 1989 à Paris.

CA CRÉDIT AGRICOLE



BANQUE WORMS

LA BANQUE WORMS ET TROIS BANQUES TURQUES CRÉENT UNE BANQUE COMMERCIALE A PARIS

La Banque WORMS vient de signer un protocole d'accord à Istanbul avec trois banques turques - deux banques publiques, EMLAK BANKASI et VAKIFLAR BANKASI, et une banque d'affaires privée, FINANS-BANK - pour créer à Paris une banque commerciale. Sous réserve de l'obtention des autorisations administratives, la nouvelle banque commencera ses activités en 1990.

Son capital, initialement fixé à 50 millions de francs, se répartira à raison de 30 % pour chacune des banques turques et de 10 % pour la Banque WORMS.

Sa vocation principale sera, dans un premier temps, de financer les échanges en accroissement constant entre la Communauté européenne et la Turquie, et plus spécialement avec la France, qui depuis 1988 est devenue le cinquième fournisseur de la Turquie.

La signature de cet accord constitue une nouvelle illustration de la volonté d'ouverture européenne des banques turques et confirme l'intérêt porté au développement de la Turquie par la Banque WORMS.

Rappelons que la Banque WORMS est notamment chef de file du financement de 1,66 milliard de francs mis en place pour la construction du réseau de distribution de gaz de la ville d'Istanbul réalisé par le groupe SAE. Ce contrat est le plus important jamais signé entre les deux pays.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Notre nom est connu du monde des affaires :

dans 16 mois le vôtre sera très recherché.

Plateforme privilégiée pour le monde des affaires. L'ISA assure en 16 mois une formation supérieure au management du type MBA, sur le campus HEC-ISA. 1300 postes de haut niveau sont proposés chaque année aux 100 diplômés ISA.

Admission sur dossier, tests, entretien. Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.

Réunion d'information

Paris
Jeudi 8 février 1990, à 18 h 30
Cercle France-Amérique, 1^{er} étage
9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e
Métro : Franklin-Roosevelt

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Pour toute information contacter le service des admissions au (33-1) 39 56 73 82 ou 39 56 73 79.
CENTRE HEC-ISA - 78350 JOUY-EN-JOSAS - FRANCE.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES - UN Membre de l'Association des Universités Européennes

appartements achats

Appartements à vendre dans les zones d'avenir. Proximité des transports, écoles, commerces. Prix attractifs. Contactez-nous pour plus d'informations.

locations non meublées demandes

Recherche de locations non meublées dans les zones d'avenir. Proximité des transports, écoles, commerces. Prix attractifs. Contactez-nous pour plus d'informations.

INTERNATIONAL SERVICE

Service international de relocation et de gestion immobilière. Contactez-nous pour plus d'informations.

EMBASSY SERVICE

Service d'accompagnement et de gestion immobilière. Contactez-nous pour plus d'informations.

bureaux

Recherche de bureaux dans les zones d'avenir. Proximité des transports, écoles, commerces. Prix attractifs. Contactez-nous pour plus d'informations.

Location

Recherche de locations dans les zones d'avenir. Proximité des transports, écoles, commerces. Prix attractifs. Contactez-nous pour plus d'informations.

ASCO 42-94-95-26

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION
ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATION
Obligations 15,70 % 1982

Les intérêts courus du 10 janvier 1989 au 9 janvier 1990 seront payables, à partir du 10 janvier 1990, à raison de F 706,50 par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de F 78,50 (montant brut : F 785,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, et sous réserve de l'adoption par le Parlement de la réduction de 25 % à 15 % du taux de prélèvement sur les intérêts d'obligations, le complément libératoire sera de F 39,21 auquel s'ajoutent les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 15,70, faisant ressortir un net de F 651,39. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 23 novembre 1989 ont paru au J.O. du 17 décembre 1989.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 15,50 % (ex 7,80 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1989 au 24 janvier 1990 seront payables, à partir du 25 janvier 1990, à raison de F 38,75 par titre de 250 F contre détachement du coupon n° 29 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt sur le revenu de F 4,45 (montant brut : F 43,40).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, et sous réserve de l'adoption par le Parlement de la réduction de 25 % à 15 % du taux de prélèvement sur les intérêts d'obligations, le complément libératoire sera de F 1,86, auquel s'ajoutent les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 0,84, faisant ressortir un net de F 36,03. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 17 novembre 1989 ont paru au J.O. du 26 novembre 1989.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

FONDS ET SICAV
DE CAPITALISATION

LA CAPITALISATION, QUEL INTÉRÊT ?

- Les fonds et sicav de capitalisation ont ceci d'intéressant qu'ils ne versent pas d'intérêts.
- Les intérêts viennent augmenter votre capital et sont automatiquement réinvestis et vous ne payez aucun impôt pendant la durée de vos placements.
- A la BRED, de nombreux fonds et sicav permettent ainsi une valorisation de votre capital à court ou long terme.

Pour toutes informations :
votre agence BRED ou
Jean-Marie BAUTON,
BRED 8461,
124 rue de Valenciennes, Paris 58
Tél. (03) 23.57.12.

BRED

INDUSTRIE

En regroupant toutes ses filiales

La Générale de Belgique restructure ses activités dans le secteur des « non-ferreux »

La Société générale de Belgique (SGB) concentre ses activités dans le secteur des non-ferreux. Elle vient d'annoncer à Bruxelles l'absorption par le holding ACEC-Union minière des sociétés MHO (Métallurgie Hoboken-Overpelt), Vieille Montagne et Mechim. MHO, qui commercialise vingt-deux métaux, est le premier producteur européen de cuivre, de cobalt, d'argent... Vieille Montagne traite plus du tiers de la production totale européenne de zinc. Mechim est une société d'ingénierie.

BRUXELLES

de notre correspondant

« C'est la plus importante fusion jamais réalisée en Belgique ; ensemble, nous représentons plus de 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) de chiffre d'affaires », nous dit M. Hervé de Carmoy, l'administrateur délégué de la Générale. Pour lui, compte tenu de l'indépendance soignée que manifestent jadis les grandes filiales du groupe, il s'agit à l'évidence bien davantage qu'une simple restructuration interne.

La création d'un pôle non-ferreux apparaît comme l'illustration d'une stratégie, d'un nouvel art de gouverner, la démonstration que la SGB existe en tant que telle et met en œuvre une stratégie conçue à l'échelle du groupe. Une opération qui a été menée avec un soin d'autant plus grand que 60 % des revenus de la SGB proviennent actuellement des non-ferreux. Ceux-ci connaissent une situation euphorique et contribuent pour une large part aux excellents résultats — environ 20 milliards de francs belges (3,2 milliards de francs de bénéfices — que prévoit la Générale pour 1989, à comparer aux 4 milliards de francs belges (640 millions de francs) en 1987, et aux 2 ou 3 milliards de francs belges (320 à 480 millions de francs) de pertes en 1988, l'année du grand nettoyage après que Suez ait pris le contrôle du groupe.

Les dirigeants de la Générale définissent en une phrase les lignes directrices de leur nouvelle politique : « Créer un centre belge d'excellence industrielle qui soit un groupe cohérent, unifié, et non pas un conglomérat ; concentrer les moyens dans des sociétés à potentiel de développement important afin d'atteindre le leadership européen ou bien mondial ; consen-

tir les efforts financiers nécessaires pour devenir dans les sociétés contrôlées l'investisseur de référence ou, mieux, l'opérateur ; mettre en relief l'enrichissement belge et européen du groupe. »

Un audit approfondi

Ainsi le regroupement des non-ferreux a-t-il été mené avec détermination mais sans précipitation. L'analyse de la situation du marché, de la concurrence, de l'organisation de la production et de la vente, des perspectives commerciales a été entreprise avec minutie. A la société Vieille Montagne, vingt personnes ont procédé pendant un an à cet audit en profondeur. Ils furent une dizaine à ausculter pendant six mois les comptes et les programmes de MHO. Résultat de ces réflexions : pour éviter les déperditions d'énergie en matière de recherche, de gestion des hommes, de commercialisation, il fallait s'éloigner de l'organisation verticale traditionnelle de l'Union minière (mines, production, recherche) au profit d'une organisation par segments, par produits, avec l'idée, pour au moins sept métaux, de devenir des leaders mondiaux.

« Nous nous sommes aperçus qu'il y avait beaucoup à gagner à regrouper les unités de production de zinc de MHO ainsi que celles de Vieille Montagne. L'Union minière ne se préoccupait guère de stratégie, si bien que le groupe se trouvait à la tête de trois unités présentes à tous les stades de la production et qui se faisaient concurrence. En Belgique même, nous possédons deux usines à peine distantes qui pratiquent des politiques de prix différentes si bien qu'elles pouvaient tout à fait infailliblement se faire très mal », explique M. de Carmoy.

15 milliards d'investissements

Les avantages d'un regroupement des non-ferreux ne sont pas exclusivement industriels. « Les cycles ne sont pas les mêmes. Pensez que MHO est présent dans vingt-deux métaux. L'intégration permet une plus grande régularité des flux de trésorerie et il y a de la sorte une meilleure répartition des risques pour les actionnaires », explique-t-on au siège de la Générale.

Le réseau international d'agences qui assure la commercialisation des non-ferreux était sorti du groupe ; il a été racheté il y a

cinq mois. Au total, les investissements consentis par la SGB pour assurer la restructuration des non-ferreux ont atteint 250 millions de dollars, soit 15 milliards de francs.

« Un dessin stratégique unique avec des procédures communes » : après la rationalisation ainsi opérée, M. de Carmoy et ses lieutenants voient l'avenir avec d'autant plus d'optimisme que le marché des non-ferreux paraît porteur. Dans le zinc, les nouvelles applications (le ringage des voitures notamment) font prévoir une croissance continue de 2,5 à 3 % par an jusqu'en 1995. Les exportations de produits laminés (zinc, cobalt, cadmium) sont en train d'exploser. « Nous réussissons tellement bien sur le marché japonais que nous avons fait fermer le laminoir de zinc de Mitsui », affirme le directeur général de Vieille Montagne.

La mise en place du marché unique européen, les besoins de la reconstruction à l'Est et notamment en RDA, sont considérés comme autant de facteurs propices pour grandir davantage, pour envisager de nouveaux rapprochements à partir de l'Union minière. « Maintenant que la restructuration financière, juridique, est derrière nous, nous devons nous donner des alliances pour conforter notre position au niveau mondial », affirme M. de Carmoy qui souligne l'aboutissement de l'opération. L'aboutissement de la Générale l'habitude de travailler à partir de la Belgique dans un cadre multiculturel. « Nous disposons du capital humain pour mener une politique industrielle européenne. Il n'y a pas de politique industrielle sans échange d'hommes, sinon c'est une politique simplement financière », dit-il.

Barbier Dauphin devient italien.

Le deuxième producteur français de produits dérivés de la tomate, Otr-Barbier Dauphin, vient de passer sous contrôle du consortium coopératif bolognais Conserve Italia, numéro un sur le marché italien des conserves de légumes avec un chiffre d'affaires de 385 milliards de francs (1,76 milliard de francs). L'entreprise italienne précise qu'elle a racheté 96,05 % du capital d'Otr et 47,1 % de celui de Barbier Dauphin, contrôlé lui-même à 51,32 % par Otr. Otr-Barbier Dauphin réalise un chiffre d'affaires de 220 millions de francs et emploie 180 personnes. Otr-Barbier Dauphin faisait partie du groupe des Grands Moulins de Paris jusqu'à sa reprise, en octobre dernier, par Bouygues. — (AFP.)

Les ambitions des dirigeants de la Générale ne se limitent pas aux non-ferreux. Grâce à des investissements massifs consentis les deux dernières années, la douzaine d'entreprises qui constituent l'armature du groupe figurent d'ores et déjà au tableau d'honneur : la Générale de banque, Tractebel, la CMB, Gechem, l'Arbet, la CGR, même la FN.

Echapper aux cycles

« L'utilisation dans des industries traditionnelles des technologies de pointe combinées à tous les niveaux avec une gestion moderne peut donner des résultats remarquables. Notre politique est de parvenir à une baisse systématique de nos prix de revient et de réduire ainsi notre sensibilité aux cycles économiques », déclare M. de Carmoy qui, cependant, en raison des promesses du marché unique européen, ne croit pas à un retournement des conjonctures en Europe et encore moins en Extrême-Orient.

Il redoute en revanche des turbulences aux Etats-Unis en raison de la fragilité du tissu bancaire et financier, de l'insuffisance des investissements dans l'industrie (« la seule entreprise de zinc qui marche aux Etats-Unis, c'est la Inco »), mais aussi, souligne-t-il, de la défaillance du système d'éducation. Les relations avec Suez, l'actionnaire principal ? « Suez intervient au niveau des grands équilibres du groupe et puis, de façon approfondie, pour enrichir les décisions majeures ». Le moins qu'on puisse dire est que la Générale envisage 1990 avec confiance.

PHILIPPE LEMAITRE

STYLE 25

NOUVELLE RENAULT 25 TXI

Avec la Renault 25 multi-soupapes, pour la première fois, Renault propose une motorisation 12 soupapes. Une technologie de pointe pour vivre encore plus long, le style 25. • Cylindres 1299 cm³ • Puissance max. 140 ch • 0-100 km/h en 9,5 s • Projecteurs additionnels • Ordinateur de bord • Servofrein • ABS • Sélection des vitesses à position mémorisée (pack ergo-mat) • Consommations 6,4 l/100 km (à 90 km/h) • 10,1 l/100 km (à 90 km/h) • 12,9 l/100 km (à 90 km/h) • 15,9 l/100 km (à 90 km/h) • 18,9 l/100 km (à 90 km/h) • 21,9 l/100 km (à 90 km/h) • 24,9 l/100 km (à 90 km/h) • 27,9 l/100 km (à 90 km/h) • 30,9 l/100 km (à 90 km/h) • 33,9 l/100 km (à 90 km/h) • 36,9 l/100 km (à 90 km/h) • 39,9 l/100 km (à 90 km/h) • 42,9 l/100 km (à 90 km/h) • 45,9 l/100 km (à 90 km/h) • 48,9 l/100 km (à 90 km/h) • 51,9 l/100 km (à 90 km/h) • 54,9 l/100 km (à 90 km/h) • 57,9 l/100 km (à 90 km/h) • 60,9 l/100 km (à 90 km/h) • 63,9 l/100 km (à 90 km/h) • 66,9 l/100 km (à 90 km/h) • 69,9 l/100 km (à 90 km/h) • 72,9 l/100 km (à 90 km/h) • 75,9 l/100 km (à 90 km/h) • 78,9 l/100 km (à 90 km/h) • 81,9 l/100 km (à 90 km/h) • 84,9 l/100 km (à 90 km/h) • 87,9 l/100 km (à 90 km/h) • 90,9 l/100 km (à 90 km/h) • 93,9 l/100 km (à 90 km/h) • 96,9 l/100 km (à 90 km/h) • 99,9 l/100 km (à 90 km/h) • 102,9 l/100 km (à 90 km/h) • 105,9 l/100 km (à 90 km/h) • 108,9 l/100 km (à 90 km/h) • 111,9 l/100 km (à 90 km/h) • 114,9 l/100 km (à 90 km/h) • 117,9 l/100 km (à 90 km/h) • 120,9 l/100 km (à 90 km/h) • 123,9 l/100 km (à 90 km/h) • 126,9 l/100 km (à 90 km/h) • 129,9 l/100 km (à 90 km/h) • 132,9 l/100 km (à 90 km/h) • 135,9 l/100 km (à 90 km/h) • 138,9 l/100 km (à 90 km/h) • 141,9 l/100 km (à 90 km/h) • 144,9 l/100 km (à 90 km/h) • 147,9 l/100 km (à 90 km/h) • 150,9 l/100 km (à 90 km/h) • 153,9 l/100 km (à 90 km/h) • 156,9 l/100 km (à 90 km/h) • 159,9 l/100 km (à 90 km/h) • 162,9 l/100 km (à 90 km/h) • 165,9 l/100 km (à 90 km/h) • 168,9 l/100 km (à 90 km/h) • 171,9 l/100 km (à 90 km/h) • 174,9 l/100 km (à 90 km/h) • 177,9 l/100 km (à 90 km/h) • 180,9 l/100 km (à 90 km/h) • 183,9 l/100 km (à 90 km/h) • 186,9 l/100 km (à 90 km/h) • 189,9 l/100 km (à 90 km/h) • 192,9 l/100 km (à 90 km/h) • 195,9 l/100 km (à 90 km/h) • 198,9 l/100 km (à 90 km/h) • 201,9 l/100 km (à 90 km/h) • 204,9 l/100 km (à 90 km/h) • 207,9 l/100 km (à 90 km/h) • 210,9 l/100 km (à 90 km/h) • 213,9 l/100 km (à 90 km/h) • 216,9 l/100 km (à 90 km/h) • 219,9 l/100 km (à 90 km/h) • 222,9 l/100 km (à 90 km/h) • 225,9 l/100 km (à 90 km/h) • 228,9 l/100 km (à 90 km/h) • 231,9 l/100 km (à 90 km/h) • 234,9 l/100 km (à 90 km/h) • 237,9 l/100 km (à 90 km/h) • 240,9 l/100 km (à 90 km/h) • 243,9 l/100 km (à 90 km/h) • 246,9 l/100 km (à 90 km/h) • 249,9 l/100 km (à 90 km/h) • 252,9 l/100 km (à 90 km/h) • 255,9 l/100 km (à 90 km/h) • 258,9 l/100 km (à 90 km/h) • 261,9 l/100 km (à 90 km/h) • 264,9 l/100 km (à 90 km/h) • 267,9 l/100 km (à 90 km/h) • 270,9 l/100 km (à 90 km/h) • 273,9 l/100 km (à 90 km/h) • 276,9 l/100 km (à 90 km/h) • 279,9 l/100 km (à 90 km/h) • 282,9 l/100 km (à 90 km/h) • 285,9 l/100 km (à 90 km/h) • 288,9 l/100 km (à 90 km/h) • 291,9 l/100 km (à 90 km/h) • 294,9 l/100 km (à 90 km/h) • 297,9 l/100 km (à 90 km/h) • 300,9 l/100 km (à 90 km/h) • 303,9 l/100 km (à 90 km/h) • 306,9 l/100 km (à 90 km/h) • 309,9 l/100 km (à 90 km/h) • 312,9 l/100 km (à 90 km/h) • 315,9 l/100 km (à 90 km/h) • 318,9 l/100 km (à 90 km/h) • 321,9 l/100 km (à 90 km/h) • 324,9 l/100 km (à 90 km/h) • 327,9 l/100 km (à 90 km/h) • 330,9 l/100 km (à 90 km/h) • 333,9 l/100 km (à 90 km/h) • 336,9 l/100 km (à 90 km/h) • 339,9 l/100 km (à 90 km/h) • 342,9 l/100 km (à 90 km/h) • 345,9 l/100 km (à 90 km/h) • 348,9 l/100 km (à 90 km/h) • 351,9 l/100 km (à 90 km/h) • 354,9 l/100 km (à 90 km/h) • 357,9 l/100 km (à 90 km/h) • 360,9 l/100 km (à 90 km/h) • 363,9 l/100 km (à 90 km/h) • 366,9 l/100 km (à 90 km/h) • 369,9 l/100 km (à 90 km/h) • 372,9 l/100 km (à 90 km/h) • 375,9 l/100 km (à 90 km/h) • 378,9 l/100 km (à 90 km/h) • 381,9 l/100 km (à 90 km/h) • 384,9 l/100 km (à 90 km/h) • 387,9 l/100 km (à 90 km/h) • 390,9 l/100 km (à 90 km/h) • 393,9 l/100 km (à 90 km/h) • 396,9 l/100 km (à 90 km/h) • 399,9 l/100 km (à 90 km/h) • 402,9 l/100 km (à 90 km/h) • 405,9 l/100 km (à 90 km/h) • 408,9 l/100 km (à 90 km/h) • 411,9 l/100 km (à 90 km/h) • 414,9 l/100 km (à 90 km/h) • 417,9 l/100 km (à 90 km/h) • 420,9 l/100 km (à 90 km/h) • 423,9 l/100 km (à 90 km/h) • 426,9 l/100 km (à 90 km/h) • 429,9 l/100 km (à 90 km/h) • 432,9 l/100 km (à 90 km/h) • 435,9 l/100 km (à 90 km/h) • 438,9 l/100 km (à 90 km/h) • 441,9 l/100 km (à 90 km/h) • 444,9 l/100 km (à 90 km/h) • 447,9 l/100 km (à 90 km/h) • 450,9 l/100 km (à 90 km/h) • 453,9 l/100 km (à 90 km/h) • 456,9 l/100 km (à 90 km/h) • 459,9 l/100 km (à 90 km/h) • 462,9 l/100 km (à 90 km/h) • 465,9 l/100 km (à 90 km/h) • 468,9 l/100 km (à 90 km/h) • 471,9 l/100 km (à 90 km/h) • 474,9 l/100 km (à 90 km/h) • 477,9 l/100 km (à 90 km/h) • 480,9 l/100 km (à 90 km/h) • 483,9 l/100 km (à 90 km/h) • 486,9 l/100 km (à 90 km/h) • 489,9 l/100 km (à 90 km/h) • 492,9 l/100 km (à 90 km/h) • 495,9 l/100 km (à 90 km/h) • 498,9 l/100 km (à 90 km/h) • 501,9 l/100 km (à 90 km/h) • 504,9 l/100 km (à 90 km/h) • 507,9 l/100 km (à 90 km/h) • 510,9 l/100 km (à 90 km/h) • 513,9 l/100 km (à 90 km/h) • 516,9 l/100 km (à 90 km/h) • 519,9 l/100 km (à 90 km/h) • 522,9 l/100 km (à 90 km/h) • 525,9 l/100 km (à 90 km/h) • 528,9 l/100 km (à 90 km/h) • 531,9 l/100 km (à 90 km/h) • 534,9 l/100 km (à 90 km/h) • 537,9 l/100 km (à 90 km/h) • 540,9 l/100 km (à 90 km/h) • 543,9 l/100 km (à 90 km/h) • 546,9 l/100 km (à 90 km/h) • 549,9 l/100 km (à 90 km/h) • 552,9 l/100 km (à 90 km/h) • 555,9 l/100 km (à 90 km/h) • 558,9 l/100 km (à 90 km/h) • 561,9 l/100 km (à 90 km/h) • 564,9 l/100 km (à 90 km/h) • 567,9 l/100 km (à 90 km/h) • 570,9 l/100 km (à 90 km/h) • 573,9 l/100 km (à 90 km/h) • 576,9 l/100 km (à 90 km/h) • 579,9 l/100 km (à 90 km/h) • 582,9 l/100 km (à 90 km/h) • 585,9 l/100 km (à 90 km/h) • 588,9 l/100 km (à 90 km/h) • 591,9 l/100 km (à 90 km/h) • 594,9 l/100 km (à 90 km/h) • 597,9 l/100 km (à 90 km/h) • 600,9 l/100 km (à 90 km/h) • 603,9 l/100 km (à 90 km/h) • 606,9 l/100 km (à 90 km/h) • 609,9 l/100 km (à 90 km/h) • 612,9 l/100 km (à 90 km/h) • 615,9 l/100 km (à 90 km/h) • 618,9 l/100 km (à 90 km/h) • 621,9 l/100 km (à 90 km/h) • 624,9 l/100 km (à 90 km/h) • 627,9 l/100 km (à 90 km/h) • 630,9 l/100 km (à 90 km/h) • 633,9 l/100 km (à 90 km/h) • 636,9 l/100 km (à 90 km/h) • 639,9 l/100 km (à 90 km/h) • 642,9 l/100 km (à 90 km/h) • 645,9 l/100 km (à 90 km/h) • 648,9 l/100 km (à 90 km/h) • 651,9 l/100 km (à 90 km/h) • 654,9 l/100 km (à 90 km/h) • 657,9 l/100 km (à 90 km/h) • 660,9 l/100 km (à 90 km/h) • 663,9 l/100 km (à 90 km/h) • 666,9 l/100 km (à 90 km/h) • 669,9 l/100 km (à 90 km/h) • 672,9 l/100 km (à 90 km/h) • 675,9 l/100 km (à 90 km/h) • 678,9 l/100 km (à 90 km/h) • 681,9 l/100 km (à 90 km/h) • 684,9 l/100 km (à 90 km/h) • 687,9 l/100 km (à 90 km/h) • 690,9 l/100 km (à 90 km/h) • 693,9 l/100 km (à 90 km/h) • 696,9 l/100 km (à 90 km/h) • 699,9 l/100 km (à 90 km/h) • 702,9 l/100 km (à 90 km/h) • 705,9 l/100 km (à 90 km/h) • 708,9 l/100 km (à 90 km/h) • 711,9 l/100 km (à 90 km/h) • 714,9 l/100 km (à 90 km/h) • 717,9 l/100 km (à 90 km/h) • 720,9 l/100 km (à 90 km/h) • 723,9 l/100 km (à 90 km/h) • 726,9 l/100 km (à 90 km/h) • 729,9 l/100 km (à 90 km/h) • 732,9 l/100 km (à 90 km/h) • 735,9 l/100 km (à 90 km/h) • 738,9 l/100 km (à 90 km/h) • 741,9 l/100 km (à 90 km/h) • 744,9 l/100 km (à 90 km/h) • 747,9 l/100 km (à 90 km/h) • 750,9 l/100 km (à 90 km/h) • 753,9 l/100 km (à 90 km/h) • 756,9 l/100 km (à 90 km/h) • 759,9 l/100 km (à 90 km/h) • 762,9 l/100 km (à 90 km/h) • 765,9 l/100 km (à 90 km/h) • 768,9 l/100 km (à 90 km/h) • 771,9 l/100 km (à 90 km/h) • 774,9 l/100 km (à 90 km/h) • 777,9 l/100 km (à 90 km/h) • 780,9 l/100 km (à 90 km/h) • 783,9 l/100 km (à 90 km/h) • 786,9 l/100 km (à 90 km/h) • 789,9 l/100 km (à 90 km/h) • 792,9 l/100 km (à 90 km/h) • 795,9 l/100 km (à 90 km/h) • 798,9 l/100 km (à 90 km/h) • 801,9 l/100 km (à 90 km/h) • 804,9 l/100 km (à 90 km/h) • 807,9 l/100 km (à 90 km/h) • 810,9 l/100 km (à 90 km/h) • 813,9 l/100 km (à 90 km/h) • 816,9 l/100 km (à 90 km/h) • 819,9 l/100 km (à 90 km/h) • 822,9 l/100 km (à 90 km/h) • 825,9 l/100 km (à 90 km/h) • 828,9 l/100 km (à 90 km/h) • 831,9 l/100 km (à 90 km/h) • 834,9 l/100 km (à 90 km/h) • 837,9 l/100 km (à 90 km/h) • 840,9 l/100 km (à 90 km/h) • 843,9 l/100 km (à 90 km/h) • 846,9 l/100 km (à 90 km/h) • 849,9 l/100 km (à 90 km/h) • 852,9 l/100 km (à 90 km/h) • 855,9 l/100 km (à 90 km/h) • 858,9 l/100 km (à 90 km/h) • 861,9 l/100 km (à 90 km/h) • 864,9 l/100 km (à 90 km/h) • 867,9 l/100 km (à 90 km/h) • 870,9 l/100 km (à 90 km/h) • 873,9 l/100 km (à 90 km/h) • 876,9 l/100 km (à 90 km/h) • 879,9 l/100 km (à 90 km/h) • 882,9 l/100 km (à 90 km/h) • 885,9 l/100 km (à 90 km/h) • 888,9 l/100 km (à 90 km/h) • 891,9 l/100 km (à 90 km/h) • 894,9 l/100 km (à 90 km/h) • 897,9 l/100 km (à 90 km/h) • 900,9 l/100 km (à 90 km/h) • 903,9 l/100 km (à 90 km/h) • 906,9 l/100 km (à 90 km/h) • 909,9 l/100 km (à 90 km/h) • 912,9 l/100 km (à 90 km/h) • 915,9 l/100 km (à 90 km/h) • 918,9 l/100 km (à 90 km/h) • 921,9 l/100 km (à 90 km/h) • 924,9 l/100 km (à 90 km/h) • 927,9 l/100 km (à 90 km/h) • 930,9 l/100 km (à 90 km/h) • 933,9 l/100 km (à 90 km/h) • 936,9 l/100 km (à 90 km/h) • 939,9 l/100 km (à 90 km/h) • 942,9 l/100 km (à 90 km/h) • 945,9 l/100 km (à 90 km/h) • 948,9 l/100 km (à 90 km/h) • 951,9 l/100 km (à 90 km/h) • 954,9 l/100 km (à 90 km/h) • 957,9 l/100 km (à 90 km/h) • 960,9 l/100 km (à 90 km/h) • 963,9 l/100 km (à 90 km/h) • 966,9 l/100 km (à 90 km/h) • 969,9 l/100 km (à 90 km/h) • 972,9 l/100 km (à 90 km/h) • 975,9 l/100 km (à 90 km/h) • 978,9 l/100 km (à 90 km/h) • 981,9 l/100 km (à 90 km/h) • 984,9 l/100 km (à 90 km/h) • 987,9 l/100 km (à 90 km/h) • 990,9 l/100 km (à 90 km/h) • 993,9 l/100 km (à 90 km/h) • 996,9 l/100 km (à 90 km/h) • 999,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1002,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1005,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1008,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1011,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1014,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1017,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1020,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1023,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1026,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1029,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1032,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1035,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1038,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1041,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1044,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1047,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1050,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1053,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1056,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1059,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1062,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1065,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1068,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1071,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1074,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1077,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1080,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1083,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1086,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1089,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1092,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1095,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1098,9 l/100 km (à 90 km/h) • 1101,9 l/100 km (à 90 km/h)

MARCHÉS FINANCIERS

Les AGF possèdent 20 %
du capital de Pechelbronn

Les AGF (Assurances générales de France) ont porté le 29 décembre leur participation de 17 à 20 % dans Pechelbronn, et ce malgré la transformation des statuts de la firme, qui devient une société en commandite par action (*Le Monde* daté 24-25 décembre).

Voici plus d'un mois, le conseil d'administration de Pechelbronn, holding principal du groupe Worms (qui contrôle les assurances PFA-GPA), avait décidé de transformer les statuts de cette société pour se protéger d'un renforcement trop important des AGF

et empêcher toute prise de contrôle. Le groupe nationalisé avait brusquement durant l'été augmenté sa participation, franchissant le seuil des 10 % et n'ayant pas d'aller au-delà des 20 %. Dans cette optique, jeudi 21 décembre, les AGF annonçaient avoir reçu l'autorisation du comité des établissements de crédit pour franchir ce cap des 20 %. Ce renforcement permettra aux AGF de consolider par équivalence dans leur compte leur part dans Pechelbronn.

La hausse des prix de détail en novembre :
décelération dans l'alimentation

	VARIATION (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (nov. 89/nov. 88)	Des 6 derniers mois (nov. 89/mai 89)	Des 3 derniers mois (nov. 89/août 89)	Des 15 derniers jours (nov. 89/oct. 89)
● ENSEMBLE	+3,6	+1,4	+0,8	+0,2
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+5,1	+2,7	+1,4	+0,3
Produit de base de céréales	+3,7	+2,0	+1,2	+0,3
Vitailles de boucherie	+8,9	+3,0	+1,0	+0,4
Porc et charcuterie	+11,3	+8,8	+3,5	+0,4
Vol., lap., gib., prod. base viande	+3,6	+2,4	+2,2	+0,6
Produits de la pêche	+4,4	+2,5	+1,5	+0,7
Lait, fromages	+3,4	+0,6	+0,2	+0,1
Œufs	+3,3	+2,5	+2,3	+0,2
Corps gras et beurres	+7,2	+3,8	+1,5	+0,5
Légumes et fruits	+3,7	+2,4	+2,0	+0,7
Autres produits alimentaires	+2,3	+1,1	+0,6	+0,1
Boissons alcoolisées	+4,6	+2,2	+1,1	+0,3
Boissons non alcoolisées	+1,2	-0,3	-1,1	-0,5
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+2,7	+0,3	+0,4	+0,1
1) Habillement et textiles	+2,9	+1,3	+1,0	+0,2
Vêtements de dessus	+2,8	+1,7	+1,5	+0,4
Autres vêtements et accessoires	+2,9	+1,2	+0,9	+0,4
Articles chaussants	+2,9	+1,8	+1,5	+0,4
Autres articles textiles	+3,5	-0,7	-1,2	-1,4
2) Autres produits manufacturés	+2,6	0	+0,2	+0,1
Mobilier et tapis	+3,6	+1,3	+0,7	+0,3
Appareils ménagers élec. et gaz	+0,6	+0,3	+0,3	0
Autres art. équipement du ménage	+4,2	+1,9	+0,8	+0,2
Savon mén., produits entretien	+2,7	+0,8	+0,3	+0,1
Articles toilette et soins	+0,4	+0,7	+0,5	+0,1
Véhicules	+1,4	-0,3	-1,9	0
Papeterie-librairie-journaux	+3,3	+1,6	+0,7	+0,2
Photo, optique, électroacoustique	-3,2	-1,6	-1,0	-0,3
Autres articles de loisirs	+2,2	+1,0	+0,6	+0,2
Combustibles, énergie	+5,8	-1,6	+1,2	+0,1
Tabacs, prod. manufact. divers	+1,4	+1,2	+0,2	0
● SERVICES	+3,9	+2	+1,1	+0,2
Services relatifs au logement	+3,2	+2,6	+1,5	+0,1
Dont : loyers	+5,3	+2,8	+1,5	0
Soins personnels, soins habillement (1)	+5,8	+2,6	+1,5	+0,3
Services de santé	0	0	0	0
Transports publics	+2,3	+2,4	+1,0	+0,1
Serv. d'utilisation vch. privé (2)	+4,4	+1,7	+1,1	+0,3
Hôtels, cafés, rest., cantines	+5,3	+2,5	+1,5	+0,3
Autres services (3)	+2,6	+1,6	+0,7	+0,2

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en novembre à 180 contre 179,7 en octobre.

En rythme annuel, calculé sur les trois derniers mois connus (septembre-octobre-novembre), la hausse est de 3,2%.

- (1) Le poste « soins personnels, soins habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de cosmétique.
- (2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péages sur autoroute, etc.
- (3) Portes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redondance TV, etc.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Un nouveau Fonds indiciel
au Crédit Lyonnais

LION FRANCE PLUS

Le Crédit Lyonnais ouvre au public un nouveau Fonds Commun de Placements : « LION FRANCE PLUS ».

Ce Fonds a pour objectif d'obtenir sur le moyen terme une performance supérieure à celle de l'indice des actions françaises CAC 40 auquel il se réfère.

D'un montant initial de F250.000, la valeur liquidative de la part sera calculée hebdomadairement.

Destinée plus particulièrement à une clientèle avertie de résidents et de non-résidents détenteurs d'une épargne importante et stable, « LION FRANCE PLUS » permettra aux investisseurs de « doper » les performances de leur portefeuille sur le marché de Paris, sans avoir à procéder à une sélection de valeurs spécifiques.

Avec « LION FRANCE PLUS », le Crédit Lyonnais poursuit le développement d'une nouvelle génération de produits de gestion collective lancée il y a quelques mois avec « LION INDICE ».

souscription à partir du 3 janvier 1990

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

22 déc. 23 déc.

Valeurs franc. à rev. variable	128,7	129,4
Valeurs étrangères	122,5	124,3
Valeurs européennes	118,9	119
Pérou-Europe	141,7	142,6
Chimie	114	115,7
Métallurgie, sidérurgie	130,8	131,9
Électricité, électronique	116,9	118,1
Mécanisme et matériel	111,4	113,1
Agro-alimentaire	112,8	119
Textile	147,8	150
Transport, infrastructures	145,3	146,1
Assurances	201,3	201,1
Crédit bancaire	118,7	118,8
Stimul	108,2	108,9
Industrie et services	122	123,6
Industrie et services	124,7	125,3

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

Valeurs étrangères 94,9 | 94,9 |

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable 94,9 | 94,9 |

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en milliards de francs)

21 décembre 1989

Total actif 781 287 |

dont |

Or 200 414 |

Disponibilités à vue à l'étranger 73 684 |

ECU 80 307 |

Avances au Fonds de stabilisation des changes 17 475 |

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire 63 222 |

Concours au Trésor public 28 870 |

Titres d'Etat (bons et obligations) 55 080 |

Autres titres des marchés monétaires et obligataires 300 |

Effets privés 172 484 |

Effets en cours de recouvrement 66 454 |

Total passif 781 287 |

dont |

Billets en circulation 248 423 |

Comptes courants des établissements financiers 73 327 |

Compte courant du Trésor 74 940 |

Reprises de liquidités 18 821 |

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes 18 821 |

Comptes des allocations de droits de tirages spéciaux 8 931 |

ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire 60 658 |

Reserve de réévaluation des avoirs publics en or 230 678 |

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres 10 % |

- Taux des pénalités à 50 jours 10,75 % |

- Taux d'escompte 9,50 % |

- Taux des avances sur titres 10,50 % |

BOURSES REGIONALES

Base 100: 31 décembre 1988

Indice global 387,4 |

Indice des valeurs étrangères 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |

Indice des valeurs européennes 387,4 |

Indice des valeurs françaises 387,4 |
</

L'ESSENTIEL

DEBATS

Révolution à l'Est

« Dracula ou le communisme impensable », par Claude Fischer ; « Ombres et lumières », par Denis Buisson ; « Quelles Constitutions ? », par Didier Meus 2

ETRANGER

Point de vue

L'apprentissage du multipartisme en Europe de l'Est, par François Fejtó 3

La révolution roumaine

La préoccupation des ouvriers : réviser les horaires de travail ; Un coup d'Etat bien préparé ? ; Aide humanitaire et ambiguïté politique 4 et 5

Crise évitée en Israël

Ezer Weizman reste au gouvernement 5

La situation à Panama

Un nonce rabaisien et machiavélique 6

SPORTS

Le « Paris-Dakar »

Entre Sabha (Libye) et Tumu (Niger), le désert, maître du jeu, éprouve les mécaniques et partage les concurrents 11

CULTURE

Affaires, musiques, FM

Les maisons de disques surveillent minutieusement leurs auditeurs, qui sont également leur clientèle. Résultats approximatifs 12

Paris sera toujours Paris

L'Atas de Paris, qui présente l'Institut français d'architecture, propose un nouvel outil de connaissance de la ville. Pour lire, pour construire et imaginer la capitale du troisième millénaire 13

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les marchés financiers en 1989

Paris, Francfort, New-York, Londres, Tokyo... La prospérité des

places financières a été sans égale et le demeure. Amorcé en 1982, l'essor économique se poursuit toujours à l'aube des années 90. Jamais les pays industriels n'ont traversé une phase d'expansion aussi longue 17 à 20

SCIENCES • MÉDECINE

Elena Ceausescu, barde de trois faux diplômes, régnait sur les sciences roumaines, malgré une ignorance notoire. Les nouveaux projets des Néerlandais pour gagner des terres sur la mer. La « molécule de l'année » de l'hebdomadaire Science. Comment s'y retrouver au milieu d'une vingtaine de procédés permettant d'obtenir une fécondation artificielle dans l'espèce humaine ? Le Sphinx risque sa tête 21 à 23

ECONOMIE

Emploi

420 000 postes supplémentaires créés d'octobre 1988 à octobre 1989, selon l'INEDIC 31

La stratégie de la Société générale de Belgique

Concentration de toutes ses activités dans le secteur des non-féreux 32

Affaires

Le « projet d'administration » du ministère de la Solidarité : quand les fonctionnaires font leur autocritique. Une entreprise de RFA sur deux recherche un partenaire en RDA 33

Services

Abonnements 16
Carnet 13
Légion d'honneur 16
Météorologie 15
Mots croisés 16
Spectacles 14
Radio-télévision 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1990 a été tiré à 425 100 exemplaires.

« L'Humanité » fustige l'« immense gâchis » des « années Mitterrand »

M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a reproché, lundi 1^{er} janvier, au président de la République d'avoir exprimé dans ses vœux de Nouvel An une « conception très sélective de la défense des libertés », en ne disant rien « des graves atteintes aux libertés et aux droits de l'homme dans les pays capitalistes et, notamment, en Afrique du Sud, en Amérique latine ou dans les territoires occupés par Israël ».

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a affirmé, en outre, que sous la présidence de M. François Mitterrand « le chômage et les inégalités sociales se sont accrus, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres, le logement social a été sacrifié, l'école a été privée des crédits qui sont allés à la course aux armements et la répression antisyndicale s'est amplifiée avec plus de cinquante mille militants syndicaux licenciés dans les entreprises ». Selon M. Lajoinie, « les vœux du président de la République sont restés des vœux pieux, et ils le resteront encore si les gens ne se rassemblent pas dans l'action pour faire prévaloir leurs justes aspirations ».

L'Humanité consacre plusieurs pages aux « promesses non tenues » et à l'« immense gâchis » qui caractérise, selon l'organe central du PCF, les « années Mitterrand ». Sous une photo des Restaurants du cœur, illustrant la « gêne et rations Mitterrand », le quotidien publie un florilège des vœux présidentiels des huit années précédentes, qui ont vu, selon lui, le chef de l'Etat passer de « changer la vie, ici et maintenant » à « malheur aux vaincus et mort aux faibles ». Un autre article vise à démontrer la « dérive permanente » de M. Mitterrand « de la gauche vers

la droite ». Deux pages de photos rappellent les mouvements sociaux de 1989, avec un commentaire affirmant que « ce sont [les travailleurs] qui ont obligé leurs syndicats à accompagner et aider leurs actions », la CGT étant « le syndicat phare du développement des revendications décidées à la base ».

Dans un éditorial, Pierre Ivorra s'appuie sur le dernier rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts pour dénoncer « une politique dure aux salariés et toute favorable au capital et aux fortunes ». Il ajoute que « la violente campagne anticomuniste actuelle montre la détermination des forces du capital à tout faire pour écraser l'espérance de changer la vie ». Cette « campagne », est dénoncée, aussi, par M. Jean-Claude Larroze, membre du secrétariat confédéral de la CGT, qui soutient que « le peuple roumain a conquis lui-même, les armes à la main, sa liberté contre un dictateur longtemps couronné par les gouvernements de notre pays », et qui voit « dans ces événements tragiques matière à réflexion pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les dirigeants dont les responsabilités s'exercent au niveau institutionnel ».

A propos de la Roumanie, de plus, M. Jacques Denis, responsable de la section de politique extérieure du comité central, reproche à M. Anicet Le Pors d'avoir critiqué, dans un entretien publié par l'Express, l'envoi d'une délégation du PCF au congrès du PC roumain, en novembre dernier, alors que l'ancien ministre délégué à la fonction publique avait approuvé, selon M. Denis, le rapport sur la situation internationale présenté par M. Maxime Gromet, en décembre, au comité central.

URSS

Les médailles de la « Pravda » remplacées par un portrait de Lénine

Moscou. — La Pravda, organe du parti communiste soviétique, a légèrement changé la présentation de sa « une » lundi en supprimant les trois médailles qui ornent le titre, remplacées désormais par un portrait de Lénine.

Aucune explication n'a été donnée à la suppression de ces médailles, décernées au journal en 1945, 1962, et 1972. Mais l'éclatement des médailles est désormais associé en URSS aux années de pouvoir de Leonid Brejnev (1964-1982), qui les accordait avec libéralité.

Le journal télévisé soviétique, le très austère Vremia (temps), a également fait scintiller l'habituel plan fixe sur un présentateur à l'élocution compassée a été remplacé par des caméras en mouvement

devant des présentateurs plus jeunes et élégants, conversant sur des canapés autour d'une table high-tech. — (Reuters, AFP.)

Vodka à gogo à Sverdlovsk

La vodka coule de nouveau à flots à Sverdlovsk, dans l'Oural, les autorités ayant pourvu d'urgence à l'approvisionnement des boutiques à la suite de manifestations contre la pénurie d'alcool à la veille du Nouvel An. Le Monde du 2 janvier, a rapporté mardi 2 janvier le journal Rabotchaïa Tribuna.

Selon ce journal, la ville de Sverdlovsk souffre de pénurie depuis trois ou quatre ans. — (AFP.)

Marée noire au large de Madère. — Une marée noire a été repérée, lundi 1^{er} janvier, au large de Madère. Une fuite se serait produite au cours du week-end à bord d'un pétrolier espagnol, l'Aragon. Quelque 25 000 tonnes pourraient d'ores et déjà s'être échappées du pétrolier.

Le mensuel
PASSAGES
FAUT-IL AVOIR
PEUR DE LA
REUNIFICATION ?
EN VENTE EN KIOSQUE 30 F
N° 23 1990

MARCEL LASSANCE
SOLDES
à partir du
Mercredi
3 Janvier 1990
17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6^e)
21, rue Marabout
Paris (8^e)

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Un p'tit coin de paradis

Il est trop mimi, mon Mimi, avec son Europe élargie à tous les Etats du Vieux Continent. Quels Etats, dis, chéri ? Non, je te demande ça, parce que je viens de passer les fêtes dans les pays de l'Est, à Varsovie et à Budapest. Et bon, ils sont pas à l'aise dans leurs frontières, les mecs. Ça date pas d'hier, ça date de la deuxième, et même de la première guerre. Et comme elles pétent, là, les frontières, ça va déborder, voyez un peu ce que ça va donner. Mais alors, où les mettre ?

En Suisse, ils sont très bien, seulement il y a pas la place. Moi, je les verrais plutôt en Sibérie ou, au mieux, dans le Kazakhstan. Il y en a déjà plein là, des Allemands. Ils se retrouveraient entre eux. Ça va se fonder très vite, ces coins-là. La Lituanie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ukraine, la Géorgie, tout ça. Va y avoir des panneaux partout : Propriété privée. Chambres à louer.

Allez, Gorby, réveille-toi. Si tu peux plus faire rien de toutes les Russies, tu resteras prince de la Moscovie. T'appelleras ça « Ça me suffit ». Et ça te permettra de violer dans la maison commune avec mon Mimi.

et d'Abnès. Ah ! Et j'oubliais, les Allemands, les fameux Sudètes, repris par les Tchèques ou donnés aux Polonais en échange d'autres Polonais devenus citoyens soviétiques.

Ah ! Et j'oubliais, les Allemands, il y en a partout, en Roumanie, en URSS, en Hongrie. Il y en a même à Mitterrand. Déjà que la RDA a fait le mur pour sauter dans les bras de la RFA, si, en plus, on laisse rappliquer tous ceux qui ont le mal du pays, voyez un peu ce que ça va donner. Mais alors, où les mettre ?

Allez, Gorby, réveille-toi. Si tu peux plus faire rien de toutes les Russies, tu resteras prince de la Moscovie. T'appelleras ça « Ça me suffit ». Et ça te permettra de violer dans la maison commune avec mon Mimi.

M. Delebarre : les courants du PS « sont devenus des prisons »

Dans un entretien publié mardi 2 janvier par le Figaro, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, critique sévèrement les courants du Parti socialiste. « Aujourd'hui, déclare-t-il, ce sont des écuries, des rampes de lancement pour des présidents ou futurs candidats au poste de premier secrétaire (...). Les courants sont devenus des prisons ».

M. Delebarre condamne les « petites phrases », qui ne servent qu'à « tenir l'image du Parti socialiste ». « Cela ressemble à un procès d'autodestruction », dit-il. Il se prononce contre la formule d'une direction collégiale du parti, proposée par M. Pierre Joxe, car il sou-

haite « que la direction soit beaucoup plus réservée et qu'elle représente la majorité ». S'agissant de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Delebarre, qui a signé la contribution de M. Lionel Jospin, estime que « c'est peut-être le seul avec lequel il peut y avoir un vrai débat de fond, notamment sur les perspectives de défense en France ».

Inquiet des pertes électorales du PS, le maire de Dunkerque affirme qu'il faut « trouver de nouvelles formes de militantisme, plus proches des réseaux associatifs, plus proches du terrain ». « Il faut remettre plus près des gens, il faut remettre la charue dans le sillon et pousser », conclut-il.

SCIENCE & VIE
RÉCHAUFFEMENT : LA FRANCE MENACÉE ?

1989 aura battu tous les records de chaleur et de sécheresse. Si ce climat devait se poursuivre en 1990, la France ne ferait plus partie des pays tempérés.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° DE JANVIER

- Maigrir sans régime.
- La chasse au trou noir.
- Le sexe commande les rythmes.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

SPECIAL FETES

ABONNEZ UN AMI AU « MONDE » ET PRESENTEZ-LUI VOS VŒUX PAR TELEPHONE

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 MOIS : 292 F au lieu de 370 F
prix de vente au numéro

6 MOIS : 576 F au lieu de 740 F
prix de vente au numéro

LE MONDE sur minitel
3617 tapez ALLOLM

Échecs : le classement annuel de la FIDE

Gary Kasparov officiellement à 2 800 points

Le Soviétique Gary Kasparov, champion du monde d'échecs, vient d'enregistrer la meilleure performance de tous les temps au dernier classement officiel des meilleurs joueurs mondiaux. Ce classement — dit classement « Elo » — est établi deux fois par an (le 14 janvier et le 1^{er} juillet) par la Fédération internationale des échecs (FIDE).

Kasparov totalise 2 800 points, alors que le meilleur résultat, jusqu'alors inégal, enregistré par Bobby Fischer, en 1972, avait été de 2 780 points.

Kasparov, qui a amélioré son score de 25 points au cours des six derniers mois, devance son compatriote ancien champion du monde Anatoli Karpov (2 730 points), qui avait détrôné Fischer en 1975 à la faveur d'une disqualification de l'Américain par la FIDE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 janvier

Léger repli

Les valeurs françaises ont débuté l'année 1990 en légère baisse, l'indice CAC 40 perdant 0,14 % en fin de matinée. Parmi les plus fortes hausses, on notait la Compagnie Lebon (+4,23 %), Roussel Uclaf (+2,7 %) et Sodexho (+2,7 %). En baisse figuraient UIS (-4,9 %), Bolloré (-3,65 %) et Guyenne Gascogne (-3,42 %).

Des Azér
Une frontiè
en questio

La question des réfugiés en URSS est d'actualité. Les sources d'information les plus fiables de Moscou déclarent que le nombre de réfugiés en URSS a augmenté de 1989. Les réfugiés sont en fait des citoyens soviétiques qui ont fui le pays à la suite de la guerre civile en Azerbaïdjan.

Les manifestations qui ont eu lieu à Moscou le 2 janvier ont été marquées par des incidents. Les forces de l'ordre ont utilisé la force pour disperser les manifestants. Les manifestants ont été accusés de violence et de perturbation de l'ordre public.

Une fois de plus, c'est donc l'ordre soviétique qui est en jeu. Le « Paris-Presse » a écrit, dans son édition du 2 janvier, que les manifestations à Moscou ont été marquées par des incidents. Les forces de l'ordre ont utilisé la force pour disperser les manifestants.

Aujourd'hui, les nationalistes azéris d'Azerbaïdjan — nationalistes — réclament la frontière ouverte avec l'Azerbaïdjan. Les nationalistes azéris d'Azerbaïdjan réclament la frontière ouverte avec l'Azerbaïdjan. Les nationalistes azéris d'Azerbaïdjan réclament la frontière ouverte avec l'Azerbaïdjan.

La mort de la tante d'Azərbaycan a été l'un des événements les plus préoccupants de la région. La mort de la tante d'Azərbaycan a été l'un des événements les plus préoccupants de la région. La mort de la tante d'Azərbaycan a été l'un des événements les plus préoccupants de la région.

Moscou affirme qu'il y a eu une attaque contre la ville de Moscou. Moscou affirme qu'il y a eu une attaque contre la ville de Moscou. Moscou affirme qu'il y a eu une attaque contre la ville de Moscou.